

## Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2013

---

### BMO Groupe financier annonce de bons résultats pour le troisième trimestre de 2013

---

#### Points saillants des résultats financiers

##### Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012 :

- Bénéfice net de 1 137 millions de dollars, en hausse de 17 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 1 136 millions, en hausse de 12 %
- BPA<sup>2</sup> de 1,68 \$, en hausse de 0,26 \$ ou de 18 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 1,68 \$, en hausse de 0,19 \$ ou de 13 %
- RCP de 15,6 %, comparativement à 14,5 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 15,6 %, en regard de 15,2 %
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 77 millions de dollars, contre 237 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 13 millions, contre 116 millions
- Le ratio des capitaux propres ordinaires selon Bâle III a été élevé, s'établissant à 9,6 %

##### Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012 :

- Bénéfice net de 3 160 millions de dollars, en hausse de 2 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 3 174 millions, en hausse de 7 %
- BPA<sup>2</sup> de 4,63 \$, en hausse de 2 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 4,65 \$, en hausse de 7 %
- RCP de 14,9 %, comparativement à 15,9 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 15,0 %, en regard de 15,2 %
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 400 millions de dollars, contre 573 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 219 millions, contre 358 millions

**Toronto, le 27 août 2013** – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2013, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 137 millions de dollars ou 1,68 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 136 millions ou 1,68 \$ par action.

« Les résultats de BMO au troisième trimestre confirment la solidité de la performance de la Banque jusqu'à présent en 2013 et reflètent les avantages de notre stratégie de croissance soutenue et bien diversifiée par secteur géographique et par type d'activités, a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. Nos résultats d'exploitation reposent sur la réussite de la mise en œuvre de stratégies bien établies dans l'ensemble de nos secteurs d'activité.

« Nos services de détail au Canada ont obtenu des résultats particulièrement bons au cours du trimestre, le bénéfice net de Particuliers et entreprises – Canada et de nos services de gestion de patrimoine traditionnels ayant atteint de nouveaux sommets. Les efforts que nous faisons pour approfondir les relations avec nos clients et pour nous démarquer en matière de fidélisation de la clientèle continuent à accroître notre capacité d'attirer de nouveaux clients et d'élargir notre part du marché des services aux particuliers.

« De la même façon, grâce à la position avantageuse qu'occupe BMO dans le marché des services bancaires aux entreprises, nous performons bien dans ce secteur des deux côtés de la frontière. Au Canada, les prêts aux entreprises et les dépôts d'entreprises ont encore une fois connu une forte croissance au cours du trimestre. Aux États-Unis, le portefeuille des prêts aux entreprises et des prêts industriels de base a poursuivi sa croissance à un bon rythme.

« Le groupe Gestion privée affiche un bénéfice net record pour ses services de gestion de patrimoine traditionnels, grâce à une hausse de 37 % sur un an. Quant aux activités d'assurance, dont la performance financière a été diminuée par la baisse des taux d'intérêt pendant un certain nombre de trimestres, elles ont bénéficié de changements dans les taux à long terme.

<sup>1</sup> Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail dans la section intitulée Bénéfice net ajusté et (pour toutes les périodes indiquées) dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

<sup>2</sup> Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit toujours du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

« La bonne performance du bénéfice net de BMO Marchés des capitaux résulte des avantages que nous procure notre modèle opérationnel diversifié et centré sur le client.

« Les bons résultats du portefeuille de crédit continuent à mettre en évidence notre approche prudente de la gestion des risques et l'accent que nous mettons sur la recherche d'actifs productifs de grande qualité. Au cours du trimestre, nous avons racheté quatre millions d'actions dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités et nous avons maintenu d'excellents ratios de capital, tout en versant un dividende attrayant.

« Pour ce qui est de l'avenir, nous nous attendons à des possibilités de croissance dans chacun de nos secteurs d'activité, dans une économie nord-américaine qui s'améliore, particulièrement aux États-Unis. Cela nous convainc que nous sommes bien positionnés à l'approche de 2014 », a conclu M. Downe.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,74 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2013, ce qui correspond au même montant que celui du trimestre précédent, mais signale une augmentation de 0,02 \$ par action comparativement à celui d'il y a un an, et représente un dividende annuel de 2,96 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2013, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2013, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

---

## Revue des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le bénéfice net a été de 497 millions de dollars, soit 38 millions ou 9 % de plus qu'il y a un an. Après ajustement, il a atteint 500 millions, ayant augmenté de 38 millions ou de 8 % sur un an. Les revenus se sont renforcés de 58 millions ou de 4 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent et ont atteint 1 620 millions, ce qui reflète la croissance des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits. Ce facteur a été annulé en partie par l'effet de la contraction de la marge nette d'intérêts. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 21 millions ou de 14 % en raison principalement de la baisse de celles inscrites à l'égard du portefeuille de crédit à la consommation. Les charges ont augmenté de 31 millions de dollars ou de 4 %, pour s'établir à 821 millions car nous avons continué d'investir dans nos activités, enrichissant notamment nos ressources de première ligne sur plusieurs fronts. Depuis le début de 2013, nous avons élargi notre réseau en inaugurant ou en rénovant 49 succursales au pays.

La mise en œuvre de notre stratégie s'est soldée par une forte croissance du bilan et par la progression des revenus. Conjuguée aux efforts consacrés à la simplification des processus, cette stratégie devrait favoriser l'amélioration du bénéfice net dans l'avenir.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les prêts ont enregistré une forte hausse, soit 10 %, et la croissance des dépôts s'est maintenue. Nous nous efforçons toujours de recruter de nouveaux clients et d'approfondir nos relations avec notre clientèle existante, ce que nous avons fait grâce à notre plus récente campagne hypothécaire printanière et à celle intitulée *Savourez pleinement l'été avec BMO*. En ce qui concerne la fidélisation de la clientèle, notre rendement demeure de premier ordre, tel qu'en témoigne notre taux de recommandation net.

Dans l'unité des services bancaires aux entreprises, nos prêts à celles-ci et leurs dépôts connaissent toujours une excellente croissance. De fait, ils ont augmenté respectivement de 12 % et de 15 % sur un an. Le fait d'avoir à cœur de répondre aux besoins de nos clients, et ce, à toutes les étapes de la vie de leur entreprise, en leur proposant des produits, des services et des conseils qu'ils apprécient donne toujours de bons résultats.

Nous continuons de détenir la deuxième part du marché canadien des prêts aux entreprises d'un montant faible ou moyen. En avril et selon le rapport de recherche *La bataille des banques* publié par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, nous nous sommes classés ex aequo au premier rang des grandes banques par suite d'un sondage mené en 2012 auprès d'environ 13 000 propriétaires de PME et visant à évaluer la qualité des services que leur offrent les banques.

### PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le bénéfice net, d'un montant de 147 millions de dollars, a augmenté de 10 millions ou de 7 % en regard des 137 millions dégagés au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 160 millions, en hausse de 7 millions ou de 4 % par rapport à il y a un an, ce qui a résulté de la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges. Les revenus se sont affaiblis de 5 % puisque les répercussions de la croissance des prêts ont été plus qu'annulées par celles de la contraction de la marge nette d'intérêts, par les réductions dans certains portefeuilles de prêts et par le recul des frais de service des dépôts.

Le total des prêts a poursuivi sa croissance, des augmentations de leur solde moyen ayant été enregistrées sur un an et depuis le trimestre précédent grâce à l'élargissement toujours marqué du portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base, lequel a bondi de 3,9 milliards de dollars sur douze mois et a atteint 23,0 milliards.

En regard de ceux d'il y a un an, les dépôts des entreprises et ceux dans les comptes de chèques et d'épargne des particuliers ont augmenté malgré les réductions prévues des produits de dépôt dont les coûts sont plus élevés.

L'enquête annuelle sur la réputation des banques que mènent conjointement la publication *American Banker* et l'organisme Reputation Institute a démontré la confiance des clients envers BMO Harris Bank. Celle-ci a décroché le premier rang parmi 30 grandes banques américaines quant à la confiance à long terme, se démarquant nettement lorsqu'il a été demandé aux consommateurs s'ils accorderaient à leur banque le bénéfice du doute advenant une nouvelle crise financière. Nous avons également obtenu la cinquième place dans la catégorie de la réputation globale.

Soulignant le dévouement et la présence de BMO Harris Bank dans les collectivités auprès desquelles elle mène des activités, l'organisme The Financial Services Roundtable lui a décerné, et ce, pour la troisième année consécutive, le prix du leadership en service communautaire. Plus précisément, BMO Harris Bank a été louangée pour ses projets d'éducation financière, le bénévolat de son personnel et ses contributions financières, activités qui ont contribué au soutien de ces collectivités.

#### **Groupe Gestion privée**

Le groupe Gestion privée (groupe GP) a obtenu de solides résultats pour le trimestre. Le bénéfice net, au montant de 218 millions de dollars, a doublé en regard de ce qu'il était un an plus tôt et, après ajustement, il s'est situé à 225 millions, ayant bondi de 111 millions ou de 97 %. Le bénéfice net ajusté qu'ont dégagé les activités traditionnelles de gestion de patrimoine a atteint un nouveau sommet, soit 131 millions, pour une hausse de 35 millions ou de 37 % sur un an. Ces résultats reflètent la croissance des actifs des clients, la progression des volumes de transactions et l'attention soutenue qui est accordée à la productivité. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est accru de 76 millions en regard de la même période de l'exercice précédent, se chiffrant ainsi à 94 millions. Sa hausse a découlé d'un avantage après impôts de 42 millions qu'ont généré les majorations des taux d'intérêt à long terme pour le trimestre à l'étude, alors qu'une charge après impôts de 45 millions avait été constatée il y a un an. Ce facteur a été atténué par l'incidence favorable des changements apportés l'exercice précédent à notre portefeuille de placements afin de rehausser la gestion de l'actif et du passif. Les activités d'assurance sous-jacentes ont encore affiché un bon rendement.

Se situant à 527 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 63 milliards ou de 13 % par rapport à il y a un an, les actifs sous gestion ayant augmenté de 11 % d'un exercice à l'autre, grâce principalement à la croissance des nouveaux actifs des clients et à l'appréciation des marchés.

En juin, BMO Gestion mondiale d'actifs a annoncé qu'elle entendait élargir sa présence à l'échelle internationale en inaugurant un nouveau bureau en Australie. Ce bureau servira avant tout à réaliser des ventes et à combler les besoins des investisseurs institutionnels australiens.

BMO Gestion mondiale d'actifs s'est classée, d'après les actifs sous gestion à l'échelle internationale, parmi les 100 meilleurs gestionnaires de caisses de retraite et d'investissements, s'inscrivant à la 75<sup>e</sup> position de cette prestigieuse liste internationale, comparativement à une 85<sup>e</sup> position en 2012.

#### **BMO Marchés des capitaux**

Le bénéfice net s'est chiffré à 280 millions de dollars, en hausse de 30 millions ou de 12 % depuis un an, ce qui témoigne du bon rendement qu'a affiché l'ensemble de nos activités, par ailleurs fort diversifiées. Les revenus de négociation et ceux de prise ferme d'actions ont augmenté.

Au cours du trimestre, nous avons remporté plusieurs prix, lesquels témoignent de notre engagement sans faille envers nos clients. Greenwich Associates a nommé BMO Marchés des capitaux chef de file de la qualité des services et de la part du marché canadien des actions en 2013. Cet honneur signifie que, de l'avis de ses clients, BMO Marchés des capitaux offre les meilleurs services de recherche et de conseils sur les actions à être offerts dans le secteur, qu'elle détient la plus grande part de ce marché et que sur le plan des ventes et de la négociation d'actions, ses services sont de grande qualité. BMO Marchés des capitaux a également décroché la première place dans neuf des douze catégories du sondage sur les firmes de courtage de premier ordre pour 2013 qu'a effectué le magazine *Global Custodian* et a obtenu, pour une quatrième année d'affilée, le titre de meilleure banque de financement du commerce international au Canada de la part du *Trade Finance*.

Dans le trimestre à l'étude, BMO Marchés des capitaux a participé à 136 nouvelles émissions, soit 55 émissions de titres de créance de sociétés, 45 émissions de titres de créance d'administrations publiques, 28 émissions d'actions ordinaires et huit émissions d'actions privilégiées, pour un total de 56 milliards de dollars.

#### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette de 11 millions de dollars pour le trimestre, contre un bénéfice net de 13 millions il y a un an. La perte nette ajustée a été de 35 millions, alors qu'un bénéfice net ajusté de 32 millions avait été inscrit un an plus tôt. La diminution des résultats comptables a été moins prononcée que celle des résultats ajustés en raison surtout de la diminution des coûts d'intégration pris en compte dans les résultats comptables du présent exercice. Les éléments d'ajustement sont décrits en détail dans les sections Bénéfice net ajusté et Mesures non conformes aux PCGR. Les revenus ajustés ont fléchi en raison surtout du montant plus élevé de compensation sur une base d'imposition comparable (bic) des groupes. Les charges autres que d'intérêts ajustés ont augmenté à cause principalement de la hausse des frais liés à la technologie. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances s'est accru dans le trimestre à l'étude en raison surtout de recouvrements plus importants réalisés pour le portefeuille de prêts douteux acquis de Marshall & Ilsley (M&I).

### Bénéfice net ajusté

Le bénéfice net ajusté du troisième trimestre de 2013 a été de 1 136 millions de dollars, en hausse de 123 millions ou de 12 % en regard de ce qu'il était un an plus tôt. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,68 \$, ayant augmenté de 13 % par rapport à celui de 1,49 \$ de la période correspondante de 2012.

La direction a désigné certains montants comme éléments d'ajustement et a ajusté les résultats établis selon les PCGR afin de pouvoir en traiter et de les présenter en ignorant les effets des éléments d'ajustement et ainsi faciliter la compréhension du rendement et des tendances connexes. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures ajustées, et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et, à l'instar des éléments qui ont été exclus de leur calcul, ils sont décrits plus en détail dans la section Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures. Les éléments qui ont été retranchés des résultats du troisième trimestre de 2013 aux fins du calcul des résultats ajustés ont représenté une tranche de 1 million de dollars du bénéfice net. Ces éléments n'ont eu aucune incidence sur le BPA et ont été les suivants :

- l'avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 68 millions de dollars eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, ce qui englobe une somme de 154 millions au titre de la constatation, dans les revenus nets d'intérêts, d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille (y compris une reprise de 55 millions sur cet ajustement en lien avec le remboursement anticipé de prêts), déduction faite d'une dotation de 44 millions à la provision spécifique pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat connexes de 42 millions. Ces éléments liés au crédit et ayant trait au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I peuvent influencer fortement sur les revenus nets d'intérêts et sur la dotation à la provision pour pertes sur créances dans différentes périodes au cours de la durée de ce portefeuille;

- des coûts de 49 millions de dollars (30 millions après impôts) aux fins de l'intégration de M&I, ce qui comprend des montants liés à la conversion des systèmes, des charges de restructuration et d'autres charges associées au personnel, des honoraires de consultation ainsi que des frais de commercialisation en lien avec le renouvellement de la marque;
- une augmentation de 20 millions de dollars (15 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances relativement à des prêts autres que ceux du portefeuille de prêts acquis de M&I;
- l'avantage de 1 million de dollars, avant et après impôts, découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation; et
- l'amortissement, au montant de 32 millions de dollars (23 millions après impôts), des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Tous les éléments d'ajustement indiqués précédemment ont été comptabilisés par les Services d'entreprise, à l'exception de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui est imputé aux groupes d'exploitation.

La section Mesures non conformes aux PCGR donne des détails sur l'incidence des éléments d'ajustement des périodes correspondantes.

### Mise en garde

La présente section Revue des résultats des groupes d'exploitation renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde qui suit et qui concerne les déclarations prospectives.

Cette section contient également des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section qui en traite.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 27 août 2013. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2013, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2012 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2012. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

5	Sommaire des résultats comptables	22	Gestion du capital
6	Sommaire des résultats ajustés	24	Désignation des dividendes admissibles
7	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	24	Transactions avec des parties liées
8	Survol et perspectives économiques	24	Arrangements hors bilan
8	Autres mesures de la valeur	24	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Change	25	Modifications futures de méthodes comptables
9	Bénéfice net	25	Évolution de la réglementation aux États-Unis
9	Revenus	25	Instruments financiers désignés
10	Revenus nets d'intérêts	25	Expositions dans certaines régions
11	Revenus autres que d'intérêts	31	Analyse des résultats des groupes d'exploitation
11	Charges autres que d'intérêts	31	État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2013
12	Impôts sur le résultat	32	Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)
12	Gestion des risques	32	Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)
12	Dotations à la provision pour pertes sur créances	34	Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)
13	Prêts douteux	36	Groupe Gestion privée (groupe GP)
14	Prêts garantis par des biens immobiliers	37	BMO Marchés des capitaux
14	Risque de marché	39	Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations
16	Risque de liquidité et de financement	41	Mesures non conformes aux PCGR
17	Cotes de crédit	74	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias
17	Risque d'assurance		
18	Risque lié à la gestion et à la sécurité de l'information		
18	Transactions sur dérivés		
20	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice		
21	Bilan		

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2013, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé.

---

## Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés audités, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

**Sommaire des résultats comptables**
**Tableau 1**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>								
Revenus nets d'intérêts	2 146	2 225	(3)	2 098	2	6 460	6 663	(3)
Revenus autres que d'intérêts	1 904	1 653	15	1 846	3	5 615	5 291	6
Revenus	4 050	3 878	4	3 944	3	12 075	11 954	1
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	57	229	(75)	175	(67)	410	546	(25)
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	20	8	+100	(30)	+100	(10)	27	(+100)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	77	237	(68)	145	(47)	400	573	(30)
Charges autres que d'intérêts	2 542	2 484	2	2 568	(1)	7 700	7 537	2
Charge d'impôts sur le résultat	294	187	58	256	15	815	737	11
Bénéfice net	1 137	970	17	975	17	3 160	3 107	2
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 121	951	18	957	17	3 108	3 051	2
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	16	19	(18)	18	(17)	52	56	(7)
Bénéfice net	1 137	970	17	975	17	3 160	3 107	2
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b>								
(en dollars, sauf indication contraire)								
Bénéfice par action	1,68	1,42	18	1,42	18	4,63	4,56	2
Dividendes déclarés par action	0,74	0,70	6	0,74	–	2,20	2,10	5
Valeur comptable d'une action	42,38	39,43	7	41,73	2	42,38	39,43	7
Cours de clôture de l'action	63,87	57,44	11	63,19	1	63,87	57,44	11
Valeur marchande globale des actions ordinaires								
(en milliards de dollars)	41,3	37,2	11	41,0	1	41,3	37,2	11
Rendement de l'action (%)	4,6	4,9	n. s.	4,7	n. s.	4,6	4,9	n. s.
Ratio cours/bénéfice (nombre de fois)	10,3	10,1	n. s.	10,6	n. s.	10,3	10,1	n. s.
Ratio cours/valeur comptable (nombre de fois)	1,5	1,5	n. s.	1,5	n. s.	1,5	1,5	n. s.
<b>Mesures et ratios financiers (%)</b>								
Rendement des capitaux propres	15,6	14,5	1,1	14,2	1,4	14,9	15,9	(1,0)
Hausse des revenus	4	17	n. s.	–	n. s.	1	18	n. s.
Hausse des charges autres que d'intérêts	2	12	n. s.	3	n. s.	2	19	n. s.
Ratio d'efficacité	62,8	64,1	(1,3)	65,1	(2,3)	63,8	63,1	0,7
Levier d'exploitation	2,2	4,9	n. s.	(3,2)	n. s.	(1,2)	(1,4)	n. s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,75	1,88	(0,13)	1,79	(0,04)	1,80	1,94	(0,14)
Taux d'impôt effectif	20,6	16,2	4,4	20,8	(0,2)	20,5	19,2	1,3
Rendement des actifs moyens	0,80	0,68	0,12	0,71	0,09	0,75	0,75	–
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,11	0,38	(0,27)	0,22	(0,11)	0,20	0,31	(0,11)
Ratio du solde brut des prêts et acceptations douteux/capitaux propres et provision pour pertes sur créances	8,14	9,15	(1,01)	8,80	(0,66)	8,14	9,15	(1,01)
<b>Mesures de la valeur (%) (sauf indication contraire)</b>								
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur trois ans	5,4	7,1	(1,7)	4,9	0,5	5,4	7,1	(1,7)
Rendement total moyen des capitaux propres sur douze mois	16,5	0,5	16,0	13,0	3,5	16,5	0,5	16,0
Profit économique net (en millions de dollars)	382	278	38	263	45	963	1 078	(11)
<b>Bilan (en milliards de dollars)</b>								
Actifs	549	542	1	555	(1)	549	542	1
Solde net des prêts et acceptations	272	251	8	264	3	272	251	8
Dépôts	358	329	9	358	–	358	329	9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	27,4	25,5	7	27,1	1	27,4	25,5	7
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	30,8	31,3	(0,5)	30,1	0,7	30,8	31,3	(0,5)
<b>Ratios de capital (%)</b>								
Bâle III	Bâle II			Bâle III		Bâle III	Bâle II	
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,6	10,3	n. s.	9,7	(0,1)	9,6	10,3	n. s.
Ratio du capital de première catégorie	11,2	12,4	n. s.	11,3	(0,1)	11,2	12,4	n. s.
Ratio du capital total	13,5	14,8	n. s.	13,7	(0,2)	13,5	14,8	n. s.
<b>Bénéfice net par groupe d'exploitation</b>								
PE Canada	497	459	9	430	16	1 385	1 333	4
PE États-Unis	153	139	10	155	(1)	490	440	11
Services bancaires Particuliers et entreprises	650	598	9	585	11	1 875	1 773	6
Groupe Gestion privée	218	109	100	141	54	522	360	45
BMO Marchés des capitaux	280	250	12	275	2	865	707	22
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(11)	13	(+100)	(26)	53	(102)	267	(+100)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 137	970	17	975	17	3 160	3 107	2

n. s. – non significatif

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
<b>Sommaire de l'état des résultats, après ajustement</b>								
Revenus nets d'intérêts	<b>1 993</b>	2 012	(1)	1 923	4	<b>5 920</b>	6 073	(3)
Revenus autres que d'intérêts	<b>1 899</b>	1 665	14	1 836	3	<b>5 592</b>	5 074	10
Revenus	<b>3 892</b>	3 677	6	3 759	4	<b>11 512</b>	11 147	3
Dotation à la provision spécifique et à la provision totale pour pertes sur créances	<b>13</b>	116	(89)	110	(88)	<b>219</b>	358	(39)
Charges autres que d'intérêts	<b>2 458</b>	2 342	5	2 402	2	<b>7 324</b>	7 077	3
Charge d'impôts sur le résultat	<b>285</b>	206	39	250	14	<b>795</b>	745	7
Bénéfice net	<b>1 136</b>	1 013	12	997	14	<b>3 174</b>	2 967	7
Attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>1 120</b>	994	13	979	15	<b>3 122</b>	2 911	7
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>16</b>	19	(18)	18	(17)	<b>52</b>	56	(7)
Bénéfice net	<b>1 136</b>	1 013	12	997	14	<b>3 174</b>	2 967	7
<b>Données relatives aux actions ordinaires, après ajustement (\$)</b>								
Bénéfice par action	<b>1,68</b>	1,49	13	1,46	15	<b>4,65</b>	4,35	7
<b>Mesures et ratios financiers, après ajustement (%)</b>								
Rendement des capitaux propres	<b>15,6</b>	15,2	0,4	14,5	1,1	<b>15,0</b>	15,2	(0,2)
Hausse des revenus	<b>6</b>	9	n. s.	1	n. s.	<b>3</b>	11	n. s.
Hausse des charges autres que d'intérêts	<b>5</b>	13	n. s.	2	n. s.	<b>3</b>	16	n. s.
Ratio d'efficience	<b>63,2</b>	63,7	(0,5)	63,9	(0,7)	<b>63,6</b>	63,5	0,1
Levier d'exploitation	<b>0,9</b>	(4,4)	n. s.	(1,0)	n. s.	<b>(0,2)</b>	(5,1)	n. s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	<b>1,63</b>	1,70	(0,07)	1,64	(0,01)	<b>1,65</b>	1,77	(0,12)
Taux d'impôt effectif	<b>20,1</b>	16,9	3,2	20,0	0,1	<b>20,0</b>	20,1	(0,1)
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	<b>0,02</b>	0,20	(0,18)	0,18	(0,16)	<b>0,12</b>	0,22	(0,10)
<b>Bénéfice net ajusté par groupe d'exploitation</b>								
PE Canada	<b>500</b>	462	8	431	16	<b>1 392</b>	1 341	4
PE États-Unis	<b>165</b>	155	6	168	(1)	<b>528</b>	488	8
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>665</b>	617	8	599	11	<b>1 920</b>	1 829	5
Groupe Gestion privée	<b>225</b>	114	97	148	52	<b>542</b>	376	44
BMO Marchés des capitaux	<b>281</b>	250	13	276	2	<b>867</b>	707	23
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(35)</b>	32	(+100)	(26)	(40)	<b>(155)</b>	55	(+100)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	<b>1 136</b>	1 013	12	997	14	<b>3 174</b>	2 967	7

1) Les résultats et statistiques indiqués ci-dessus sont présentés après ajustement. Il s'agit de montants ou de mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2013 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidités, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section ci-dessous donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Depuis le premier trimestre de 2013, notre capital réglementaire, nos actifs pondérés en fonction des risques et nos ratios de capital réglementaire sont calculés conformément aux lignes directrices concernant les exigences en matière de suffisance du capital qu'a publiées le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) en décembre 2012 en vue de l'instauration de l'Accord de Bâle III au Canada. Aux fins du calcul, dans les périodes antérieures, de l'incidence pro forma de Bâle III sur notre capital réglementaire (y compris les déductions du capital, le capital admissible et le capital non admissible faisant l'objet d'une clause de droits acquis), nos actifs pondérés en fonction des risques et nos ratios de capital réglementaire, nous avons présumé que notre interprétation du projet de lignes directrices du BSIF concernant l'instauration des règles et modifications annoncées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et que les modèles que nous utilisons pour évaluer ces exigences concorderaient avec les exigences définitives qui seraient promulguées par le BSIF. Nous n'avons pas recalculé notre capital réglementaire, nos actifs pondérés en fonction des risques ou nos ratios de capital pro forma, selon Bâle III, en nous fondant sur les lignes directrices concernant la suffisance du capital et toute mention des éléments pro forma selon Bâle III renvoie aux éléments estimés antérieurement.

Les hypothèses relatives au niveau de défaut et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des opérations que notre entité de protection du crédit a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seront comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances futur et lié à notre entité de protection du crédit et le risque de perte par la Banque de Montréal, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle dans les portefeuilles, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que la Banque de Montréal a conclues.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du présent Rapport de gestion intermédiaire.

---



## Survol et perspectives économiques

Freinée par le recul des emprunts des ménages, le ralentissement du marché de l'habitation et des politiques budgétaires plus contraignantes, l'économie canadienne affiche une faible croissance. La mollesse de la demande à l'échelle mondiale et la vigueur du dollar canadien continuent de brider les exportations. L'économie des pays de la zone euro montre certains signes de reprise après une récession qui a perduré, tandis que celle de la Chine s'affaiblit en raison de politiques gouvernementales visant à contrer l'essor du crédit et à atténuer le risque de déséquilibre financier. Dans l'année à venir, les dépenses de consommation au Canada devraient augmenter quelque peu, mais la construction résidentielle devrait s'essouffler davantage. Les exportations devraient cependant augmenter au fil de l'élargissement de la demande aux États-Unis, et les investissements par les entreprises devraient s'intensifier vu les faibles taux de vacance des immeubles commerciaux et la mise en valeur continue des ressources énergétiques. Une progression fort importante des prêts aux entreprises devrait compenser, en partie du moins, la contraction de la demande de crédit à la consommation et de prêts hypothécaires à l'habitation. Selon les prévisions, le PIB passera de 1,6 % en 2013 à 2,3 % en 2014, et le taux de chômage reculera à 6,8 % l'an prochain, glissant sous la moyenne des dix dernières années. Freiné par un important déficit commercial, le dollar canadien se négociera probablement sous la parité avec le dollar américain pour le reste de 2013. Une croissance économique modérée et la faiblesse de l'inflation devraient inciter la Banque du Canada à maintenir à 1 % ses taux de financement à un jour au moins jusqu'à la seconde moitié de 2014.

Des politiques budgétaires restrictives pèsent lourd sur l'économie américaine. Cependant, la demande intérieure du secteur privé s'accroît, les ventes de véhicules automobiles et d'habitations atteignant un sommet quinquennal et la création d'emplois s'intensifiant. L'assainissement des finances des ménages, l'assouplissement des modalités de crédit et le renforcement de la demande de véhicules à moteur devraient accélérer la croissance économique dans la seconde moitié de 2013. L'essor de la production de ressources de schiste continuera de stimuler l'activité dans plusieurs États, dont le Texas et le Dakota du Nord, alors que les conséquences des restrictions budgétaires devraient s'amenuiser au fil du repli du déficit budgétaire fédéral. La croissance du PIB devrait passer de 1,8 % en 2013 à 3,0 % en 2014. Quant au taux de chômage, il devrait reculer, passant de 7,5 % cette année à 6,8 % l'an prochain. Il y a fort à parier que la Réserve fédérale maintiendra sa politique de faibles taux d'intérêt jusqu'au milieu de 2015, tout en continuant d'acheter, mais à un rythme plus faible et jusqu'à l'an prochain, des titres à revenu fixe afin de contenir les taux d'intérêt à long terme.

À l'instar de l'économie nationale, la croissance économique du Midwest des États-Unis demeure faible. Stimulée par l'essor de la production automobile, par l'accroissement de la production agricole après la sécheresse de l'an dernier et, indirectement, par l'intensification des activités dans le secteur des ressources naturelles, l'économie de cette région devrait connaître une certaine reprise.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Autres mesures de la valeur

Pour les périodes de un an, de trois ans et de cinq ans closes le 31 juillet 2013, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 16,5 %, 5,4 % et 11,7 %, respectivement.

## Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, des recouvrements de pertes sur créances et des impôts sur le résultat en dollars américains de BMO ont progressé en regard du deuxième trimestre de 2013, du troisième trimestre de 2012 et de la même période de neuf mois de 2012 en raison de l'appréciation du dollar américain. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 2,0 % sur un an et par rapport à la moyenne du deuxième trimestre. Le cours moyen de la période à l'étude a augmenté de 0,9 % en regard d'il y a un an. Le tableau ci-après fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

**Effets des fluctuations des cours de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO** **Tableau 3**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013 c. T3-2012	T3-2013 c. T2-2013	Cumul 2013 c. cumul 2012
<b>Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)</b>			
Période à l'étude	1,0385	1,0385	1,0172
Période antérieure	1,0180	1,0180	1,0078
<b>Incidence sur les résultats comptables</b>			
Revenus nets d'intérêts augmentés (diminués)	16	16	22
Revenus autres que d'intérêts augmentés (diminués)	12	12	13
Revenus augmentés (diminués)	28	28	35
Charges diminuées (augmentées)	(18)	(18)	(24)
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	2	2	-
Impôts sur le résultat diminués (augmentés)	(1)	(1)	(2)
Bénéfice net avant l'incidence des opérations de couverture augmenté (diminué)	11	11	9
Pertes sur les opérations de couverture	(9)	(5)	(15)
Impôt sur le résultat lié à ces éléments	2	1	4
Bénéfice net augmenté (diminué)	4	7	(2)
<b>Incidence sur les résultats ajustés</b>			
Revenus nets d'intérêts augmentés (diminués)	13	13	18
Revenus autres que d'intérêts augmentés (diminués)	12	12	13
Revenus augmentés (diminués)	25	25	31
Charges diminuées (augmentées)	(16)	(16)	(23)
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	3	3	2
Impôts sur le résultat diminués (augmentés)	(1)	(1)	(1)
Bénéfice net ajusté avant l'incidence des opérations de couverture augmenté (diminué)	11	11	9
Pertes sur les opérations de couverture	(9)	(5)	(15)
Impôt sur le résultat lié à ces éléments	2	1	4
Bénéfice net ajusté augmenté (diminué)	4	7	(2)

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Au début de chaque trimestre, BMO évalue s'il est préférable de conclure des opérations de couverture visant à contrebalancer en partie l'incidence avant impôt des fluctuations des taux de change du trimestre sur le bénéfice net libellé en dollars américains prévu pour ce trimestre. Ainsi, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations des taux de change, mais uniquement pour un trimestre donné.

Les profits ou les pertes sur les opérations de couverture des périodes futures dépendront tant des futures fluctuations des taux de change que du montant des futures opérations de couverture sous-jacentes, le cas échéant.

#### **Bénéfice net**

##### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012**

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 137 millions de dollars au troisième trimestre de 2013, en hausse de 167 millions ou de 17 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice par action s'est amélioré de 18 %, se situant à 1,68 \$, contre 1,42 \$ il y a un an.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 136 millions de dollars, pour une amélioration de 123 millions ou de 12 % sur douze mois. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,68 \$, ayant augmenté de 13 % par rapport à celui de 1,49 \$ du troisième trimestre de 2012. Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits en détail dans la section présentée précédemment qui traite du bénéfice net ajusté et dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Après ajustement, les revenus ont augmenté plus fortement que les charges, les revenus autres que d'intérêts ayant particulièrement progressé, et les dotations à la provision pour pertes sur créances ont reculé. PE Canada a inscrit de bons résultats grâce à l'élargissement des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits et à la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts et de l'augmentation des charges. Le groupe GP a obtenu de solides résultats, profitant ainsi de l'accroissement du bénéfice net des activités d'assurance ainsi que d'une hausse de 37 % de celui provenant des activités traditionnelles de gestion de patrimoine par suite de la croissance des actifs des clients et des volumes de transactions. Le bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux s'est amélioré sur un an grâce au bon rendement qu'a affiché l'ensemble de ses activités, par ailleurs fort diversifiées. Les hausses des revenus de négociation et de prise ferme d'actions ont plus que contrebalancé la diminution de ceux générés par les fusions et acquisitions et par les activités sensibles aux taux d'intérêt ainsi que la hausse des frais associés au personnel. Les résultats de PE États-Unis ont eux aussi progressé grâce aux effets positifs de la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges, ce qui a été annulé en partie par le repli des revenus. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont affaiblis à cause de la baisse des revenus, de la hausse des charges et du fait que les impôts avaient été peu élevés il y a un an, ce qui a été atténué par de meilleurs recouvrements de pertes sur créances.

##### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2013**

Le bénéfice net a augmenté de 162 millions de dollars ou de 17 %, et le bénéfice par action s'est renforcé de 0,26 \$ ou de 18 %. Le bénéfice net ajusté s'est accru de 139 millions ou de 14 %, et le bénéfice par action ajusté a progressé de 0,22 \$ ou de 15 %.

L'amélioration du bénéfice net ajusté a découlé de la hausse des revenus et du recul des dotations à la provision pour pertes sur créances, ce qui a été contrebalancé en partie par l'accroissement des charges. La progression du bénéfice net a résulté de la forte croissance de celui de PE Canada et du groupe GP. Le bénéfice net ajusté de PE Canada a augmenté grâce à la hausse des revenus, ce qui a découlé de l'élargissement des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits et de trois jours supplémentaires, ainsi qu'à la diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances, facteur qui a été atténué par l'accroissement des charges. Les résultats de l'ensemble du groupe GP se sont nettement améliorés grâce à la progression de ceux inscrits par ses activités d'assurance et à l'accroissement de 16 % des résultats de ses activités traditionnelles de gestion de patrimoine. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont progressé, la hausse des revenus ayant plus qu'annulé celle des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est replié à cause du fléchissement des revenus, lequel a été essentiellement causé par la contraction de la marge nette d'intérêts. Ce facteur a été contrebalancé en partie par le recul des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont dégradés en raison de la diminution des revenus et de la hausse des charges et des impôts, ce qui a été neutralisé en partie par des recouvrements de pertes sur créances plus élevés.

##### **Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012**

Le bénéfice net a augmenté de 53 millions de dollars ou de 2 % et s'est établi à 3 160 millions. Quant au bénéfice par action, il s'est chiffré à 4,63 \$, ayant progressé de 0,07 \$ ou de 2 % depuis un an.

Le bénéfice net ajusté s'est accru de 207 millions de dollars ou de 7 % pour atteindre 3 174 millions, et le bénéfice par action ajusté a été de 4,65 \$, en hausse de 0,30 \$ ou de 7 % en regard d'un an plus tôt. Après ajustement, le bénéfice net du groupe GP et de BMO Marchés des capitaux a fortement augmenté et celui de PE Canada ainsi que de PE États-Unis a connu un bon essor. Quant au bénéfice net ajusté des Services d'entreprise, il a fléchi par rapport à la même période de l'exercice précédent.

La présente section qui traite du bénéfice net renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### **Revenus**

Le total des revenus a augmenté de 172 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent et a atteint 4 050 millions de dollars. Les revenus ajustés ont augmenté de 215 millions ou de 6 %, pour s'établir à 3 892 millions. PE Canada a eu de bons résultats grâce à la hausse des soldes ainsi que des commissions et frais de la plupart des produits, ce qui a été annulé en partie par les conséquences du repli de la marge nette d'intérêts. Les revenus du groupe GP se sont grandement renforcés grâce à l'augmentation de ceux d'assurance et à la croissance de 12 % des activités traditionnelles de gestion de patrimoine. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont

augmenté puisque la progression de ceux de négociation et de prise ferme d'actions a plus que contrebalancé le recul des revenus générés par les fusions et acquisitions et par les activités sensibles aux taux d'intérêt. Les revenus de PE États-Unis ont fléchi car l'effet de la progression des prêts a été plus qu'annulé par les répercussions du repli de la marge nette d'intérêts, les réductions enregistrées dans certains portefeuilles de prêts et le recul des frais de service des dépôts. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont baissé essentiellement à cause du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes dans le trimestre à l'étude. Le raffermissement du dollar américain a augmenté la croissance des revenus ajustés de moins de 1 %, déduction faite de l'incidence des opérations de couverture.

Les revenus ont augmenté de 106 millions de dollars ou de 3 % par rapport à ceux du deuxième trimestre. Les revenus ajustés ont progressé de 133 millions ou de 4 %. Les revenus de PE Canada se sont grandement améliorés, ce qui témoigne des répercussions de la hausse des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits ainsi que des trois jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre. Les revenus du groupe GP ont fortement augmenté, et ce, grâce à des revenus d'assurance plus élevés et aux résultats records enregistrés par ses activités traditionnelles de gestion de patrimoine. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont crû, l'excellent rendement des activités de négociation pour les clients et la hausse des revenus provenant de la prise ferme d'actions et de titres d'emprunt ayant plus que neutralisé la réduction des revenus tirés des fusions et acquisitions et la diminution des profits sur titres de placement. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont reculé surtout à cause de la contraction de la marge nette d'intérêts. La baisse des revenus ajustés des Services d'entreprise a résulté principalement du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes pour le trimestre à l'étude. La plus-value du dollar américain a renforcé la hausse des revenus ajustés de moins de 1 %, déduction faite de l'incidence des opérations de couverture.

Les revenus des neuf premiers mois de l'exercice ont augmenté de 121 millions de dollars ou de 1 % et après ajustement, leur hausse a été de 365 millions ou de 3 %. Les revenus de PE Canada n'ont que légèrement augmenté, l'incidence de l'accroissement des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits ayant été atténuée par les effets de la contraction de la marge nette d'intérêts. Les revenus du groupe GP ont fortement augmenté grâce à l'amélioration des résultats des activités d'assurance ainsi que de la progression des revenus provenant des services traditionnels de gestion de patrimoine qu'a générée la croissance de la plupart des unités. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont accrus grâce à la hausse de ceux de négociation et des commissions de banque d'affaires. Quant aux revenus de PE États-Unis, ils ont fléchi car l'effet positif de la hausse des prêts aux entreprises, des commissions et des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires a été plus qu'annulé par les répercussions qu'ont eues la compression de la marge nette d'intérêts et la réduction des frais de service des dépôts et des profits sur titres. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont baissé, et la moitié de leur repli a résulté du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes et le reste, des revenus moins élevés provenant de divers éléments, dont aucun n'a été important pris isolément. L'appréciation du dollar américain a représenté moins de 1 % de la hausse des revenus ajustés, déduction faite de l'incidence des opérations de couverture.

Les variations des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

La présente section renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### **Revenus nets d'intérêts**

À 2 146 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 79 millions de dollars ou de 3 % inférieurs à ceux du troisième trimestre de 2012. Les revenus nets d'intérêts ajustés ne tiennent pas compte des montants relatifs à la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis de M&I. Les revenus nets d'intérêts ajustés ont baissé de 19 millions ou de 1 % et se sont établis à 1 993 millions.

La marge nette d'intérêts globale comptable de BMO s'est repliée de 13 points de base depuis un an et s'est située à 1,75 %. Après ajustement, elle s'est comprimée de 7 points de base, pour s'établir à 1,63 %. Les variations sont traitées dans la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Au troisième trimestre de 2013, l'actif productif moyen s'est accru de 15 milliards de dollars ou de 3 % comparativement à il y a un an, résultat qui tient compte d'une hausse de 4 milliards résultant du raffermissement du dollar américain. L'actif productif moyen de PE Canada et du groupe GP a fortement augmenté et celui de PE États-Unis a enregistré une bonne hausse. Quant à l'actif productif moyen de BMO Marchés des capitaux, il a légèrement progressé. Celui des Services d'entreprise a reculé.

Par rapport au deuxième trimestre, les revenus nets d'intérêts se sont renforcés de 48 millions de dollars ou de 2 %. Après ajustement, ils se sont accrus de 70 millions ou de 4 %, et ce, notamment parce que le trimestre a compté trois jours de plus.

La marge nette d'intérêts globale de BMO a fléchi de 4 points de base depuis le deuxième trimestre. Après ajustement, elle s'est repliée d'à peine 1 point de base.

L'actif productif moyen s'est élargi de 6 milliards de dollars ou de 1 % par rapport au deuxième trimestre et, de cette hausse, une tranche de 4 milliards est attribuable à l'appréciation du dollar américain. PE Canada a affiché une nette amélioration à ce chapitre, les autres groupes d'exploitation ont vu leur actif productif moyen augmenter quelque peu, mais celui des Services d'entreprise a fléchi.

Les revenus nets d'intérêts des neuf premiers mois du présent exercice ont reculé de 203 millions de dollars ou de 3 %. Après ajustement, ils ont fléchi de 153 millions de dollars ou de 3 %, pour se chiffrer à 5 920 millions, ce qui est imputable à la compression de la marge nette d'intérêts.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 14 points de base pour se situer à 1,80 %. Après ajustement, elle s'est comprimée de 12 points de base et s'est établie à 1,65 %.

L'actif productif moyen de la période de neuf mois à l'étude a progressé de 22 milliards de dollars ou de 5 %. De cette hausse, une tranche de 2 milliards est attribuable à un dollar américain plus fort. L'actif productif moyen de PE Canada, du groupe GP et de BMO Marchés des capitaux a fortement augmenté, celui de PE États-Unis s'est renforcé alors que celui des Services d'entreprise a reculé.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en points de base)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
PE Canada	<b>258</b>	276	(18)	259	(1)	<b>261</b>	283	(22)
PE États-Unis	<b>401</b>	442	(41)	417	(16)	<b>413</b>	443	(30)
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>294</b>	318	(24)	301	(7)	<b>300</b>	326	(26)
Groupe Gestion privée	<b>294</b>	291	3	286	8	<b>290</b>	324	(34)
BMO Marchés des capitaux	<b>69</b>	63	6	61	8	<b>63</b>	64	(1)
Services d'entreprise, y compris T&O**	<b>n. s.</b>	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	<b>n. s.</b>	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement 1)	<b>163</b>	170	(7)	164	(1)	<b>165</b>	177	(12)
Total de la marge nette d'intérêts comptable de BMO	<b>175</b>	188	(13)	179	(4)	<b>180</b>	194	(14)
Total de la marge des services de détail au Canada (comptable et après ajustement)***	<b>259</b>	275	(16)	258	1	<b>260</b>	283	(23)

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

\*\* Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

\*\*\* Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe GP.

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

### Revenus autres que d'intérêts

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 251 millions de dollars ou de 15 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 1 904 millions. Après ajustement, ils se sont accrus de 234 millions ou de 14 %, pour se situer à 1 899 millions. Les éléments d'ajustement de ces revenus ont trait à la liquidation des activités de crédit structuré, ce qui est pris en compte dans les revenus de négociation constatés par les Services d'entreprise. Les revenus d'assurance ont fortement augmenté grâce aux fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme et les revenus de négociation et ceux tirés des fonds communs de placement ont augmenté. Des hausses ont également été enregistrées dans la plupart des autres catégories de revenus autres que d'intérêts, si ce n'est des commissions de prise ferme, et aucun profit sur titres n'a été inscrit dans le trimestre à l'étude.

Par rapport au deuxième trimestre, les revenus autres que d'intérêts se sont accrus de 58 millions de dollars ou de 3 % et, après ajustement, ils se sont améliorés de 63 millions ou de 3 %. Les revenus d'assurance ont été plus élevés de 79 millions grâce essentiellement aux fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme. La plupart des autres catégories de revenus autres que d'intérêts ont également enregistré des hausses. Les revenus de négociation qui sont inscrits dans les revenus autres que d'intérêts se sont affaiblis même si, dans l'ensemble, les revenus de négociation ont augmenté et aucun profit sur titres n'a été constaté dans le trimestre à l'étude.

Depuis le début de l'exercice, les revenus autres que d'intérêts se sont améliorés de 324 millions de dollars ou de 6 %, pour s'établir à 5 615 millions. Après ajustement, ils se sont accrus de 518 millions ou de 10 %, atteignant ainsi 5 592 millions. Les revenus de négociation, d'assurance et ceux tirés des fonds communs de placement ainsi que les commissions sur prêts ont fortement augmenté. Exception faite des frais de service des dépôts et de paiement et des profits sur titres, la plupart des autres catégories de revenus autres que d'intérêts ont également progressé.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les revenus autres que d'intérêts.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 58 millions de dollars ou de 2 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 542 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 116 millions ou de 5 %, pour se situer à 2 458 millions. Cette augmentation a résulté essentiellement de celle des frais associés au personnel, ce qui rend compte des investissements continus dans les activités, les ressources de première ligne ayant été enrichies, ainsi que de la hausse des charges liées aux revenus en lien avec l'accroissement de ces derniers et de la montée des frais liés aux indemnités de départ et à la technologie. L'appréciation du dollar américain a renforcé de moins de 1 % la hausse des charges autres que d'intérêts ajustées.

En comparaison du deuxième trimestre, les charges autres que d'intérêts ont baissé de 26 millions ou de 1 %. Après ajustement, elles se sont accrues de 56 millions ou de 2 %, ce qui a découlé surtout du fait que le trimestre a compté trois jours de plus et que les frais associés au personnel ont augmenté, ce qui rend compte des investissements continus dans les activités, ainsi que de la hausse des charges liées aux revenus. La plus-value du dollar américain a ajouté moins de 1 % à la hausse des charges autres que d'intérêts après ajustement.

D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation comptable a été de 2,2 % et après ajustement, il s'est situé à 0,9 %. D'un trimestre à l'autre, le levier d'exploitation comptable s'est établi à 3,7 % et après ajustement, il a été de 1,2 %.

Depuis le début de l'exercice, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 163 millions de dollars ou de 2 %, s'établissant ainsi à 7 700 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 247 millions ou de 3 %, pour se situer à 7 324 millions, ce qui a résulté essentiellement de l'augmentation des frais associés au personnel, dont celle des charges liées aux revenus, ce qui témoigne de la hausse des revenus, et de l'accroissement des charges des avantages du personnel et des prestations de retraite. Nous avons continué d'investir dans nos activités, ce qui s'est traduit notamment par une augmentation des frais liés à la technologie. Ces facteurs ont été atténués par les avantages qu'a procurés l'attention soutenue qui a été accordée à la productivité. L'appréciation du dollar américain a accru de moins de 1 % la croissance des charges autres que d'intérêts ajustées.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Impôts sur le résultat**

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 107 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2012 et de 38 millions par rapport au deuxième trimestre de 2013, pour s'établir à 294 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 20,6 % pour le trimestre, contre 16,2 % il y a un an et 20,8 % au deuxième trimestre.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 285 millions de dollars, soit 79 millions de plus qu'il y a un an et 35 millions de plus qu'au deuxième trimestre. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 20,1 % pour le trimestre à l'étude, contre 16,9 % au troisième trimestre de 2012 et 20,0 % au deuxième trimestre de 2013. La hausse du taux d'impôt ajusté depuis le troisième trimestre de 2012 a découlé essentiellement de la diminution des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures et d'un changement dans les taux d'impôt prévus par la loi en Ontario, changement qui a donné lieu à une réévaluation positive des actifs d'impôt différé en 2012. Le taux d'impôt ajusté est établi au moyen du bénéfice net ajusté et non du bénéfice net servant au calcul du bénéfice assujéti à l'impôt.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Gestion des risques**

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 75 à 92 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO.

### **Dotations à la provision pour pertes sur créances**

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012**

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 77 millions de dollars, ce qui représente 160 millions de moins qu'à la même période un an plus tôt. Après ajustement, elle a été de 13 millions, ayant fléchi de 103 millions. Au cours du trimestre à l'étude, les éléments d'ajustement ont compris une dotation à la provision spécifique de 44 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I et une augmentation de 20 millions de la provision générale liée aux portefeuilles de prêts canadiens. La baisse de la dotation ajustée est essentiellement imputable au recul des dotations à la provision de PE Canada et de PE États-Unis ainsi qu'à la hausse des recouvrements de pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux des Services d'entreprise qui a été acquis de M&I.

À 126 millions de dollars, les dotations à la provision de PE Canada ont diminué de 21 millions de dollars en raison principalement de la baisse de celles inscrites à l'égard du portefeuille de crédit à la consommation. Les dotations à la provision du groupe GP ont fléchi de 6 millions en raison de la hausse des recouvrements de montants déjà sortis du bilan. Quant aux dotations à la provision de BMO Marchés des capitaux, elles ont été relativement stables sur douze mois. Les dotations à la provision de PE États-Unis se sont établies à 40 millions, ayant reculé de 36 millions, en raison de la diminution de celles relatives au portefeuille de prêts aux entreprises par suite du recul des nouvelles dotations et de l'amélioration des recouvrements de montants déjà sortis du bilan. Après ajustement, les recouvrements de pertes sur créances des Services d'entreprise ont augmenté de 42 millions, ce qui inclut les recouvrements plus élevés relativement au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2013**

La dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 68 millions par rapport au trimestre précédent. Après ajustement, elle a fléchi de 97 millions en regard de cette même période, ce qui est principalement imputable à la diminution des dotations de PE Canada et de PE États-Unis ainsi qu'à la hausse des recouvrements de pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux des Services d'entreprise qui a été acquis de M&I.

Les dotations à la provision de PE Canada ont diminué de 28 millions de dollars, celles liées aux portefeuilles de crédit à la consommation et de prêts aux entreprises ayant fléchi. Quant aux dotations à la provision du groupe GP, elles ont été relativement stables d'un trimestre à l'autre. Les dotations à la provision de BMO Marchés des capitaux ont augmenté de 8 millions. Les dotations à la provision de PE États-Unis ont reculé de 15 millions en raison surtout de la diminution de celles relatives au portefeuille de prêts aux entreprises par suite du recul des nouvelles dotations et de l'amélioration des recouvrements de montants déjà sortis du bilan. Après ajustement, les recouvrements de pertes sur créances des Services d'entreprise ont augmenté de 60 millions, ce qui inclut les recouvrements plus élevés relativement au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T2-2013	T3-2012	Cumul 2013	Cumul 2012
Nouvelles dotations à la provision spécifique	<b>358</b>	407	484	<b>1 183</b>	1 354
Reprises sur les provisions établies précédemment	<b>(72)</b>	(49)	(59)	<b>(203)</b>	(192)
Recouvrements de prêts sortis du bilan précédemment	<b>(229)</b>	(183)	(196)	<b>(570)</b>	(616)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>57</b>	175	229	<b>410</b>	546
Augmentation (diminution) de la provision générale	<b>20</b>	(30)	8	<b>(10)</b>	27
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>77</b>	145	237	<b>400</b>	573
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement 1)	<b>13</b>	110	116	<b>219</b>	358
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée) 2)	<b>0,11</b>	0,22	0,38	<b>0,20</b>	0,31
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, exclusion faite des portefeuilles acquis (annualisée) 2) 3)	<b>0,30</b>	0,31	0,39	<b>0,29</b>	0,43
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	<b>0,08</b>	0,27	0,37	<b>0,21</b>	0,30
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, après ajustement (annualisée) 1)	<b>0,02</b>	0,18	0,20	<b>0,12</b>	0,22

1) La dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement ne tient pas compte des dotations liées au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I ni des variations de la provision générale.

2) Certains ratios de 2012 ont été retraités au premier trimestre de 2013 afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le bilan retraité.

3) Le ratio est présenté compte non tenu des portefeuilles acquis afin de permettre de meilleures comparaisons avec les données historiques.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation 1)

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T2-2013	T3-2012	Cumul 2013	Cumul 2012
PE Canada	<b>126</b>	154	147	<b>408</b>	469
PE États-Unis	<b>40</b>	55	76	<b>127</b>	199
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>166</b>	209	223	<b>535</b>	668
Groupe Gestion privée	<b>(1)</b>	1	5	<b>2</b>	11
BMO Marchés des capitaux	<b>2</b>	(6)	–	<b>(19)</b>	10
Services d'entreprise, y compris T&O 2) 3)					
Portefeuille de prêts douteux garantis par des biens immobiliers	<b>(14)</b>	13	6	<b>7</b>	46
Prêts douteux acquis	<b>(140)</b>	(107)	(118)	<b>(306)</b>	(377)
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	<b>13</b>	110	116	<b>219</b>	358
Dotations à la provision spécifique relativement aux prêts productifs acquis 3)	<b>44</b>	65	113	<b>191</b>	188
Variation de la provision générale	<b>20</b>	(30)	8	<b>(10)</b>	27
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>77</b>	145	237	<b>400</b>	573

1) Depuis le T1-2013, les dotations des groupes d'exploitation sont présentées en fonction des pertes réelles et les intérêts sur les prêts douteux sont attribués à chacun de ces groupes. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

2) Les montants des Services d'entreprise tiennent compte de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts transférés de PE États-Unis aux Services d'entreprise au T3-2011.

3) Les dotations à la provision à l'égard des portefeuilles de prêts productifs acquis et de prêts douteux acquis sont présentées par les Services d'entreprise.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux totalisait 2 650 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 848 millions à la fin du deuxième trimestre de 2013 et à 2 867 millions il y a un an. Le raffermissement du dollar américain a haussé de 35 millions et de 43 millions, respectivement, le montant brut des prêts douteux en regard du trimestre précédent et du troisième trimestre de 2012. Le montant, à la fin du trimestre, qui est indiqué ci-dessus comprend le solde brut des prêts douteux liés aux portefeuilles acquis, soit 1 020 millions. De ce solde, une tranche de 151 millions est visée par une entente de partage des pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation qui expire en 2015 dans le cas des prêts aux entreprises et en 2020 dans celui des prêts aux particuliers.

Les nouveaux prêts douteux (excluant le portefeuille de prêts productifs acquis de M&I) ont totalisé 399 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 347 millions au deuxième trimestre de 2013 et 405 millions constatés à ce chapitre il y a un an. Les nouveaux prêts douteux liés au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I se sont situés à 211 millions durant le trimestre à l'étude, comparativement à 248 millions au trimestre précédent et à 386 millions un an plus tôt.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T2-2013	T3-2012	Cumul 2013	Cumul 2012
SBPAD au début de la période	<b>2 848</b>	2 912	2 837	<b>2 976</b>	2 685
Augmentation des prêts et acceptations douteux	<b>610</b>	595	791	<b>1 835</b>	2 314
Diminution des prêts et acceptations douteux 2)	<b>(589)</b>	(443)	(458)	<b>(1 491)</b>	(1 264)
Montants sortis du bilan 3)	<b>(219)</b>	(216)	(303)	<b>(670)</b>	(868)
SBPAD à la fin de la période	<b>2 650</b>	2 848	2 867	<b>2 650</b>	2 867
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations 4)	<b>0,97</b>	1,08	1,14	<b>0,97</b>	1,14
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations, exclusion faite des portefeuilles acquis 4) 5)	<b>0,64</b>	0,73	0,85	<b>0,64</b>	0,85
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	<b>8,14</b>	8,80	9,15	<b>8,14</b>	9,15
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances, exclusion faite des portefeuilles acquis 5)	<b>5,04</b>	5,56	6,24	<b>5,04</b>	6,24

1) Le SBPAD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

2) Comprend le montant des éléments douteux classés de nouveau dans les éléments productifs, les ventes de prêts, les remboursements et l'incidence des fluctuations des cours de change et des prêts aux particuliers sortis du bilan qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts et acceptations douteux.

3) Ne tient pas compte de certains prêts qui sont directement sortis du bilan et qui ne sont pas classés dans les nouveaux prêts douteux (91 millions de dollars au T3-2013, 92 millions de dollars au T2-2013 et 106 millions au T3-2012).

4) Certains ratios de 2012 ont été retraités au premier trimestre de 2013 afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le bilan retraité.

5) Le ratio est présenté compte non tenu des portefeuilles acquis afin de permettre de meilleures comparaisons avec les résultats passés.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Prêts garantis par des biens immobiliers

Dans le contexte actuel, les risques liés aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux marges de crédit sur valeur domiciliaire figurent parmi nos préoccupations. BMO soumet régulièrement ses portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire à des simulations de crise afin d'évaluer les répercussions que pourraient avoir des événements extrêmes. Ces simulations de crise font intervenir des scénarios défavorables modérés et graves. Les pertes sur créances qui en découlent varient selon la gravité du scénario et elles sont considérées comme gérables.

En 2012, de nouvelles règles concernant les prêts hypothécaires à l'habitation et destinées aux prêteurs réglementés au palier fédéral canadien ont été instaurées. Ces règles imposent des restrictions quant au ratio prêt/valeur des marges de crédit sur valeur domiciliaire renouvelables, à la renonciation à la preuve de revenu, aux plafonds du ratio du service de la dette de même qu'aux périodes maximales d'amortissement, soit 25 ans, et à la valeur maximale d'une habitation, à savoir 1 million de dollars, dans le cas des prêts hypothécaires assurés à ratio élevé (ratio prêt/valeur supérieur à 80 %). Les changements réglementaires ont exigé certains ajustements aux méthodes de montage de prêts, dont une réduction de 80 % à 65 % du ratio maximal prêt/valeur des marges de crédit sur valeur domiciliaire renouvelables.

### Risque de marché

Le total de la valeur à risque (VaR) associée aux activités de négociation a augmenté durant le trimestre en grande partie à cause de l'avantage moins important lié à la diversification, de la plus grande volatilité des marchés et de l'exposition légèrement plus élevée aux actions et au crédit. L'augmentation de la VaR inhérente aux titres disponibles à la vente a résulté de l'accroissement des positions en actifs et de l'incidence de la majoration des taux d'intérêt.

Le total de la VaR associée aux activités de négociation en période de tension a augmenté, l'accroissement du risque de crédit et du risque associé aux produits de base ayant été atténué par la réduction du risque de taux d'intérêt, ce qui, en général, rend compte des changements du total de la VaR associée aux activités de négociation au cours du trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos méthodes de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque structurel lié à la valeur de marché provient de la hausse des taux d'intérêt et reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. Le risque structurel de volatilité du résultat découle du recul des taux d'intérêt et reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel se voient attribuer des taux moins élevés. Les risques liés à la valeur de marché et à la valeur économique dans des scénarios de hausse des taux d'intérêt ont diminué par rapport au trimestre précédent en raison surtout de la plus grande sensibilité des actifs à court terme et du recul saisonnier du volume d'engagements en prêts hypothécaires. Les risques liés à la valeur de marché et à la valeur économique dans des scénarios de baisse des taux d'intérêt ont augmenté par rapport au trimestre précédent à cause de la plus grande sensibilité des actifs à court terme.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 82 à 86 de son Rapport annuel de 2012.

**Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation** (en millions de dollars)\* \*\*

**Tableau 8**

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013				Au 30 avril 2013	Au 31 octobre 2012
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,6)	(0,5)	(1,0)	(0,2)	(0,3)	(0,6)
VaR liée aux actions	(7,3)	(6,6)	(8,5)	(5,3)	(5,9)	(6,6)
VaR liée au change	(0,7)	(1,1)	(2,2)	(0,5)	(1,0)	(0,2)
VaR liée aux taux d'intérêt	(3,7)	(4,3)	(9,4)	(2,3)	(5,4)	(4,5)
VaR liée au crédit	(5,1)	(4,8)	(5,6)	(4,1)	(4,4)	(5,5)
Diversification	7,6	7,6	n. s.	n. s.	9,7	6,7
Total de la VaR – Négociation	(9,8)	(9,7)	(15,8)	(6,7)	(7,3)	(10,7)
Total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente	(11,5)	(10,4)	(13,8)	(7,4)	(7,4)	(8,9)

\* Le total de la VaR liée aux activités de négociation et le total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente qui sont indiqués ci-dessus sont assujettis au cadre de gestion des activités de négociation de BMO Marchés des capitaux.

\*\* Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. – non significatif

**Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation** (en millions de dollars)\* \*\*

**Tableau 9**

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013				Au 30 avril 2013	Au 31 octobre 2012
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(4,5)	(3,1)	(5,2)	(1,1)	(1,9)	(2,1)
VaR liée aux actions en période de tension	(10,1)	(10,1)	(16,0)	(6,7)	(10,0)	(10,5)
VaR liée au change en période de tension	(0,9)	(2,8)	(6,3)	(0,9)	(2,0)	(0,3)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(8,4)	(8,6)	(13,5)	(4,9)	(10,2)	(11,4)
VaR liée au crédit en période de tension	(11,1)	(11,0)	(12,4)	(9,6)	(9,4)	(9,3)
Diversification	19,3	18,9	n. s.	n. s.	20,2	18,9
VaR en période de tension – Négociation	(15,7)	(16,7)	(24,1)	(10,6)	(13,3)	(14,7)

\* La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

\*\* Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. – non significatif

**Risque structurel lié à la valeur de marché, au bilan, et volatilité du résultat** (en millions de dollars)\*

**Tableau 10**

(équivalent en dollars canadiens)	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 octobre 2012
Risque lié à la valeur de marché (avant impôts)	(507,6)	(634,8)	(590,6)
Volatilité du résultat sur 12 mois (après impôts)	(83,6)	(64,7)	(74,0)

\* Les pertes sont entre parenthèses. Elles sont mesurées selon un niveau de confiance de 99 %.

**Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de taux d'intérêt** (en millions de dollars)\* \*\*

**Tableau 11**

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)		
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 octobre 2012
Hausse de 100 points de base	(464,6)	(633,7)	(537,6)	83,3	57,5	20,1
Baisse de 100 points de base	239,2	404,0	402,9	(84,0)	(42,4)	(74,6)
Hausse de 200 points de base	(1 003,2)	(1 403,8)	(1 223,1)	139,3	90,2	27,2
Baisse de 200 points de base	345,9	594,1	783,6	(82,1)	(56,4)	(75,1)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

\*\* Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2013 donnerait lieu à une augmentation de 83 millions de dollars de leur résultat après impôts et à une hausse de 387 millions de leur valeur économique avant impôts (102 millions et 528 millions, respectivement, au 30 avril 2013 et 94 millions et 560 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2013 donnerait lieu à une diminution de 72 millions de leur résultat après impôts et à une diminution de 468 millions de leur valeur économique avant impôts (83 millions et 616 millions, respectivement, au 30 avril 2013 et 74 millions et 634 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.



## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés afin de parer aux éventualités. Les actifs liquides comprennent des actifs de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Au 31 juillet 2013, les actifs liquides de BMO totalisaient 178 milliards de dollars, contre 176 milliards au 30 avril 2013. Leur légère hausse depuis cette date a découlé essentiellement de l'augmentation des soldes des valeurs mobilières, ce qui a été atténué par la baisse de ceux de trésorerie. La trésorerie et les valeurs mobilières de BMO représentaient 30,8 % du total de ses actifs au 31 juillet 2013, contre 30,1 % au 30 avril 2013.

Les actifs liquides sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Dans certains cas, une partie de ces actifs liquides est cédée en garantie entre des entités en échange de fonds de financement.

Dans le cadre normal des activités quotidiennes de la Banque, BMO peut donner en garantie certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement. En outre, BMO peut obtenir des actifs hautement liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Le montant net des actifs liquides non grevés, soit la trésorerie et les valeurs mobilières de BMO plus les garanties admissibles obtenues moins celles accordées, se chiffrait à 153 milliards de dollars au 31 juillet 2013, contre 161 milliards au 30 avril 2013. BMO peut également transporter en nantissement des prêts hypothécaires et d'autres prêts afin de mobiliser du financement à long terme.

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et les actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs liquides liés aux activités de négociation est généralement à plus court terme (d'un terme inférieur à un an) et reflète la liquidité des actifs ainsi financés. Des quotités sont appliquées aux actifs de négociation afin de refléter le risque de recul des valeurs de marché durant des périodes de tension sur les marchés. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme de sorte à obtenir un équilibre prudent entre les avantages que procure la détention d'actifs liquides supplémentaires et les frais de financement.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un aspect important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Au troisième trimestre, BMO a, à des fins de financement de gros à terme, émis pour 7,0 milliards de dollars d'instruments au Canada et à l'échelle internationale. Au 31 juillet 2013, l'encours du financement de gros à terme totalisait 81,6 milliards, contre 77,0 milliards au 30 avril 2013. La hausse a servi à refinancer les titres de financement de gros à terme dont l'échéance était imminente ainsi qu'à financer la croissance des actifs nets. La Banque prévoit avoir encore recours aux marchés du financement de gros à terme en 2013, soit essentiellement afin de refinancer les titres de financement de gros à terme qui viendront à échéance ainsi que de financer la croissance des actifs nets qui pourrait survenir au fil de l'exercice.

Les méthodes de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 86 à 88 de son Rapport annuel de 2012.

	31 juillet 2013				30 avril 2013			
	Actifs de BMO	Trésorerie et valeurs mobilières obtenues	Actifs grevés 1)	Actifs nets non grevés	Actifs de BMO	Trésorerie et valeurs mobilières obtenues	Actifs grevés 1)	Actifs nets non grevés
<b>Actifs liquides</b>								
Trésorerie et valeurs mobilières								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 079	-	2 157	30 922	38 446	-	2 257	36 189
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 531	-	-	7 531	6 230	-	-	6 230
Valeurs mobilières								
Titres d'administrations publiques	59 275	54 845	70 650	43 470	56 673	61 588	67 412	50 849
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	8 599	1 262	1 141	8 720	7 787	1 827	2 111	7 503
Titres de créance d'entreprises	21 423	1 685	2 658	20 450	21 341	2 198	3 309	20 230
Actions d'entreprises 2)	39 550	27 416	33 679	33 287	36 655	28 732	33 977	31 410
Total des valeurs mobilières	128 847	85 208	108 128	105 927	122 456	94 345	106 809	109 992
Total de la trésorerie et des valeurs mobilières 3)	169 457	85 208	110 285	144 380	167 132	94 345	109 066	152 411
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH) (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	8 545	-	-	8 545	8 549	-	-	8 549
Total des actifs liquides	178 002	85 208	110 285	152 925	175 681	94 345	109 066	160 960

**Actifs liquides de la Banque par entité juridique**

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2013	30 avril 2013
BMO	113 268	102 543
BMO Harris Bank	27 532	36 510
Firmes de courtage	37 202	36 628
Total des actifs liquides de la Banque	178 002	175 681

La Banque a également donné en nantissement des prêts hypothécaires et d'autres prêts totalisant 40,7 milliards de dollars au 31 juillet 2013 (42,6 milliards au 30 avril 2013) en guise de soutien à la mobilisation de fonds de financement à long terme garantis. Le total des actifs donnés en garantie et grevés qui sont inscrits ou non au bilan se chiffrait à 150,9 milliards au 31 juillet 2013 (151,6 milliards au 30 avril 2013).

- 1) Les actifs grevés renvoient à la partie des actifs de BMO ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie ou grevées par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales, des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement et de ventes à découvert.
- 2) Les soldes des actions d'entreprises sont couverts en grande partie.
- 3) Le total de la trésorerie et des valeurs mobilières comprend également certains instruments qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux exigences de la Banque en matière de liquidité. Ces instruments totalisent 9,2 milliards de dollars, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, l'entité de gestion de placements structurés et l'entité de protection du crédit, de même que certains investissements détenus par notre unité de banque d'affaires.
- 4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires montés par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la Banque.

**Cotes de crédit**

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers, et ce, à des taux attrayants. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 143 du Rapport annuel de 2012 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité, et sont les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa3 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's (S&P).

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, s'il en est. Au 31 juillet 2013, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 106 millions de dollars et 322 millions, respectivement, si ses cotes étaient abaissées d'un cran et de deux crans.

**Risque d'assurance**

Aucun changement majeur dans nos méthodes de gestion de ce risque ni dans le degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à la page 89 de son Rapport annuel de 2012.

### **Risque lié à la gestion et à la sécurité de l'information**

Tel qu'il est indiqué à la rubrique sur le risque opérationnel du Rapport de gestion annuel de 2012 de BMO, laquelle figure aux pages 88 et 89, les risques de sécurité de l'information des institutions financières comme BMO se sont accrus dans les dernières années. Nos activités englobent des services financiers en ligne ou mobiles qui assurent le traitement, la transmission et le stockage sécurisés de données confidentielles. Compte tenu de l'usage que nous faisons du réseau Internet et de notre dépendance envers les technologies numériques, nous sommes exposés à des risques relevant de la cybersécurité, ce qui peut englober le risque lié à la sécurité de l'information, dont le piratage informatique, le vol d'identité et l'espionnage commercial, et le risque de déni de service, telles des attaques visant à causer des pannes de réseau ou l'interruption des services. BMO a recours à des systèmes et à des procédures afin de contrer, de surveiller et de gérer les menaces susceptibles de compromettre la cybersécurité ainsi que d'y réagir. Cependant, il se peut que BMO ou les parties avec lesquelles elle traite ne puissent prévoir ou instaurer des mesures efficaces contre ces menaces étant donné que les techniques utilisées changent fréquemment, proviennent d'un large éventail de sources et sont de plus en plus perfectionnées. Advenant de telles attaques, BMO pourrait subir des pertes ou voir sa réputation entachée.

### **Transactions sur dérivés**

Tel qu'il est décrit à la section Instruments financiers désignés, le groupe de travail sur l'enrichissement des informations à fournir (l'« Enhanced Disclosure Task Force ») a émis des recommandations visant à rehausser les informations à fournir à l'égard de plusieurs questions, dont le risque de crédit de contrepartie découlant de transactions sur dérivés. Sauf dans de rares exceptions, nous utilisons la convention cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) pour documenter nos relations contractuelles de négociation de dérivés hors cote avec nos contreparties. Cette convention cadre établit la structure juridique ainsi que les modalités usuelles qui s'appliquent à toutes les transactions sur dérivés conclues, sur une base latérale, par des parties. En plus de définir ce qu'est un événement de défaut et un événement entraînant la résiliation, lesquels peuvent causer la résiliation des transactions avant leur date d'échéance, la convention cadre de l'ISDA renferme des règlements concernant le calcul et la compensation des valeurs d'annulation (également appelées les montants de liquidation) de transaction conclues entre des parties de sorte à obtenir un seul montant global qu'une partie doit payer à l'autre.

Des annexes au soutien de crédit sont souvent jointes aux conventions cadres de l'ISDA afin d'assurer l'échange de sûretés entre les parties lorsque le risque lié aux dérivés hors cote de l'autre partie dépasse un montant convenu (appelé le seuil). La remise de sûretés a pour objet de réduire le risque de crédit de contrepartie. Les sûretés peuvent être échangées en tant que marge initiale ou marge de variation, ou les deux. Les annexes au soutien de crédit renferment notamment des dispositions décrivant les types de sûretés qui sont acceptables (tels des titres du Trésor du gouvernement et des sommes en trésorerie) ainsi que leur mode d'évaluation (des escomptes sont souvent appliqués aux valeurs de marché), les seuils, le fait que la sûreté puisse ou ne puisse pas être redonnée en garantie par son bénéficiaire et la façon de calculer les intérêts.

Le tableau suivant présente les montants notionnels de nos contrats dérivés hors cote, soit ceux qui sont compensés et réglés de manière centralisée par voie d'une chambre de compensation désignée et ceux qui ne sont pas compensés de cette façon. Les montants notionnels de nos dérivés représentent les montants auxquels un taux ou un prix est appliqué afin de calculer le montant de trésorerie qui doit être échangé en vertu du contrat. Les montants notionnels ne représentent ni des actifs ni des passifs et, par conséquent, ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Compensation non centralisée			Compensation centralisée			Total		
	T3-2013	T2-2013	T4-2012	T3-2013	T2-2013	T4-2012	T3-2013	T2-2013	T4-2012
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>									
Swaps	1 193 149	1 320 998	1 563 766	948 655	685 100	401 410	2 141 804	2 006 098	1 965 176
Contrats à terme de gré à gré	46 103	87 901	223 482	420 457	421 416	346 266	466 560	509 317	569 748
Options achetées	18 289	18 349	24 015	-	-	-	18 289	18 349	24 015
Options vendues	22 284	22 745	31 364	-	-	-	22 284	22 745	31 364
<b>Total des contrats de taux d'intérêt</b>	<b>1 279 825</b>	<b>1 449 993</b>	<b>1 842 627</b>	<b>1 369 112</b>	<b>1 106 516</b>	<b>747 676</b>	<b>2 648 937</b>	<b>2 556 509</b>	<b>2 590 303</b>
<b>Contrats de change</b>									
Swaps de devises	44 325	43 052	30 245	-	-	-	44 325	43 052	30 245
Swaps de taux d'intérêt et de devises	244 292	242 791	238 675	-	-	-	244 292	242 791	238 675
Contrats à terme de gré à gré	231 202	245 181	217 345	-	-	-	231 202	245 181	217 345
Options achetées	12 883	13 799	8 682	-	-	-	12 883	13 799	8 682
Options vendues	15 520	14 871	10 588	-	-	-	15 520	14 871	10 588
<b>Total des contrats de change</b>	<b>548 222</b>	<b>559 694</b>	<b>505 535</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>548 222</b>	<b>559 694</b>	<b>505 535</b>
<b>Contrats de produits de base</b>									
Swaps	16 001	15 396	15 528	-	-	-	16 001	15 396	15 528
Options achetées	8 413	8 405	9 384	-	-	-	8 413	8 405	9 384
Options vendues	4 446	4 502	5 479	-	-	-	4 446	4 502	5 479
<b>Total des contrats de produits de base</b>	<b>28 860</b>	<b>28 303</b>	<b>30 391</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28 860</b>	<b>28 303</b>	<b>30 391</b>
<b>Total des contrats d'actions</b>	<b>37 113</b>	<b>34 703</b>	<b>30 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>37 113</b>	<b>34 703</b>	<b>30 000</b>
<b>Swaps sur défaillance</b>									
Options achetées	8 582	10 507	11 682	237	25	-	8 819	10 532	11 682
Options vendues	14 769	21 221	24 126	205	-	-	14 974	21 221	24 126
<b>Total des swaps sur défaillance</b>	<b>23 351</b>	<b>31 728</b>	<b>35 808</b>	<b>442</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>23 793</b>	<b>31 753</b>	<b>35 808</b>
<b>Total</b>	<b>1 917 371</b>	<b>2 104 421</b>	<b>2 444 361</b>	<b>1 369 554</b>	<b>1 106 541</b>	<b>747 676</b>	<b>3 286 925</b>	<b>3 210 962</b>	<b>3 192 037</b>

**Mise en garde**

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Total des revenus	<b>4 050</b>	3 944	4 081	4 176	3 878	3 959	4 117	3 822
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	<b>57</b>	175	178	216	229	195	122	299
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	<b>20</b>	(30)	–	(24)	8	–	19	63
Charges autres que d'intérêts	<b>2 542</b>	2 568	2 590	2 701	2 484	2 499	2 554	2 432
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	<b>1 137</b>	975	1 048	1 082	970	1 028	1 109	768
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	<b>1 136</b>	997	1 041	1 125	1 013	982	972	832
Bénéfice de base par action (\$)	<b>1,69</b>	1,43	1,53	1,59	1,42	1,52	1,65	1,12
Bénéfice dilué par action (\$)	<b>1,68</b>	1,42	1,53	1,59	1,42	1,51	1,63	1,11
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	<b>1,68</b>	1,46	1,52	1,65	1,49	1,44	1,42	1,20
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	<b>1,75</b>	1,79	1,85	1,83	1,88	1,89	2,05	2,01
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (%)	<b>1,63</b>	1,64	1,67	1,67	1,70	1,76	1,85	1,78
Taux d'impôt effectif (%)	<b>20,6</b>	20,8	20,2	15,7	16,2	18,7	22,0	25,3
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	<b>20,1</b>	20,0	19,9	17,9	16,9	19,5	23,7	20,7
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	<b>1,04</b>	1,02	1,00	0,99	1,02	0,99	1,01	1,01
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances 2)								
PE Canada	<b>126</b>	154	128	146	147	167	155	178
PE États-Unis	<b>40</b>	55	32	75	76	60	63	71
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>166</b>	209	160	221	223	227	218	249
Groupe Gestion privée	<b>(1)</b>	1	2	11	5	1	5	2
BMO Marchés des capitaux	<b>2</b>	(6)	(15)	(4)	–	19	(9)	12
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(110)</b>	(29)	31	(12)	1	(52)	(92)	36
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	<b>57</b>	175	178	216	229	195	122	299
Bénéfice net comptable								
PE Canada	<b>497</b>	430	458	442	459	433	441	419
PE États-Unis	<b>153</b>	155	182	140	139	142	159	162
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>650</b>	585	640	582	598	575	600	581
Groupe Gestion privée	<b>218</b>	141	163	164	109	147	104	138
BMO Marchés des capitaux	<b>280</b>	275	310	314	250	233	224	156
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(11)</b>	(26)	(65)	22	13	73	181	(107)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	<b>1 137</b>	975	1 048	1 082	970	1 028	1 109	768
Bénéfice net ajusté								
PE Canada	<b>500</b>	431	461	444	462	436	443	422
PE États-Unis	<b>165</b>	168	195	156	155	157	176	179
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>665</b>	599	656	600	617	593	619	601
Groupe Gestion privée	<b>225</b>	148	169	169	114	153	109	143
BMO Marchés des capitaux	<b>281</b>	276	310	315	250	233	224	156
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(35)</b>	(26)	(94)	41	32	3	20	(68)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	<b>1 136</b>	997	1 041	1 125	1 013	982	972	832

1) Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les soldes des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter un changement dans la méthode comptable utilisée pour la répartition des dotations à la provision pour pertes sur créances. Voir la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation pour obtenir plus de renseignements à ce sujet.

### Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice (suite)

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 96 et 97 de son Rapport de gestion annuel pour 2012. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 14 présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de 2011 et le troisième trimestre de 2013, inclusivement.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude. Au premier trimestre de l'exercice 2013, nous avons commencé à imputer les

dotations à la provision pour pertes sur créances aux groupes d'exploitation de la Banque en fonction de leurs pertes sur créances réelles. Antérieurement, nous leur imputions les pertes sur créances au moyen d'une méthode de provisionnement selon les pertes prévues. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

Nous avons maintenu le cap sur l'enracinement d'une culture qui place le client au centre de tout ce que nous faisons. La conjoncture économique a parfois représenté un défi pour certains de nos secteurs vers la fin de 2011 et en 2012, mais dans l'ensemble, les conditions se sont améliorées et les résultats trimestriels ajustés ont, en général, affiché des tendances à la hausse au cours des deux derniers exercices.

Les résultats de PE Canada pour le troisième trimestre ont continué de bénéficier de la solide croissance des volumes des secteurs des services aux particuliers et aux entreprises, de l'amélioration des dotations à la provision pour pertes sur créances

et de la stabilité de la marge nette d'intérêts compte tenu de la hausse des revenus d'honoraires pour le trimestre. La tendance affichée par le bénéfice net des trimestres précédents est demeurée relativement stable. Les revenus et le bénéfice net sont moins élevés au deuxième trimestre de chaque exercice puisqu'il compte trois jours de moins. Au cours des trimestres précédents, la marge nette d'intérêts a affiché des baisses en raison du recul des marges sur les dépôts dans un contexte de faiblesse des taux et du changement dans la composition, notamment en ce qui a trait à la croissance des prêts, qui a excédé celle des dépôts. La hausse des charges a été modeste, ce qui reflète les investissements continus dans nos activités.

Le groupe GP a eu de solides résultats dans le trimestre à l'étude. Stimulés par la croissance des actifs des clients et les avantages qu'a procurés l'attention soutenue qui a été accordée à la productivité, les résultats enregistrés dans les récents trimestres par les activités traditionnelles de gestion de patrimoine de ce groupe se sont améliorées de manière plutôt constante. Quant aux résultats trimestriels des activités d'assurance, ils ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement des variations des taux d'intérêt à long terme.

Les résultats de BMO Marchés des capitaux sont touchés par des facteurs de marché qui peuvent accroître leur variabilité. En 2012, les résultats des trois premiers trimestres ont été très bons, mais ceux du quatrième trimestre ont été nettement plus solides grâce à un recouvrement d'impôts sur le résultat de périodes antérieures et à l'accroissement des revenus qu'a permis une meilleure conjoncture de marché. Cette tendance s'est maintenue en 2013, de bons résultats ayant été enregistrés à chaque trimestre.

L'acquisition de M&I ainsi que la hausse des soldes des prêts aux entreprises, soldes qui connaissaient une croissance anémique depuis le début du ralentissement économique en 2007, ont eu une incidence positive sur les résultats de PE États-Unis. Ces résultats ont été excellents au premier trimestre de 2013 et ont été relativement stables dans les deux trimestres suivants, la croissance des prêts aux entreprises et prêts industriels de base ayant été importante et les charges ayant baissé en regard d'il y a un an. La marge nette d'intérêts s'est comprimée en raison surtout de la contraction des marges sur les dépôts qu'a causée la faiblesse des taux d'intérêt, du recul des marges sur les prêts en raison de la concurrence exercée par les taux et de la croissance des actifs dégageant de moins bonnes marges.

Dans l'ensemble, les dotations à la provision pour pertes sur créances de BMO en pourcentage des prêts et acceptations ont, dans les plus récents trimestres et en regard de 2012 et du quatrième trimestre de 2011, encore affiché des tendances à la baisse. Les dotations après ajustement, qui ne tiennent pas compte des dotations relatives au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I ni des variations de la provision générale, ont peu fluctué en 2012 et jusqu'au deuxième trimestre de 2013, mais ont été moins importantes qu'au quatrième trimestre de 2011, et ce, en raison surtout des reprises sur les provisions relatives au portefeuille de prêts douteux acquis et de l'amélioration des conditions de crédit aux États-Unis. Après ajustement, les dotations à la provision ont grandement baissé au troisième trimestre de 2013 en raison surtout de la réduction de celles de PE Canada et de PE États-Unis ainsi que de l'accroissement des recouvrements de pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux des Services d'entreprise qui a été acquis de M&I.

Le bénéfice net trimestriel des Services d'entreprise peut varier, et ce, en grande partie à cause de la prise en compte d'éléments d'ajustement, ces éléments étant pour la plupart constatés par ce groupe. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont été relativement stables en 2012 et supérieurs à ceux de 2011, ce qui s'explique essentiellement par d'importantes reprises sur les dotations à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Ces reprises peuvent varier et leur recul au premier trimestre de 2013 ainsi que la baisse des revenus et la hausse des charges ont affaibli les résultats des Services d'entreprise pour ce trimestre. Ces reprises ont augmenté dans le deuxième et le troisième trimestre, ce qui a accru le bénéfice net.

En 2012 et depuis le début de 2013, les cours de change ont peu fluctué. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

Le taux d'impôt effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

### **Mise en garde**

La présente section portant sur les tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Cette section contient également des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

### **Bilan**

Au 31 juillet 2013, le total des actifs atteignait 549,3 milliards de dollars, ayant augmenté de 23,9 milliards depuis le 31 octobre 2012, ce qui inclut une hausse de 3,5 milliards résultant du renforcement du dollar américain. La progression du total des actifs reflète essentiellement l'augmentation de 18,5 milliards du solde net des prêts et acceptations, de 14,3 milliards de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques et de 6,7 milliards des titres pris en pension ou empruntés, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par une diminution de 16,4 milliards des actifs financiers dérivés. Tous les autres actifs se sont accrus d'un total de 0,8 milliard.

La croissance de 18,5 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations a résulté surtout d'une hausse des prêts hypothécaires à l'habitation, hausse enregistrée essentiellement par PE Canada, et d'une augmentation des prêts aux entreprises et aux administrations publiques consentis par PE Canada et PE États-Unis.

L'augmentation de 14,3 milliards de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté surtout de l'élargissement des soldes auprès de banques centrales.

L'accroissement de 6,7 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés vient principalement de l'intensification des opérations réalisées pour les clients.

La diminution de 16,4 milliards de dollars des actifs financiers dérivés et celle de 15,8 milliards des passifs financiers dérivés proviennent surtout de la baisse de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt par suite de la hausse des taux d'intérêt.

Les passifs et les capitaux propres se sont accrues de 23,9 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2012, ce qui reflète essentiellement la progression de 34,5 milliards des dépôts, de 7,9 milliards des titres mis en pension ou prêtés et de 1,0 milliard des capitaux propres, ce qui a été annulé en partie par des diminutions de 15,8 milliards des passifs financiers dérivés et de 2,4 milliards des titres vendus à découvert. Le reste des passifs et des capitaux propres s'est replié de 1,3 milliard au total.

L'accroissement de 34,5 milliards de dollars des dépôts a résulté principalement d'une augmentation de 26,6 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques par suite de l'accroissement des dépôts en dollars américains et des émissions réalisées à des fins de financement de gros. Les dépôts des particuliers ont progressé de 4,6 milliards, ce qui a découlé principalement de la hausse des dépôts à vue et à préavis, et les dépôts par des banques ont augmenté de 3,3 milliards.

La note 18 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

### **Gestion du capital**

#### **Analyse du capital réglementaire du troisième trimestre de 2013**

La situation de BMO en matière de capital demeure excellente, son ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, selon Bâle III, étant de 9,6 % au 31 juillet 2013, ce qui est inférieur à celui de 9,7 % à la fin du trimestre précédent, mais supérieur au ratio estimé pro forma de 8,7 % au 31 octobre 2012 et nettement plus élevé que le ratio cible de 7 % des banques auquel s'attend le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), tel qu'il est expliqué dans le paragraphe ci-dessous.

Depuis le premier trimestre de 2013, les exigences en matière de capital réglementaire de BMO sont déterminées en fonction de Bâle III. En 2013, les ratios de capital minimums exigés par Bâle III sont de 3,5 % dans le cas du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, de 4,5 % dans celui du ratio du capital de première catégorie et de 8 % dans celui du capital total, ces ratios étant calculés en fonction de l'application, sur cinq ans, d'ajustements réglementaires et du retrait, sur neuf ans, des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire en vertu des règles de Bâle III. Cependant, les lignes directrices du BSIF exigent des institutions canadiennes qui acceptent des dépôts qu'elles respectent dès 2013 les exigences en matière de capital de Bâle III prévues pour 2019 (selon une formule de calcul « tout compris »), si ce n'est de celles concernant le retrait graduel du capital non admissible, et que ces institutions atteignent un ratio cible des capitaux propres ordinaires de première catégorie selon Bâle III d'au moins 7 % (ratio minimal de 4,5 % plus un coussin de conservation du capital de 2,5 %) au plus tard le 31 janvier 2013. Le 26 mars 2013, le BSIF a annoncé, qu'à compter de 2016, BMO et cinq autres « banques d'importance systémique nationale » (BISN) devront toutes détenir un coussin de capitaux propres ordinaires de première catégorie de 1 % en plus du coussin de conservation du capital de 2,5 %, afin de réduire le risque de faillite des BISN.

Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a diminué de moins de 10 points de base par rapport au deuxième trimestre en raison surtout de la hausse des actifs pondérés en fonction des risques dont il est fait mention ci-après ainsi que de l'incidence des rachats d'actions aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ce qui a été annulé en grande partie par l'augmentation du capital de première

catégorie sous forme d'actions ordinaires, tel qu'il est indiqué ci-après. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté d'environ 90 points de base par rapport au ratio estimé pro forma au 31 octobre 2012 en raison de la hausse du capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques, tel qu'il est indiqué ci-après.

Au 31 juillet 2013, le capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires s'établissait à 20,6 milliards de dollars, dépassant ainsi de 0,4 milliard le montant du deuxième trimestre et de 1,3 milliard l'estimation pro forma de 19,3 milliards au 31 octobre 2012, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des résultats non distribués et par l'émission d'actions ordinaires aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions. Ces facteurs ont été atténués par le rachat et l'annulation d'actions ordinaires aux termes du programme de rachat d'actions par voie d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque.

Au 31 juillet 2013, les actifs pondérés en fonction des risques, selon Bâle III, s'élevaient à 214 milliards de dollars, soit 6 milliards de plus qu'au deuxième trimestre, ce qui a découlé essentiellement de changements dans la méthode mettant en jeu des modèles et le calibrage, ainsi que de l'incidence du change sur nos actifs pondérés en fonction du risque qui sont libellés en dollars américains. La hausse des actifs pondérés en fonction des risques provenant du montage de nouveaux prêts a été contrebalancée par les remboursements sur les prêts assortis de risques pondérés plus élevés et par la migration du crédit favorable. Au 31 juillet 2013, les actifs pondérés en fonction des risques étaient de 8 milliards inférieurs au montant estimatif pro forma, selon Bâle III, de 222 milliards au 31 octobre 2012. Leur baisse en comparaison de ce qu'ils étaient à cette date a résulté principalement de la diminution des actifs pondérés en fonction des risques et visés par un ajustement d'évaluation du crédit, d'un risque moins élevé dans certains portefeuilles et d'une meilleure évaluation des risques. La diminution des actifs pondérés en fonction des risques et visés par un ajustement d'évaluation du crédit a résulté de la décision du BSIF, annoncée en décembre 2012, de repousser à janvier 2014 la date d'entrée en vigueur de l'imposition d'une charge sur le capital au titre du risque inhérent aux ajustements d'évaluation du crédit. Ce report a donné lieu à une amélioration d'environ 35 points de base de notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie au 31 juillet 2013.

Dans une lettre datée du 21 août 2013, le BSIF a informé les banques qu'il amorcerait l'implantation progressive de la charge sur le capital au titre du risque inhérent aux ajustements d'évaluation du crédit pour les banques canadiennes au premier trimestre de 2014. Dans le cas de BMO et pour l'exercice 2014, cette charge ayant trait aux capitaux propres ordinaires de première catégorie représentera 57 % du total de la charge à instaurer et augmentera chaque année jusqu'à ce qu'elle atteigne 100 % en 2019. BMO estime que son ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie pour le troisième trimestre de 2013 serait d'environ 20 points de base inférieur si la charge sur le capital au titre du risque inhérent aux ajustements d'évaluation du crédit de 2014 était en vigueur.

Le ratio du capital de première catégorie et celui du capital total de la Banque, selon Bâle III, se situaient respectivement à 11,2 % et à 13,5 % au 31 juillet 2013, contre 11,3 % et 13,7 % au deuxième trimestre et 10,5 % et 12,9 % sur une base pro forma au 31 octobre 2012. Ces ratios se sont dégradés en regard du deuxième trimestre en raison surtout des mêmes facteurs que ceux qui ont causé la baisse du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie depuis cette même période. Ces ratios se sont cependant améliorés par rapport aux ratios estimés pro forma au 31 octobre 2012 grâce à la hausse du capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et à la baisse des actifs pondérés en fonction des risques, tel qu'il est indiqué précédemment, ce qui a été atténué par le retrait graduel d'instruments autres que des actions ordinaires qui ne remplissent pas les exigences de Bâle III imposées par le BSIF, dont celles concernant le capital conditionnel en cas de non-viabilité, ainsi que par le rachat de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B, série 5 et de 250 millions de dollars américains d'actions privilégiées échangeables, série A au cours du deuxième trimestre.

Le ratio de l'actif au capital de BMO, ratio de levier financier que surveille le BSIF et qui est calculé au moyen du capital total transitoire comme le prescrit cet organisme, était de 16,2 au 31 juillet 2013. Ce ratio a été inférieur à celui de 16,3 au deuxième trimestre, et ce, à cause surtout de la hausse du capital, mais il a dépassé celui de 15,2 au 31 octobre 2012, selon Bâle II, en raison surtout de la croissance du bilan et des modifications transitoires de Bâle III.

La section Gestion globale du capital, qui figure aux pages 60 à 64 du Rapport annuel de 2012 de BMO, renferme d'autres renseignements sur les changements apportés au capital réglementaire par Bâle III.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. Les profits ou pertes de change découlant de la conversion, en dollars canadiens, de ces investissements sont pris en compte dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires (même s'ils ne sont assujettis à l'impôt que lorsqu'ils sont réalisés). Conjugué à l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques libellés en dollars américains sur ceux en dollars canadiens et aux répercussions des déductions du capital en dollars américains sur son capital en dollars canadiens, cela peut rendre volatils les ratios de capital de la Banque. BMO peut couvrir le risque de profits ou pertes de change en finançant ses investissements à l'étranger en dollars américains ou peut conclure des contrats dérivés, tels des contrats de change à terme, ou choisir de financer ses investissements en dollars canadiens afin d'annuler l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios de capital.

#### **Autres faits nouveaux touchant le capital**

Au troisième trimestre, nous avons racheté quatre millions d'actions aux termes du programme de rachat d'actions de la Banque par voie d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ce qui a porté à huit millions le nombre total d'actions ainsi rachetées depuis l'entrée en vigueur de ce programme en février 2013. Le calendrier et le montant des rachats aux termes de ce programme sont à la discrétion de la direction qui

appuie ses décisions sur des facteurs telles la tenue des marchés et la suffisance du capital. La Banque ne procède à un rachat aux termes du programme qu'après avoir consulté le BSIF.

Au cours du trimestre, 951 000 actions ordinaires ont été émises aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions.

Le 22 juillet 2013, la Banque a annoncé qu'elle n'entendait pas exercer, le 25 août 2013, son droit de rachat des actions privilégiées de catégorie B, série 16, à taux rajusté tous les 5 ans et à dividende non cumulatif (les actions privilégiées, série 16) en circulation. Par conséquent et sous réserve de certaines conditions, les détenteurs d'actions privilégiées, série 16 avaient, jusqu'au 12 août 2013 inclusivement, le droit de choisir de convertir, à leur gré, la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées, série 16 en actions privilégiées de catégorie B, série 17, à dividende non cumulatif à taux variable (les actions privilégiées, série 17), et ce, à raison de une action contre une action en date du 26 août 2013. Ainsi, quelque 6,3 millions d'actions privilégiées, série 16 et environ 5,7 millions d'actions privilégiées, série 17 seront en circulation durant la période de cinq ans débutant le 26 août 2013 et se terminant le 25 août 2018. Le taux de dividende rajusté des actions privilégiées, série 16 sera de 3,39 % pour les cinq prochaines années et le taux de dividende trimestriel initial des actions privilégiées, série 17 sera de 2,669 %, ce qui représente, dans chaque cas, une baisse par rapport au taux d'origine de 5,2 %. En 2018, BMO pourrait décider de racheter les actions privilégiées, série 16 et série 17 (sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation), ou de rajuster le taux fixe pour cinq autres années. Si BMO choisissait de rajuster le taux, les porteurs des actions privilégiées, série 16 et série 17, auraient toujours le droit de choisir de conserver le taux fixe des actions privilégiées, série 16, ou le taux variable des actions privilégiées, série 17.

Le 27 août 2013, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,74 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, ce qui correspond au montant du trimestre précédent, mais 0,02 \$ par action de plus qu'il y a un an. Les dividendes et les rachats d'actions reflètent notre excellente situation en matière de capital ainsi que le succès de nos stratégies commerciales.

Le dividende doit être versé le 26 novembre 2013 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de BMO.

#### **Mise en garde**

Les sections précédentes qui traitent de la gestion du capital renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Ces sections contiennent également des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.



Capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques, selon Bâle III (en millions de dollars canadiens)	1) Tout compris	2) Transitoire	1) Tout compris	2) Transitoire
	T3-2013	T3-2013	T2-2013	T2-2013
Montant brut des capitaux propres ordinaires 3)	27 374	27 524	26 893	26 967
Ajustements réglementaires appliqués aux capitaux propres ordinaires	(6 747)	-	(6 695)	-
<b>Capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires</b>	<b>20 627</b>	<b>27 524</b>	20 198	26 967
Capital de première catégorie supplémentaire admissible 4)	3 769	3 769	3 779	3 779
Ajustements réglementaires appliqués au capital de première catégorie	(410)	(3 760)	(409)	(3 705)
<b>Capital de première catégorie supplémentaire</b>	<b>3 359</b>	<b>9</b>	3 370	74
<b>Capital de première catégorie (capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et capital de première catégorie supplémentaire)</b>	<b>23 986</b>	<b>27 533</b>	23 568	27 041
Capital de deuxième catégorie admissible 5)	4 902	4 903	4 919	4 919
Ajustements réglementaires appliqués au capital de deuxième catégorie	(50)	-	(50)	-
<b>Capital de deuxième catégorie</b>	<b>4 852</b>	<b>4 903</b>	4 869	4 919
<b>Capital total (capital de première et de deuxième catégorie)</b>	<b>28 838</b>	<b>32 436</b>	28 437	31 960
<b>Total des actifs pondérés en fonction des risques</b>	<b>214 233</b>	<b>229 792</b>	207 974	215 863
<b>Ratios de capital (%)</b>				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,6	12,0	9,7	12,5
Ratio du capital de première catégorie	11,2	12,0	11,3	12,5
Ratio du capital total	13,5	14,1	13,7	14,8

- 1) Le capital réglementaire établi selon une formule de calcul « tout compris » suppose que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 2) Le capital réglementaire transitoire suppose que les ajustements réglementaires de Bâle III seront appliqués progressivement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 3) Le montant brut des capitaux propres ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 4) Le capital de première catégorie supplémentaire admissible comprend les instruments de première catégorie supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) Le capital de deuxième catégorie admissible comprend les instruments de deuxième catégorie admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

#### Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Tableau 16

Au 21 août 2013	Nombre d'actions ou montant en dollars
Actions ordinaires	644 400 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16 1)	300 000 000 \$
Série 18	150 000 000 \$
Série 21	275 000 000 \$
Série 23	400 000 000 \$
Série 25	290 000 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	8 467 000
- droits non acquis	7 700 000

1) En date du 26 août 2013, quelque 5,7 millions d'actions privilégiées, série 16 seront converties en actions privilégiées, série 17 à raison de une contre une.

La note 20 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 156 et 157 du Rapport annuel de 2012 de BMO, traite en détail du capital social.

#### Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

#### Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à du personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Les politiques et procédures qu'applique

la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2012 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 168 et 169 du Rapport annuel de 2012 de BMO.

#### Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités ad hoc et les garanties, arrangements décrits aux pages 64, 65, 66 et 70 de son Rapport annuel de 2012 ainsi qu'aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités ad hoc, si ce n'est de certaines entités de titrisation des clients canadiennes et de certaines entités à financement structuré. La section Instruments financiers désignés donne plus de précisions sur les changements importants dans ces arrangements survenus au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013.

#### Méthodes comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2012 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

## Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés audités figurant aux pages 126 et 127 du Rapport annuel de 2012 de BMO renferme des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications aux normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir.

## Évolution de la réglementation aux États-Unis

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation américaine, dont les réformes financières en vertu de la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la loi *Dodd-Frank*), et de nous y préparer. La présente section décrit sommairement ces faits nouveaux. Pour une analyse plus poussée, il y a lieu de se reporter à la section qui porte le même titre et qui est présentée à la page 69 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO.

En vertu de la loi *Dodd-Frank*, les swaps sont désormais assujettis à un régime de réglementation étendu. Certains swaps doivent faire l'objet d'une compensation centralisée et devront bientôt être négociés en bourse. En tant qu'opérateur sur swaps inscrit aux États-Unis, BMO doit dorénavant se conformer aux exigences de communication de l'information et de conduite des affaires relativement aux swaps. Quant à celles concernant le capital et les marges eu égard aux swaps, elles sont actuellement en voie d'être examinées par les organismes de réglementation américains et internationaux.

En décembre 2012, le Conseil de la Réserve fédérale (CRF) a publié, afin de recueillir des commentaires, un projet de règlement qui établirait des normes prudentielles plus rigoureuses et qui imposeraient des exigences portant sur l'application anticipée de mesures correctives à certaines banques étrangères ayant des établissements aux États-Unis, dont BMO. Le projet de règlement comporte de nouvelles exigences portant sur la structure organisationnelle, la gestion des risques, le capital, la liquidité, les simulations de crise et l'application anticipée de mesures correctives qui visent toutes les entités américaines des banques étrangères. Les exigences proposées s'appliquant à BMO Financial Corp. (BFC) sont semblables à celles déjà imposées à BFC et à ses filiales de même qu'aux banques et aux sociétés de portefeuille bancaires américaines. Le règlement proposé toucherait également les filiales américaines de BMO. Le CRF a indiqué que les exigences entreraient en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Le 2 juillet 2013, le CRF a approuvé une règle définitive visant à assurer que les banques maintiennent une excellente situation en matière de capital, règle qui a resserré les exigences minimales quant à la quantité et à la qualité du capital détenu par des établissements bancaires. Dans le cas de BFC, la période d'application graduelle des exigences ne débutera que le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

D'après notre interprétation de la règle définitive concernant le capital en vertu de Bâle III aux États-Unis, BFC sera en mesure de satisfaire aux exigences réglementaires instaurées aux États-Unis.

Aux fins de l'application des dispositions de l'amendement Durbin de la loi *Dodd-Frank*, la Réserve fédérale a publié un règlement qui établit notamment des normes en ce qui a trait aux frais d'interchange liés aux cartes de débit, plafonnant les frais à environ 0,21 \$ par transaction. Le 31 juillet 2013, la cour de district fédérale a invalidé les normes sur les frais de transaction interchange ainsi que

certaines autres volets du règlement, mais a accordé une suspension d'ordonnance. La Réserve fédérale a annoncé qu'elle ferait appel de la décision. BMO surveille les faits nouveaux; cependant, selon les renseignements disponibles à l'heure actuelle, il s'attend à ce que l'issue ultime n'ait pas d'incidence importante sur ses activités.

## Mise en garde

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation aux États-Unis contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Instruments financiers désignés

Les pages 64 à 66 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO renferment de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur l'enrichissement des informations à fournir (l'« Enhanced Disclosure Task Force ») du Conseil de stabilité financière a publié un rapport sur l'enrichissement des informations sur les risques que les banques doivent fournir, rapport intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*. À l'heure actuelle, nous nous conformons à plusieurs des recommandations et nous continuerons d'examiner les informations à fournir dans des documents futurs qui seront déposés et de les rehausser au besoin.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés, s'il en est, depuis la fin de l'exercice. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre rapport de gestion annuel, sauf en ce qui a trait à la facilité de trésorerie consentie à notre entité de gestion de placements structurés, qui a été entièrement remboursée au cours du trimestre à l'étude.

## Expositions dans certaines régions

L'exposition de BMO dans certaines régions est présentée et analysée aux pages 67, 68, 112 et 113 de son Rapport annuel de 2012. Notre exposition dans certaines régions au 31 juillet 2013 est présentée dans les tableaux ci-après, lesquels résument nos expositions en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne (pays GIPE) ainsi que dans un groupe plus vaste de pays européens dans lesquels notre exposition brute est de plus de 500 millions de dollars. Le tableau 17 indique les montants bruts et nets des expositions associées aux prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Ces montants sont présentés plus en détail, soit par type de contrepartie, dans les tableaux 18 à 20. Afin de permettre une meilleure comparaison, nous y présentons également un sommaire de nos positions au 30 avril 2013 et au 31 octobre 2012. Les changements dans ces positions ont été mineurs.

Pour permettre une meilleure compréhension, les expositions de BMO en Europe associées aux swaps sur défaillance sont présentées séparément dans le tableau 21. Le risque inhérent aux swaps sur défaillance qui sont achetés est contrôlé par voie d'une liste de contreparties approuvées qui est examinée régulièrement, processus qui fait partie de notre cadre de gestion du risque de crédit. La majorité de ces swaps est de nature compensatoire, est habituellement assortie de modalités contractuelles concordantes et découle des anciennes stratégies de négociation de produits de crédit qui sont abandonnées progressivement depuis 2008.

Au 31 juillet 2013

Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Pays GIPE</b>										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	26	-	132	3	36	3	194	6
Italie	8	8	191	-	79	-	3	1	281	9
Portugal	-	-	128	-	-	-	-	-	128	-
Espagne	73	73	122	-	-	-	8	3	203	76
<b>Total – pays GIPE 6)</b>	<b>81</b>	<b>81</b>	<b>467</b>	<b>-</b>	<b>211</b>	<b>3</b>	<b>47</b>	<b>7</b>	<b>806</b>	<b>91</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>										
France	24	24	596	461	2 641	-	207	60	3 468	545
Allemagne	55	16	1 761	1 455	981	1	61	51	2 858	1 523
Pays-Bas	389	204	767	696	1 542	4	56	17	2 754	921
Autres 7)	396	235	309	175	15	3	64	12	784	425
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE 8)</b>	<b>864</b>	<b>479</b>	<b>3 433</b>	<b>2 787</b>	<b>5 179</b>	<b>8</b>	<b>388</b>	<b>140</b>	<b>9 864</b>	<b>3 414</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	15	15	1 098	1 097	2	-	-	-	1 115	1 112
Norvège	13	13	1 182	1 182	554	-	65	65	1 814	1 260
Fédération de Russie	504	504	-	-	-	-	-	-	504	504
Suisse	442	31	47	-	352	9	9	8	850	48
Royaume-Uni	367	130	449	190	4 180	22	394	220	5 390	562
Autres 7)	118	64	561	210	118	1	4	4	801	279
<b>Total – reste de l'Europe 8)</b>	<b>1 459</b>	<b>757</b>	<b>3 337</b>	<b>2 679</b>	<b>5 206</b>	<b>32</b>	<b>472</b>	<b>297</b>	<b>10 474</b>	<b>3 765</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 404</b>	<b>1 317</b>	<b>7 237</b>	<b>5 466</b>	<b>10 596</b>	<b>43</b>	<b>907</b>	<b>444</b>	<b>21 144</b>	<b>7 270</b>

Des détails sur les montants sommaires présentés dans les colonnes ci-dessus sont donnés dans les tableaux 18 à 20.

Au 30 avril 2013										
Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>77</b>	<b>77</b>	<b>492</b>	<b>-</b>	<b>318</b>	<b>1</b>	<b>63</b>	<b>10</b>	<b>950</b>	<b>88</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>										
	<b>728</b>	<b>439</b>	<b>3 527</b>	<b>2 809</b>	<b>5 979</b>	<b>36</b>	<b>480</b>	<b>57</b>	<b>10 714</b>	<b>3 341</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 301</b>	<b>1 013</b>	<b>3 406</b>	<b>2 690</b>	<b>4 214</b>	<b>37</b>	<b>599</b>	<b>235</b>	<b>9 520</b>	<b>3 975</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 106</b>	<b>1 529</b>	<b>7 425</b>	<b>5 499</b>	<b>10 511</b>	<b>74</b>	<b>1 142</b>	<b>302</b>	<b>21 184</b>	<b>7 404</b>
Au 31 octobre 2012										
Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>116</b>	<b>69</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>242</b>	<b>8</b>	<b>69</b>	<b>6</b>	<b>927</b>	<b>83</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>										
	<b>934</b>	<b>608</b>	<b>4 074</b>	<b>3 306</b>	<b>3 746</b>	<b>10</b>	<b>600</b>	<b>76</b>	<b>9 354</b>	<b>4 000</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 167</b>	<b>916</b>	<b>3 711</b>	<b>2 771</b>	<b>3 986</b>	<b>15</b>	<b>468</b>	<b>126</b>	<b>9 332</b>	<b>3 828</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 217</b>	<b>1 593</b>	<b>8 285</b>	<b>6 077</b>	<b>7 974</b>	<b>33</b>	<b>1 137</b>	<b>208</b>	<b>19 613</b>	<b>7 911</b>

- 1) Les prêts comprennent les prêts et les produits de financement commercial. Les montants sont présentés déduction faite de ceux sortis du bilan et du montant brut des provisions spécifiques, ces éléments étant considérés comme négligeables.
- 2) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables. Le montant brut des titres de crédit négociables ne comprend que les positions acheteur et exclut les positions vendeur compensatoires.
- 3) Les opérations de type mise en pension sont effectuées avec des contreparties qui sont des banques.
- 4) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions, et dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur, les compensations liées aux garanties. Au 31 juillet 2013, le risque lié au remplacement des dérivés, déduction faite des garanties, se chiffrait à environ 2,7 milliards de dollars pour toute l'Europe.
- 5) Exclut les réserves de 81 millions de dollars de notre filiale irlandaise auprès de la banque centrale d'Irlande au 31 juillet 2013.
- 6) L'exposition directe de BMO dans les pays GIPE a essentiellement trait à des produits de financement commercial et des produits de négociation offerts par des banques. L'exposition nette demeure faible, s'établissant à 91 millions de dollars, et il n'existait aucun engagement non financé au 31 juillet 2013.
- 7) Comprend les pays dans lesquels l'exposition brute est de moins de 500 millions de dollars. Le poste Autres de la catégorie Zone euro comprend les expositions en Autriche, en Belgique, à Chypre, en Finlande, au Luxembourg, en Slovaquie et en Slovénie. La catégorie Autres du Reste de l'Europe comprend les expositions en Croatie, dans la République tchèque, en Hongrie, en Islande, en Pologne et en Suède.
- 8) Au 31 juillet 2013, l'exposition directe nette de BMO dans les autres pays de la zone euro (soit les 12 autres pays qui ont l'euro comme monnaie commune) totalisait environ 3,4 milliards de dollars, dont une proportion de 80 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA, et une proportion d'environ 84 % s'est vu attribuer la cote Aaa ou AAA par l'une des deux agences de notation. Notre exposition directe nette dans le reste de l'Europe totalisait environ 3,8 milliards, dont une proportion de 64 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA. Une partie importante de l'exposition à des États souverains est constituée de produits de trésorerie négociables, alors que l'exposition liée à des banques a trait à des instruments de négociation, à des titres de créance à court terme, à des positions sur dérivés, à des lettres de crédit et à des garanties.
- 9) Les États souverains comprennent les produits de trésorerie de banques garantis par des États souverains.
- 10) **Les autres expositions (incluant les expositions indirectes) qui ne sont pas incluses dans les tableaux au 31 juillet 2013 sont comme suit :**
  - BMO a également des expositions à des entités situées dans divers pays européens en raison de son entité de protection de crédit et de son entité de titrisation des clients américaine. Ces expositions ne sont pas incluses dans les tableaux ci-devant parce que leur structure comporte déjà une protection de crédit.
    - BMO a une exposition directe à ces entités de crédit qui sont, à leur tour, exposées à un risque en raison des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. Tel qu'il est indiqué aux pages 65 et 66 de la section Entité de protection de crédit du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO, cette entité comporte une protection de premier niveau et des couvertures ont été conclues.
    - L'exposition notionnelle de notre entité de protection de crédit à des émetteurs situés en Grèce, en Italie et en Espagne représentait 3,7 % de son exposition notionnelle totale. Cette entité avait une exposition notionnelle dans cinq des 12 autres pays dont la monnaie est l'euro. Cette exposition représentait 12 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 86 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (73 % par Moody's). L'exposition notionnelle dans le reste de l'Europe représentait 15 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 76 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (63 % par Moody's).
    - Notre entité de titrisation des clients américaine nous expose aux pays GIPE et à d'autres pays européens puisqu'elle a des engagements qui s'appuient sur des sûretés dont une proportion de 0,8 % représente des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. À la fin du troisième trimestre, l'exposition en Suède, qui se chiffrait à 0,2 %, représentait la composante la plus importante. Quant à celle en Espagne, elle était d'environ 0,1 %. Nous n'avions aucune exposition en Italie, en Irlande, en Grèce ou au Portugal.
  - BMO est exposé à des institutions européennes supranationales à hauteur de 0,2 milliard de dollars, et ce, essentiellement par voie de produits de trésorerie négociables.
  - L'exposition indirecte de BMO en Europe sous forme de garanties libellées en euros destinées à soutenir les activités de négociation correspondait à des titres émis par des entités situées dans des pays européens de 274 millions d'euros, dont une tranche de 2 millions d'euros était détenue sous forme de titres dans les pays GIPE et 130 millions d'euros l'étaient dans des titres français. De plus, des garanties en trésorerie de 118 millions d'euros étaient détenues au 31 juillet 2013.
  - L'exposition indirecte sous forme de garanties émises par des entités situées dans des pays européens totalisait 512 millions de dollars, dont 5 millions dans les pays GIPE, 244 millions dans les autres pays de la zone euro et 263 millions dans le reste de l'Europe.

Au 31 juillet 2013

Pays	Prêts 1)							
	Engagements				Tranche financée			
	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIIPE</b>								
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	8	-	-	8	8	-	-	8
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	73	-	-	73	73	-	-	73
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>81</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>81</b>	<b>81</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>81</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>								
France	24	-	-	24	24	-	-	24
Allemagne	11	44	-	55	11	5	-	16
Pays-Bas	28	361	-	389	28	176	-	204
Autres 7)	278	118	-	396	210	25	-	235
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>341</b>	<b>523</b>	<b>-</b>	<b>864</b>	<b>273</b>	<b>206</b>	<b>-</b>	<b>479</b>
<b>Reste de l'Europe</b>								
Danemark	15	-	-	15	15	-	-	15
Norvège	13	-	-	13	13	-	-	13
Fédération de Russie	478	26	-	504	478	26	-	504
Suisse	3	439	-	442	3	28	-	31
Royaume-Uni	103	264	-	367	103	27	-	130
Autres 7)	23	95	-	118	23	41	-	64
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>635</b>	<b>824</b>	<b>-</b>	<b>1 459</b>	<b>635</b>	<b>122</b>	<b>-</b>	<b>757</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 057</b>	<b>1 347</b>	<b>-</b>	<b>2 404</b>	<b>989</b>	<b>328</b>	<b>-</b>	<b>1 317</b>

Voir les notes du tableau 17.

Au 31 juillet 2013

Pays	Titres 2)							
	Montant brut				Montant net			
	Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total
<b>Pays GIIPE</b>								
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	26	26	-	-	-	-
Italie	55	22	114	191	-	-	-	-
Portugal	-	-	128	128	-	-	-	-
Espagne	41	40	41	122	-	-	-	-
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>96</b>	<b>62</b>	<b>309</b>	<b>467</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>								
France	31	104	461	596	-	-	461	461
Allemagne	133	214	1 414	1 761	2	39	1 414	1 455
Pays-Bas	587	77	103	767	587	6	103	696
Autres 7)	32	27	250	309	-	-	175	175
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>783</b>	<b>422</b>	<b>2 228</b>	<b>3 433</b>	<b>589</b>	<b>45</b>	<b>2 153</b>	<b>2 787</b>
<b>Reste de l'Europe</b>								
Danemark	534	1	563	1 098	534	-	563	1 097
Norvège	1 182	-	-	1 182	1 182	-	-	1 182
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	11	36	-	47	-	-	-	-
Royaume-Uni	112	262	75	449	54	61	75	190
Autres 7)	210	4	347	561	210	-	-	210
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>2 049</b>	<b>303</b>	<b>985</b>	<b>3 337</b>	<b>1 980</b>	<b>61</b>	<b>638</b>	<b>2 679</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 928</b>	<b>787</b>	<b>3 522</b>	<b>7 237</b>	<b>2 569</b>	<b>106</b>	<b>2 791</b>	<b>5 466</b>

Voir les notes du tableau 17.

**Exposition aux opérations de type mise en pension et aux dérivés en Europe**  
**par pays et par contrepartie 10)** (en millions de dollars canadiens)

**Tableau 20**

Au 31 juillet 2013

Pays	Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)							
	Montant brut	Déduction faite des garanties	Montant brut					Déduction faite des garanties		
	Total	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIPE</b>										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	132	3	33	3	-	36	-	3	-	3
Italie	79	-	3	-	-	3	1	-	-	1
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	8	-	-	8	3	-	-	3
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>211</b>	<b>3</b>	<b>44</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>47</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>										
France	2 641	-	207	-	-	207	60	-	-	60
Allemagne	981	1	61	-	-	61	51	-	-	51
Pays-Bas	1 542	4	56	-	-	56	17	-	-	17
Autres 7)	15	3	62	2	-	64	10	2	-	12
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>5 179</b>	<b>8</b>	<b>386</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>388</b>	<b>138</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>140</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	554	-	65	-	-	65	65	-	-	65
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	352	9	6	-	3	9	5	-	3	8
Royaume-Uni	4 180	22	347	18	29	394	173	18	29	220
Autres 7)	118	1	4	-	-	4	4	-	-	4
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>5 206</b>	<b>32</b>	<b>422</b>	<b>18</b>	<b>32</b>	<b>472</b>	<b>247</b>	<b>18</b>	<b>32</b>	<b>297</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>10 596</b>	<b>43</b>	<b>852</b>	<b>23</b>	<b>32</b>	<b>907</b>	<b>389</b>	<b>23</b>	<b>32</b>	<b>444</b>

Voir les notes du tableau 17.

Au 31 juillet 2013

Pays	Juste valeur					Valeur nominale						
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			Exposition totale
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total	
<b>Pays GIIPE</b>												
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	1	-	(1)	-	-	(24)	-	(24)	24	-	24	-
Italie	4	-	(4)	-	-	(186)	-	(186)	186	-	186	-
Portugal	11	-	(11)	-	-	(122)	-	(122)	122	-	122	-
Espagne	3	-	(3)	-	-	(130)	-	(130)	130	-	130	-
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>(19)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(462)</b>	<b>-</b>	<b>(462)</b>	<b>462</b>	<b>-</b>	<b>462</b>	<b>-</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>												
France	(2)	-	1	-	(1)	(164)	-	(164)	135	-	135	(29)
Allemagne	(2)	-	2	-	-	(345)	-	(345)	320	-	320	(25)
Pays-Bas	-	-	-	-	-	(75)	-	(75)	57	14	71	(4)
Autres 7)	(1)	-	1	-	-	(128)	-	(128)	128	-	128	-
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>(5)</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(712)</b>	<b>-</b>	<b>(712)</b>	<b>640</b>	<b>14</b>	<b>654</b>	<b>(58)</b>
<b>Reste de l'Europe</b>												
Danemark	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	1	-	1	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	(4)	-	(4)	4	-	4	-
Suisse	2	-	1	-	3	(283)	-	(283)	60	-	60	(223)
Royaume-Uni	2	-	(1)	-	1	(293)	-	(293)	266	14	280	(13)
Autres 7)	-	-	(2)	-	(2)	(346)	-	(346)	338	7	345	(1)
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>(927)</b>	<b>-</b>	<b>(927)</b>	<b>669</b>	<b>21</b>	<b>690</b>	<b>(237)</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>(17)</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>(2 101)</b>	<b>-</b>	<b>(2 101)</b>	<b>1 771</b>	<b>35</b>	<b>1 806</b>	<b>(295)</b>

Au 30 avril 2013

Pays	Juste valeur					Valeur nominale						
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			Exposition totale
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total	
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>(18)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(488)</b>	<b>-</b>	<b>(488)</b>	<b>488</b>	<b>-</b>	<b>488</b>	<b>-</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(778)</b>	<b>-</b>	<b>(778)</b>	<b>708</b>	<b>13</b>	<b>721</b>	<b>(57)</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>	<b>(981)</b>	<b>(10)</b>	<b>(991)</b>	<b>738</b>	<b>20</b>	<b>758</b>	<b>(233)</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>(14)</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>	<b>(2 247)</b>	<b>(10)</b>	<b>(2 257)</b>	<b>1 934</b>	<b>33</b>	<b>1 967</b>	<b>(290)</b>

Au 31 octobre 2012

Pays	Juste valeur					Valeur nominale						
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			Exposition totale
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total	
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>(31)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(517)</b>	<b>-</b>	<b>(517)</b>	<b>511</b>	<b>5</b>	<b>516</b>	<b>(1)</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 041)</b>	<b>-</b>	<b>(1 041)</b>	<b>998</b>	<b>13</b>	<b>1 011</b>	<b>(30)</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>(1 273)</b>	<b>(25)</b>	<b>(1 298)</b>	<b>1 053</b>	<b>20</b>	<b>1 073</b>	<b>(225)</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>31</b>	<b>-</b>	<b>(31)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 831)</b>	<b>(25)</b>	<b>(2 856)</b>	<b>2 562</b>	<b>38</b>	<b>2 600</b>	<b>(256)</b>

Voir les notes du tableau 17.

Notes :

- Tous les swaps sur défaillance achetés et vendus l'ont été auprès de contreparties qui sont des banques.
- Des tranches de 29 % des swaps sur défaillance achetés et de 38 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration intégrale. Aux termes de ces contrats, tout événement relatif à une restructuration constitue un événement touchant le crédit, et toute obligation dont l'échéance est de moins de 30 ans doit être livrée contre le contrat.
- Des tranches de 71 % des swaps sur défaillance achetés et de 62 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration à clauses dites « modifiées-modifiées ». Aux termes de ces contrats, les ententes de restructuration constituent un événement touchant le crédit. Cependant, l'obligation à livrer contre le contrat a une durée se limitant à 60 mois pour les obligations restructurées et à 30 mois pour toutes les autres obligations.
- Le tableau exclut une protection de 27 millions de dollars acquise par l'intermédiaire de l'indice de swaps sur défaillance iTraxx. L'indice comprend 25 titres d'une pondération égale provenant des régions suivantes : GIIPE (26 %), zone euro (exclusion faite des pays GIIPE) (48 %) et reste de l'Europe (26 %).

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2013

Tableau 22

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013					Cumul 2013				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise	Total BMO
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	1 718	146	354	(72)	<b>2 146</b>	5 073	418	951	18	<b>6 460</b>
Revenus autres que d'intérêts	635	723	515	31	<b>1 904</b>	1 857	1 995	1 672	91	<b>5 615</b>
Total des revenus (bic) 1)	2 353	869	869	(41)	<b>4 050</b>	6 930	2 413	2 623	109	<b>12 075</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	166	(1)	2	(90)	<b>77</b>	535	2	(19)	(118)	<b>400</b>
Charges autres que d'intérêts	1 287	585	514	156	<b>2 542</b>	3 798	1 740	1 532	630	<b>7 700</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat	900	285	353	(107)	<b>1 431</b>	2 597	671	1 110	(403)	<b>3 975</b>
Impôts sur le résultat (recouvrement) (bic) 1)	250	67	73	(96)	<b>294</b>	722	149	245	(301)	<b>815</b>
Bénéfice net comptable T3-2013	650	218	280	(11)	<b>1 137</b>	1 875	522	865	(102)	<b>3 160</b>
Bénéfice net comptable T2-2013	585	141	275	(26)	<b>975</b>					
Bénéfice net comptable T3-2012	598	109	250	13	<b>970</b>	1 773	360	707	267	<b>3 107</b>
Bénéfice net ajusté T3-2013	665	225	281	(35)	<b>1 136</b>	1 920	542	867	(155)	<b>3 174</b>
Bénéfice net ajusté T2-2013	599	148	276	(26)	<b>997</b>					
Bénéfice net ajusté T3-2012	617	114	250	32	<b>1 013</b>	1 829	376	707	55	<b>2 967</b>
<b>Autres statistiques</b> (% , sauf indication contraire)										
Rendement des capitaux propres	18,1	29,3	19,0	n. s.	<b>15,6</b>	18,0	24,2	19,9	n. s.	<b>14,9</b>
Rendement des capitaux propres ajusté	18,5	30,3	19,1	n. s.	<b>15,6</b>	18,4	25,2	19,9	n. s.	<b>15,0</b>
Levier d'exploitation	-	20,7	1,0	n. s.	<b>2,2</b>	0,3	8,8	3,7	n. s.	<b>(1,2)</b>
Levier d'exploitation ajusté	(0,4)	21,0	1,1	n. s.	<b>0,9</b>	(0,1)	9,1	3,8	n. s.	<b>(0,2)</b>
Ratio d'efficacité (bic)	54,7	67,3	59,1	n. s.	<b>62,8</b>	54,8	72,1	58,4	n. s.	<b>63,8</b>
Ratio d'efficacité ajusté (bic)	53,8	66,2	59,0	n. s.	<b>63,2</b>	53,9	71,0	58,3	n. s.	<b>63,6</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,94	2,94	0,69	n. s.	<b>1,75</b>	3,00	2,90	0,63	n. s.	<b>1,80</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (bic)	2,94	2,94	0,69	n. s.	<b>1,63</b>	3,00	2,90	0,63	n. s.	<b>1,65</b>
Profit économique net (en millions de dollars) 2)	282	147	115	(162)	<b>382</b>	799	314	390	(540)	<b>963</b>
Capitaux propres ordinaires moyens (en milliards de dollars)	13,8	2,9	5,6	5,4	<b>27,7</b>	13,5	2,9	5,6	5,0	<b>27,0</b>
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	232,2	19,6	203,1	31,3	<b>486,2</b>	226,3	19,3	201,8	33,0	<b>480,4</b>
Effectif – équivalent temps plein	24 862	6 157	2 247	13 362	<b>46 628</b>					

1) Les revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les ajustements sur une bic des groupes s'annulent dans la colonne Services d'entreprise, et le total des revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts de BMO sont présentés selon les PCGR.

2) Le profit économique net est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise englobent l'unité Technologie et opérations.

n. s. – non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2013.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille acquis. Les coûts d'intégration et de restructuration, les activités de crédit structuré en voie de liquidation et les variations de la provision générale sont également pris en compte par les Services d'entreprise.

Au premier trimestre de 2013, nous avons changé le mode d'évaluation des résultats de nos groupes d'exploitation afin de refléter les dotations à la provision pour pertes sur créances en fonction des pertes sur créances réelles et non des pertes prévues. Les dotations aux provisions relatives aux portefeuilles de prêts

productifs acquis et de prêts douteux acquis continuent d'être évaluées et présentées dans les Services d'entreprise.

Au cours du premier trimestre de 2013, nous avons perfectionné notre méthode de répartition de certains revenus des Services d'entreprise par région géographique. Par conséquent, nous avons réattribué certains revenus constatés par les Services d'entreprise dans des périodes antérieures en les transférant du Canada aux États-Unis.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une bic. Comme plusieurs autres banques, BMO analyse toujours les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au troisième trimestre de 2013, les ajustements sur une bic ont totalisé 120 millions de dollars, contre 71 millions au deuxième trimestre de 2013 et 66 millions au troisième trimestre de 2012.



**Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)**
**Tableau 23**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>1 718</b>	1 711	–	1 653	4	<b>5 073</b>	5 137	(1)
Revenus autres que d'intérêts	<b>635</b>	608	5	609	4	<b>1 857</b>	1 799	3
Total des revenus (bic)	<b>2 353</b>	2 319	2	2 262	4	<b>6 930</b>	6 936	–
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>166</b>	223	(25)	209	(21)	<b>535</b>	668	(20)
Charges autres que d'intérêts	<b>1 287</b>	1 267	2	1 249	3	<b>3 798</b>	3 812	–
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>900</b>	829	9	804	12	<b>2 597</b>	2 456	6
Impôts sur le résultat (bic)	<b>250</b>	231	9	219	13	<b>722</b>	683	6
Bénéfice net comptable	<b>650</b>	598	9	585	11	<b>1 875</b>	1 773	6
Bénéfice net ajusté	<b>665</b>	617	8	599	11	<b>1 920</b>	1 829	5
Rendement des capitaux propres (%)	<b>18,1</b>	18,4	(0,3)	17,1	1,0	<b>18,0</b>	18,1	(0,1)
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	<b>18,5</b>	19,0	(0,5)	17,5	1,0	<b>18,4</b>	18,7	(0,3)
Levier d'exploitation (%)	–	(4,1)	n. s.	(0,6)	n. s.	<b>0,3</b>	(4,5)	n. s.
Levier d'exploitation ajusté (%)	<b>(0,4)</b>	(3,2)	n. s.	(1,0)	n. s.	<b>(0,1)</b>	(3,2)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	<b>54,7</b>	54,7	–	55,2	(0,5)	<b>54,8</b>	55,0	(0,2)
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	<b>53,8</b>	53,5	0,3	54,3	(0,5)	<b>53,9</b>	53,8	0,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	<b>2,94</b>	3,18	(0,24)	3,01	(0,07)	<b>3,00</b>	3,26	(0,26)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	<b>232,2</b>	213,9	9	225,4	3	<b>226,3</b>	210,6	7

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

**Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)**
**Tableau 24**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>1 125</b>	1 093	3	1 059	6	<b>3 286</b>	3 277	–
Revenus autres que d'intérêts	<b>495</b>	469	6	473	5	<b>1 429</b>	1 377	4
Total des revenus (bic)	<b>1 620</b>	1 562	4	1 532	6	<b>4 715</b>	4 654	1
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>126</b>	147	(14)	154	(19)	<b>408</b>	469	(13)
Charges autres que d'intérêts	<b>821</b>	790	4	794	3	<b>2 428</b>	2 373	2
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>673</b>	625	8	584	16	<b>1 879</b>	1 812	4
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	<b>176</b>	166	8	154	16	<b>494</b>	479	3
Bénéfice net comptable	<b>497</b>	459	9	430	16	<b>1 385</b>	1 333	4
Bénéfice net ajusté	<b>500</b>	462	8	431	16	<b>1 392</b>	1 341	4
Revenus des services aux particuliers	<b>1 011</b>	972	4	964	5	<b>2 954</b>	2 917	1
Revenus des services aux entreprises	<b>609</b>	590	3	568	7	<b>1 761</b>	1 737	1
Levier d'exploitation (%)	<b>0,1</b>	(0,2)	n. s.	(2,5)	n. s.	<b>(1,0)</b>	(1,2)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	<b>50,6</b>	50,7	(0,1)	51,9	(1,3)	<b>51,5</b>	51,0	0,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	<b>2,58</b>	2,76	(0,18)	2,59	(0,01)	<b>2,61</b>	2,83	(0,22)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	<b>172,9</b>	157,7	10	167,7	3	<b>168,4</b>	154,5	9

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012**

Le bénéfice net de PE Canada, d'un montant de 497 millions de dollars, s'est accru de 38 millions ou de 9 % depuis un an. Les revenus se sont renforcés de 58 millions ou de 4 % en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et ont atteint 1 620 millions, ce qui reflète la croissance des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits. Ce facteur a été annulé en partie par l'effet de la contraction de la marge nette d'intérêts. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 21 millions ou de 14 % en raison principalement de la baisse de celles inscrites à l'égard du portefeuille de crédit à la consommation.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 31 millions de dollars ou de 4 % car nous avons continué d'investir dans nos activités, enrichissant notamment nos ressources de première ligne.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 39 millions de dollars ou de 4 % en regard d'il y a un an du fait des répercussions de la hausse des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence du rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Le total des soldes du crédit aux particuliers (dont les prêts hypothécaires, la MargExpress sur valeur domiciliaire et d'autres produits de prêt à la consommation, mais non les cartes de crédit) a augmenté de 10 % sur un an. Notre part totale du marché du crédit aux particuliers (exclusion faite des cartes de crédit) s'est élargie de 19 points de base et aurait même augmenté plus fortement sans l'incidence de deux acquisitions effectuées récemment par des concurrents.

Les soldes des dépôts des particuliers se sont accrus de 4 % sur douze mois grâce principalement à l'augmentation des dépôts à vue et à préavis.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 19 millions de dollars ou de 3 % grâce à l'incidence de l'accroissement des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits, incidence qui a été annulée en partie par celle de la baisse de la marge nette d'intérêts.

Les soldes des prêts aux entreprises ont bien progressé, soit de 12 % sur douze mois. Les soldes des dépôts des entreprises se sont accrus de 15 % en regard de ce qu'ils étaient il y a un an, pour un quatrième trimestre consécutif de progression du taux de hausse.

La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 18 points de base pour se situer à 2,58 % en raison du rétrécissement des marges sur les dépôts dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt et de changements dans la composition, les prêts ayant augmenté plus fortement que les dépôts.

Le solde moyen des prêts et acceptations a augmenté de 16 milliards de dollars ou de 10 % par rapport à il y a un an et les dépôts se sont accrus de 8 milliards ou de 8 %.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2013**

Le bénéfice net a progressé de 67 millions de dollars ou de 16 % par rapport au deuxième trimestre. Les revenus ont augmenté de 88 millions ou de 6 % en raison de l'incidence de la croissance des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits et du fait que la période a compté trois jours de plus. La marge nette d'intérêts a été relativement stable, ne diminuant que de 1 point de base en raison de la composition du portefeuille, les marges sur les prêts et celles sur les dépôts n'ayant pour ainsi dire pas changé.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont renforcés de 47 millions de dollars ou de 5 % grâce à la hausse des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits ainsi qu'aux trois jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul de la marge nette d'intérêts. Notre part du marché du crédit aux particuliers s'est élargie de 19 points de base.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont progressé de 41 millions de dollars ou de 7 % en raison des répercussions de l'accroissement des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits et du fait qu'il y a eu trois jours de plus.

Notre part du marché des prêts aux entreprises d'un montant moyen ou élevé est demeurée comparable à celle du trimestre précédent, alors que notre part du marché des dépôts des entreprises s'est accrue de 50 points de base.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 28 millions de dollars, des baisses ayant été enregistrées tant pour le portefeuille de crédit à la consommation que pour celui des prêts aux entreprises.

Les charges autres que d'intérêts, au montant de 821 millions de dollars, ont augmenté de 27 millions ou de 3 % parce que le trimestre a compris trois jours de plus et que d'autres investissements ont été consentis aux activités, ce qui englobe une hausse des frais liés au personnel.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 5 milliards de dollars ou de 3 % par rapport au trimestre précédent, et les dépôts se sont accrus de 3 milliards ou de 3 %.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012**

Le bénéfice net s'est amélioré de 52 millions de dollars ou de 4 % dans les neuf premiers mois de l'exercice. Les revenus ont augmenté de 61 millions ou de 1 % en raison des répercussions qu'a eues la hausse des soldes ainsi que des frais et commissions de la plupart des produits, ce qui a été annulé en partie par l'effet de la contraction de la marge nette d'intérêts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont fléchi de 61 millions ou de 13 %, les réductions ayant eu principalement trait au portefeuille de crédit à la consommation.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 55 millions de dollars ou de 2 % en raison surtout des investissements continus dans les activités, dont une hausse des frais liés au personnel, les ressources de première ligne ayant été enrichies.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 15 milliards de dollars ou de 10 %, et les dépôts ont augmenté de 7 milliards ou de 6 %.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	593	618	(4)	594	–	1 787	1 860	(4)
Revenus autres que d'intérêts	140	139	–	136	2	428	422	1
Total des revenus (bic)	733	757	(3)	730	–	2 215	2 282	(3)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	40	76	(47)	55	(26)	127	199	(36)
Charges autres que d'intérêts	466	477	(2)	455	3	1 370	1 439	(5)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	227	204	10	220	2	718	644	11
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	74	65	11	65	11	228	204	11
Bénéfice net comptable	153	139	10	155	(1)	490	440	11
Bénéfice net ajusté	165	155	6	168	(1)	528	488	8
Levier d'exploitation (%)	(1,2)	(8,3)	n. s.	2,2	n. s.	1,8	(1,3)	n. s.
Levier d'exploitation ajusté (%)	(2,1)	(6,6)	n. s.	1,3	n. s.	1,0	2,4	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	63,7	62,9	0,8	62,2	1,5	61,9	63,0	(1,1)
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	61,1	59,8	1,3	59,6	1,5	59,3	59,9	(0,6)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	4,01	4,42	(0,41)	4,17	(0,16)	4,13	4,43	(0,30)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	59,3	56,2	6	57,7	3	57,9	56,1	3

## États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenus nets d'intérêts (bic)	571	607	(6)	583	(2)	1 757	1 846	(5)
Revenus autres que d'intérêts	134	137	(2)	135	–	421	419	–
Total des revenus (bic)	705	744	(5)	718	(2)	2 178	2 265	(4)
Charges autres que d'intérêts	448	468	(4)	447	1	1 346	1 428	(6)
Bénéfice net comptable	147	137	7	152	(3)	482	437	10
Bénéfice net ajusté	160	153	4	163	(3)	520	485	7
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	57,1	55,2	3	56,7	1	56,9	55,7	2

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

## Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012 (en dollars américains)

Le bénéfice net, d'un montant de 147 millions de dollars, a augmenté de 10 millions ou de 7 % en regard des 137 millions dégagés au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 160 millions, en hausse de 7 millions ou de 4 % par rapport à il y a un an, ce qui a résulté de la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges.

Les revenus se sont chiffrés à 705 millions de dollars, s'étant affaiblis de 39 millions ou de 5 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice 2012 puisque les répercussions de la croissance des prêts ont été plus qu'annulées par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts, par les réductions dans certains portefeuilles de prêts et par le recul des frais de service des dépôts.

La marge nette d'intérêts s'est contractée de 41 points de base en raison surtout du rétrécissement des marges sur les dépôts qu'a causé la faiblesse des taux d'intérêt, du recul des marges sur les prêts en raison de la concurrence exercée par les taux et de la croissance des actifs dégagant de moins bonnes marges.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont passées de 74 millions de dollars il y a un an à 39 millions.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 20 millions de dollars ou de 4 %, pour se situer à 448 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 430 millions, ayant fléchi de 14 millions ou de 3 %, ce qui reflète principalement les économies découlant de

synergies. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence d'investissements sélectifs dans les activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations, à savoir 51 milliards de dollars, a augmenté de 1,2 milliard depuis un an. Le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base a continué de s'élargir, s'étant accru de 3,9 milliards sur douze mois, pour atteindre 23,0 milliards. Comme prévu, des baisses se sont produites dans certains portefeuilles de prêts ainsi que dans les soldes des prêts personnels, et ce, en raison notamment des répercussions de notre stratégie qui consiste à vendre sur le marché secondaire la majeure partie des prêts hypothécaires que nous montons et à gérer activement le portefeuille de prêts.

À 59 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts est demeuré pour ainsi dire le même sur douze mois puisque l'essor de notre entité de services bancaires aux entreprises et la croissance des comptes de chèques et d'épargne des particuliers ont été en grande partie annulés par la baisse, d'ailleurs prévue, des comptes de dépôt à terme et des comptes du marché monétaire des particuliers, comptes dont les taux sont plus élevés.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2013 (en dollars américains)**

Le bénéfice net a reculé de 5 millions de dollars ou de 3 % par rapport au trimestre précédent et après ajustement, il s'est dégradé de 3 millions ou de 3 %.

Les revenus ont baissé de 13 millions de dollars ou de 2 % en raison surtout de la contraction de la marge nette d'intérêts.

La contraction de 16 points de base de la marge nette d'intérêts a été inhabituellement élevée, en raison surtout du rétrécissement des marges sur les dépôts qu'a causé la faiblesse des taux d'intérêt, du recul des marges sur les prêts à cause de la concurrence exercée par les taux, qui s'est notamment traduite par de nouveaux taux pour l'un de nos portefeuilles de prêts aux entreprises, et de la croissance des actifs dégageant de moins bonnes marges.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 14 millions de dollars grâce principalement au recul des dotations relatives au portefeuille de prêts aux entreprises, les nouvelles dotations ayant diminué et les recouvrements de montants déjà sortis du bilan ayant augmenté.

Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont augmenté de 1 million de dollars ou de 1 % par rapport au deuxième trimestre.

Le solde moyen des prêts et acceptations a augmenté de 0,5 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui signale une saine croissance pour un troisième trimestre consécutif. Les prêts aux entreprises et les prêts industriels de base ont progressé de 0,9 milliard ou de 4 % par rapport au trimestre précédent.

Le solde moyen des dépôts a légèrement baissé, soit de 0,5 milliard de dollars, depuis cette période à cause d'une réduction prévue des dépôts dont les taux sont plus élevés et des fluctuations habituelles des activités de gestion de trésorerie de nos clients qui sont des entreprises.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012 (en dollars américains)**

Le bénéfice net s'est chiffré à 482 millions de dollars, s'étant renforcé de 45 millions ou de 10 %. À 520 millions, le bénéfice net ajusté a augmenté de 35 millions ou de 7 % grâce à la diminution des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus ont reculé de 87 millions de dollars ou de 4 % et se sont établis à 2 178 millions. L'incidence positive de la hausse des prêts aux entreprises, des commissions sur ceux-ci et des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires a été plus qu'annulée par les répercussions du repli de la marge nette d'intérêts et des réductions des frais de service des dépôts et des profits sur titres.

La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 30 points de base.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont chiffrées à 125 millions de dollars, ayant baissé de 72 millions ou de 37 % depuis un an.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 82 millions de dollars ou de 6 %, pour s'établir à 1 346 millions. Après ajustement, elles ont été de 1 290 millions, ce qui traduit une baisse de 67 millions ou de 5 %. Cette baisse a résulté essentiellement des économies liées à des synergies dans le présent exercice, ce qui a été atténué par l'incidence d'investissements sélectifs dans les activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations, à savoir 51 milliards de dollars, et celui des dépôts, soit 59 milliards, ont légèrement augmenté depuis un an.

Dans les paragraphes précédents qui traitent de PE États-Unis, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	146	133	10	135	8	418	428	(2)
Revenus autres que d'intérêts	723	546	32	630	15	1 995	1 692	18
Total des revenus (bic)	869	679	28	765	14	2 413	2 120	14
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	5	(+100)	1	(+100)	2	11	(85)
Charges autres que d'intérêts	585	546	7	586	-	1 740	1 657	5
Bénéfice avant impôts sur le résultat	285	128	+100	178	60	671	452	49
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	67	19	+100	37	79	149	92	64
Bénéfice net comptable	218	109	100	141	54	522	360	45
Bénéfice net ajusté	225	114	97	148	52	542	376	44
<b>Mesures et ratio financiers (%)</b>								
Rendement des capitaux propres (%)	29,3	19,7	9,6	19,9	9,4	24,2	22,3	1,9
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	30,3	20,7	9,6	20,9	9,4	25,2	23,2	2,0
Levier d'exploitation (%)	20,7	(3,7)	n. s.	(3,0)	n. s.	8,8	(4,0)	n. s.
Levier d'exploitation ajusté	21,0	(2,8)	n. s.	(2,8)	n. s.	9,1	(3,0)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	67,3	80,3	(13,0)	76,6	(9,3)	72,1	78,2	(6,1)
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	66,2	79,2	(13,0)	75,4	(9,2)	71,0	77,1	(6,1)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	2,94	2,91	0,03	2,86	0,08	2,90	3,24	(0,34)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	19,6	18,2	8	19,4	1	19,3	17,6	9

**États-Unis – Points saillants**

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	178	172	4	175	2	525	529	(1)
Charges autres que d'intérêts	142	136	5	144	(1)	429	411	4
Bénéfice net comptable	26	22	14	19	27	64	71	(11)
Bénéfice net ajusté	31	26	18	25	21	80	83	(4)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	2,7	2,9	(8)	2,6	3	2,6	2,9	(10)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

**Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012**

Le groupe GP a obtenu de solides résultats pour le trimestre. Le bénéfice net, au montant de 218 millions de dollars, a doublé en regard de ce qu'il était un an plus tôt et après ajustement, il s'est situé à 225 millions, ayant bondi de 111 millions ou de 97 %. Le bénéfice net ajusté qu'ont dégagé les activités traditionnelles de gestion de patrimoine a atteint un nouveau sommet, soit 131 millions, pour une hausse de 35 millions ou de 37 %. Ces résultats reflètent la croissance des actifs des clients, la progression des volumes de transactions et l'attention soutenue accordée à la productivité. Le bénéfice net ajusté des activités s'est accru de 76 millions depuis un an, se chiffrant ainsi à 94 millions. Sa hausse a découlé d'un avantage après impôts de 42 millions généré par les majorations des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une charge après impôts de 45 millions il y a un an. Ce facteur a été atténué par les avantages découlant des changements apportés à notre portefeuille de placements afin de rehausser la gestion de l'actif et du passif dans l'exercice précédent. Les activités d'assurance sous-jacentes ont encore affiché un bon rendement.

Les revenus ont augmenté de 190 millions de dollars ou de 28 % en regard d'il y a un an, pour se situer à 869 millions. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 727 millions, ayant progressé de 12 % au cours des douze derniers mois en raison de la croissance des actifs des clients, de l'élargissement des volumes de transactions et des répercussions positives des acquisitions. Les revenus tirés des activités

d'assurance se sont chiffrés à 142 millions, ce qui signale une hausse de 110 millions attribuable aux facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 585 millions de dollars, pour une hausse de 39 millions ou de 7 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 576 millions, ayant augmenté de 38 millions ou de 7 % en raison de la hausse de celles liées aux revenus, ce qui reflète l'accroissement des revenus, ainsi que des coûts associés aux récentes acquisitions. La hausse des charges a été contrebalancée en partie par les avantages que procure l'attention soutenue que nous accordons à la productivité.

Ayant atteint 527 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 63 milliards ou de 13 % par rapport à il y a un an, les actifs sous gestion ayant augmenté de 11 % d'un exercice à l'autre, grâce à la croissance des nouveaux actifs des clients et à l'appréciation des marchés.

**Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2013**

Le bénéfice net s'est renforcé de 77 millions de dollars ou de 54 % et, après ajustement, il a bondi de 77 millions ou de 52 % par rapport au deuxième trimestre. Le bénéfice net ajusté qu'ont dégagé les activités traditionnelles de gestion de patrimoine a augmenté de 17 millions ou de 16 %. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a plus que doublé, ayant progressé de 60 millions en regard du trimestre précédent.

Les revenus ont augmenté de 104 millions de dollars ou de 14 %. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont améliorés de 25 millions ou de 4 % grâce à

l'essor enregistré par la plupart des unités. Les revenus d'assurance ont plus que doublé grâce aux fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme comparativement au deuxième trimestre et à la croissance continue des activités d'assurance crédit et d'assurance vie, ce qui a été atténué par les avantages découlant des changements apportés à notre portefeuille de placements afin de rehausser la gestion de l'actif et du passif au cours du deuxième trimestre.

Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont été comparables à celles du deuxième trimestre puisque la hausse de celles liées aux revenus a été annulée en partie par les avantages qu'a procurés l'attention soutenue accordée à la productivité.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 5 milliards de dollars ou de 1 % grâce à l'appréciation du dollar américain et à la croissance des nouveaux actifs des clients.

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012

Le bénéfice net s'est amélioré de 162 millions de dollars ou de 45 % depuis un an, s'établissant ainsi à 522 millions. Après ajustement, il s'est chiffré à 542 millions, en hausse de 166 millions ou de 44 % en regard de celui de la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté qu'ont dégagé les activités traditionnelles de gestion de patrimoine a atteint 350 millions, pour une hausse de 56 millions ou de 19 %. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a plus que doublé, ayant progressé de 110 millions sur douze mois et s'étant établi à 192 millions.

Les revenus se sont accrus de 293 millions de dollars ou de 14 % depuis un an et se sont situés à 2 413 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été de 2 108 millions, s'étant améliorés de 143 millions ou de 7 % grâce à l'essor enregistré par la plupart des unités. Les résultats de la même période de l'exercice précédent tenaient compte de revenus exceptionnellement élevés provenant d'un placement stratégique. Les revenus d'assurance, au montant de 305 millions, ont progressé de 150 millions ou de 97 % grâce aux fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme comparativement à la même période il y a un an, aux avantages plus importants qu'ont procurés les changements apportés à notre portefeuille de placements en vue de rehausser la gestion de l'actif et du passif et à l'essor continu des activités d'assurance crédit et d'assurance vie.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 83 millions de dollars ou de 5 % sur un an et se sont établies à 1 740 millions. Après ajustement, elles se sont accrues de 78 millions ou de 5 %, atteignant ainsi 1 713 millions. Leur augmentation a découlé de la hausse des charges liées aux revenus, en lien avec l'accroissement des revenus, et des coûts des récentes acquisitions, ce qui a été contrebalancé en partie par les avantages qu'a procurés l'attention soutenue accordée à la productivité.

Dans les paragraphes précédents qui traitent du groupe GP, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### BMO Marchés des capitaux

Tableau 27

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	354	319	11	299	19	951	920	3
Revenus autres que d'intérêts	515	489	5	551	(6)	1 672	1 455	15
Total des revenus (bic)	869	808	8	850	2	2 623	2 375	10
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	-	+100	(6)	+100	(19)	10	(+100)
Charges autres que d'intérêts	514	482	7	503	2	1 532	1 435	7
Bénéfice avant impôts sur le résultat	353	326	9	353	-	1 110	930	19
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	73	76	(3)	78	(3)	245	223	10
Bénéfice net comptable	280	250	12	275	2	865	707	22
Bénéfice net ajusté	281	250	13	276	2	867	707	23
Revenus des produits de négociation	569	492	16	550	4	1 660	1 488	12
Revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés	300	316	(5)	300	-	963	887	9
Rendement des capitaux propres (%)	19,0	20,9	(1,9)	19,4	(0,4)	19,9	19,9	-
Levier d'exploitation (%)	1,0	(8,5)	n. s.	0,1	n. s.	3,7	(11,2)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	59,1	59,6	(0,5)	59,3	(0,2)	58,4	60,4	(2,0)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	0,69	0,63	0,06	0,61	0,08	0,63	0,64	(0,01)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	203,1	200,7	1	201,6	1	201,8	193,2	4

#### États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	245	273	(10)	266	(7)	801	763	5
Charges autres que d'intérêts	212	202	5	211	1	635	607	5
Bénéfice net comptable	25	51	(51)	46	(47)	155	116	34
Bénéfice net ajusté	26	51	(50)	47	(46)	157	116	35
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	80,5	75,8	6	81,4	(1)	78,6	72,0	9

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012**

Le bénéfice net du trimestre s'est chiffré à 280 millions de dollars, en hausse de 30 millions ou de 12 % depuis un an, grâce au bon rendement qu'a affiché l'ensemble de nos activités, par ailleurs fort diversifiées. Le RCP a été de 19,0 %, comparativement à 20,9 % au trimestre correspondant de 2012.

Les revenus se sont accrus de 61 millions de dollars ou de 8 %, pour se situer à 869 millions. La hausse des revenus de négociation et de ceux de prise ferme d'actions a plus qu'annulé le recul des revenus générés par les fusions et acquisitions et par les activités sensibles aux taux d'intérêt. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 7 millions sur un an.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 32 millions de dollars ou de 7 % à cause surtout de la hausse des frais liés au personnel. L'appréciation du dollar américain a accru ces charges de 4 millions en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2013**

Le bénéfice net s'est renforcé de 5 millions de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus ont augmenté de 19 millions ou de 2 % grâce au bon rendement des opérations de négociation réalisées pour les clients et à la hausse des revenus de prise ferme d'actions et de titres d'emprunt, ce qui a plus que neutralisé la réduction de ceux tirés des fusions et acquisitions et des profits sur titres de placement. L'appréciation du dollar

américain a augmenté les revenus de 7 millions par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont affiché une progression de 11 millions de dollars ou de 2 % en regard du trimestre précédent, ce qui a découlé essentiellement de la hausse des frais liés au personnel. Un dollar américain plus fort a accru les charges de 4 millions en regard de celles du trimestre précédent.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012**

Le bénéfice net s'est chiffré à 865 millions de dollars, en hausse de 158 millions ou de 22 % depuis un an. Les revenus se sont accrus de 248 millions de dollars ou de 10 %. La hausse du bénéfice net et des revenus a découlé de la hausse des revenus de négociation et des frais et commissions de banque d'affaires. La plus-value du dollar américain a renforcé les revenus de 10 millions sur un an.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 97 millions de dollars ou de 7 % en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt, à cause surtout de la hausse des frais liés au personnel, ce qui témoigne d'un meilleur rendement au chapitre des revenus, ainsi que de l'accroissement des coûts technologiques et de ceux de soutien. L'appréciation du dollar américain a accru les charges de 5 millions en regard d'il y a un.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2013	T3-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T3-2012	T2-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	<b>48</b>	128	(62)	82	(41)	<b>273</b>	352	(23)
Compensation sur une bic des groupes	<b>(120)</b>	(66)	(80)	(71)	(69)	<b>(255)</b>	(174)	(46)
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>(72)</b>	62	(+100)	11	(+100)	<b>18</b>	178	(90)
Revenus autres que d'intérêts	<b>31</b>	10	+100	56	(49)	<b>91</b>	345	(74)
Total des revenus (bic)	<b>(41)</b>	72	(+100)	67	(+100)	<b>109</b>	523	(79)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	<b>(90)</b>	9	(+100)	(59)	(53)	<b>(118)</b>	(116)	(2)
Charges autres que d'intérêts	<b>156</b>	189	(18)	230	(32)	<b>630</b>	633	-
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	<b>(107)</b>	(126)	15	(104)	(5)	<b>(403)</b>	6	(+100)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	<b>(96)</b>	(139)	31	(78)	(24)	<b>(301)</b>	(261)	(16)
Bénéfice net (perte) comptable	<b>(11)</b>	13	(+100)	(26)	53	<b>(102)</b>	267	(+100)
<b>Résultats ajustés</b>								
Total des revenus ajustés (bic)	<b>(199)</b>	(129)	(54)	(118)	(72)	<b>(454)</b>	(284)	(61)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	<b>(154)</b>	(112)	39	(94)	63	<b>(299)</b>	(331)	(9)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	<b>104</b>	80	29	95	8	<b>348</b>	273	28
Bénéfice net (perte), après ajustement	<b>(35)</b>	32	(+100)	(26)	(40)	<b>(155)</b>	55	(+100)
<b>Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances des Services d'entreprise</b>								
Portefeuille de prêts immobiliers douteux	<b>(14)</b>	6	(+100)	13	(+100)	<b>7</b>	46	(85)
Prêts douteux acquis	<b>(140)</b>	(118)	19	(107)	31	<b>(306)</b>	(377)	(19)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	<b>(154)</b>	(112)	39	(94)	63	<b>(299)</b>	(331)	(9)
Dotation à la provision générale	<b>20</b>	8	+100	(30)	+100	<b>(10)</b>	27	(+100)
Prêts productifs acquis	<b>44</b>	113	(61)	65	(32)	<b>191</b>	188	2
Dotation comptable à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	<b>(90)</b>	9	(+100)	(59)	(53)	<b>(118)</b>	(116)	(2)
Solde moyen des prêts et acceptations	<b>961</b>	1 796	(46)	1 068	(10)	<b>1 073</b>	1 999	(46)
Prêts et acceptations à la fin de la période	<b>695</b>	1 560	(55)	995	(30)	<b>695</b>	1 560	(55)
<b>États-Unis – Points saillants</b> (en millions de dollars américains)								
Total des revenus (bic)	<b>71</b>	127	(45)	67	2	<b>254</b>	434	(42)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	<b>(106)</b>	45	(+100)	(79)	(34)	<b>(161)</b>	(99)	(62)
Charges autres que d'intérêts	<b>85</b>	118	(29)	90	(8)	<b>314</b>	342	(8)
Bénéfice net (perte) comptable	<b>62</b>	4	+100	39	72	<b>90</b>	181	(50)
Total des revenus ajustés (bic)	<b>(78)</b>	(81)	2	(106)	25	<b>(280)</b>	(159)	(78)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	<b>(148)</b>	(108)	36	(93)	58	<b>(296)</b>	(325)	(9)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	<b>37</b>	15	+100	31	14	<b>115</b>	63	80
Bénéfice net (perte), après ajustement	<b>26</b>	34	(21)	(23)	+100	<b>(33)</b>	126	(+100)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif



## Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations.

Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines.

L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts des unités fonctionnelles et des services de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats opérationnels ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats de certains portefeuilles d'actifs douteux, le recouvrement sur les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I et certains montants non attribués. Les résultats comptables des Services d'entreprise tiennent également compte d'un certain nombre d'éléments et d'activités qui sont ignorés dans les résultats ajustés de BMO afin de faciliter l'évaluation de son rendement. Ces éléments d'ajustement ne sont pas pris en compte dans les résultats opérationnels de base. Ils sont décrits dans la section Mesures non conformes aux PCGR. Tous les éléments d'ajustement sont constatés par les Services d'entreprise si ce n'est de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, lequel est pris en compte par les groupes d'exploitation.

## Analyse des résultats financiers

### Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette de 11 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à un bénéfice net de 13 millions il y a un an. La perte nette ajustée du troisième trimestre de 2013 a été de 35 millions, alors qu'un bénéfice net ajusté de 32 millions avait été inscrit il y a un an. Les revenus ajustés ont fléchi en raison principalement du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes. Les charges autres que d'intérêts ajustés ont augmenté à cause principalement de la hausse des frais liés à la technologie. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances s'est accru dans le trimestre à l'étude en raison surtout de recouvrements plus importants relativement au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I.

### Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2013

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 11 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 26 millions au deuxième trimestre. La perte nette ajustée a été de 35 millions, contre 26 millions au deuxième trimestre. Les revenus ajustés ont diminué en raison essentiellement du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes. Les charges autres que d'intérêts ajustés ont augmenté à cause surtout de la hausse des frais liés à la technologie. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances a monté grâce essentiellement à de meilleurs recouvrements relativement au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012

Pour la période de neuf mois à l'étude, les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette de 102 millions de dollars alors qu'ils avaient dégagé un bénéfice net de 267 millions il y a un an. La perte nette ajustée des neuf premiers mois du présent exercice a été de 155 millions, alors qu'un bénéfice net de 55 millions avait été dégagé pour la même période de l'exercice précédent. Les revenus ajustés ont fléchi, la moitié de leur baisse ayant découlé du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes et le reste étant attribuable à la diminution des revenus associés à divers éléments qui, tous, ont été négligeables pris isolément. Les charges autres que d'intérêts ajustés ont augmenté à cause surtout de la hausse des frais liés à la technologie ainsi que de la montée des coûts des avantages du personnel, dont ceux des prestations de retraite. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances a diminué essentiellement en raison du recul des recouvrements de pertes sur créances relativement au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I.

Les prêts et acceptations totalisaient 695 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, ce qui représente respectivement 865 millions et 300 millions de moins qu'il y a un an et qu'au trimestre précédent et reflète la liquidation du portefeuille de prêts douteux garantis par des biens immobiliers.

Dans les paragraphes précédents qui traitent des Services d'entreprise, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2013	T2-2013	T3-2012	Cumul 2013	Cumul 2012
<b>Résultats comptables</b>					
Revenus	<b>4 050</b>	3 944	3 878	<b>12 075</b>	11 954
Charges autres que d'intérêts	<b>(2 542)</b>	(2 568)	(2 484)	<b>(7 700)</b>	(7 537)
Bénéfice avant dotation et impôts	<b>1 508</b>	1 376	1 394	<b>4 375</b>	4 417
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(77)</b>	(145)	(237)	<b>(400)</b>	(573)
Charge d'impôts sur le résultat	<b>(294)</b>	(256)	(187)	<b>(815)</b>	(737)
Bénéfice net	<b>1 137</b>	975	970	<b>3 160</b>	3 107
<b>Mesures comptables</b> (% , sauf indication contraire)					
BPA (\$)	<b>1,68</b>	1,42	1,42	<b>4,63</b>	4,56
Croissance du bénéfice net	<b>17</b>	(5)	37	<b>2</b>	32
Croissance du BPA	<b>18</b>	(6)	30	<b>2</b>	22
Croissance des revenus	<b>4</b>	-	17	<b>1</b>	18
Croissance des charges autres que d'intérêts	<b>2</b>	3	12	<b>2</b>	19
Ratio d'efficience	<b>62,8</b>	65,1	64,1	<b>63,8</b>	63,1
Lever d'exploitation	<b>2,2</b>	(3,2)	4,9	<b>(1,2)</b>	(1,4)
Rendement des capitaux propres	<b>15,6</b>	14,2	14,5	<b>14,9</b>	15,9
<b>Éléments d'ajustement</b> (avant impôts)					
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I 2)	<b>110</b>	119	76	<b>357</b>	350
Coûts d'intégration de M&I 3)	<b>(49)</b>	(50)	(105)	<b>(191)</b>	(249)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	<b>(32)</b>	(31)	(33)	<b>(94)</b>	(100)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	<b>(20)</b>	22	15	<b>2</b>	33
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)	<b>1</b>	6	(15)	<b>14</b>	197
Coûts de restructuration 3)	-	(82)	-	<b>(82)</b>	(99)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice avant impôts	<b>10</b>	(16)	(62)	<b>6</b>	132
<b>Éléments d'ajustement</b> (après impôts)					
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I	<b>68</b>	73	47	<b>220</b>	216
Coûts d'intégration de M&I	<b>(30)</b>	(31)	(65)	<b>(118)</b>	(155)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	<b>(23)</b>	(22)	(24)	<b>(67)</b>	(72)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	<b>(15)</b>	11	14	<b>(4)</b>	26
Activités de crédit structuré en voie de liquidation	<b>1</b>	6	(15)	<b>14</b>	194
Coûts de restructuration	-	(59)	-	<b>(59)</b>	(69)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	<b>1</b>	(22)	(43)	<b>(14)</b>	140
BPA (\$)	-	(0,04)	(0,07)	<b>(0,02)</b>	0,21
<b>Résultats ajustés</b> 1)					
Revenus	<b>3 892</b>	3 759	3 677	<b>11 512</b>	11 147
Charges autres que d'intérêts	<b>(2 458)</b>	(2 402)	(2 342)	<b>(7 324)</b>	(7 077)
Bénéfice avant dotation et impôts	<b>1 434</b>	1 357	1 335	<b>4 188</b>	4 070
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(13)</b>	(110)	(116)	<b>(219)</b>	(358)
Charge d'impôts sur le résultat	<b>(285)</b>	(250)	(206)	<b>(795)</b>	(745)
Bénéfice net ajusté	<b>1 136</b>	997	1 013	<b>3 174</b>	2 967
<b>Mesures ajustées</b> (% , sauf indication contraire) 1)					
BPA (\$)	<b>1,68</b>	1,46	1,49	<b>4,65</b>	4,35
Croissance du bénéfice net	<b>12</b>	2	18	<b>7</b>	21
Croissance du BPA	<b>13</b>	1	11	<b>7</b>	11
Croissance des revenus	<b>6</b>	1	9	<b>3</b>	11
Croissance des charges autres que d'intérêts	<b>5</b>	2	13	<b>3</b>	16
Ratio d'efficience	<b>63,2</b>	63,9	63,7	<b>63,6</b>	63,5
Lever d'exploitation	<b>0,9</b>	(1,0)	(4,4)	<b>(0,2)</b>	(5,1)
Rendement des capitaux propres	<b>15,6</b>	14,5	15,2	<b>15,0</b>	15,2

1) Les résultats ajustés figurant dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Comprenant des revenus nets d'intérêts de 154 millions de dollars et des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 44 millions au T3-2013, des revenus nets d'intérêts de 176 millions, des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 65 millions et des reprises sur la provision générale de 8 millions au T2-2013 ainsi que des revenus nets d'intérêts de 212 millions, des dotations à la provision spécifique de 113 millions et des dotations à la provision générale pour pertes sur créances de 23 millions au T3-2012.

3) Inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Incluses en quasi-totalité dans les revenus de négociation, dans les revenus autres que d'intérêts.

## Mesures non conformes aux PCGR (suite)

Les résultats et mesures figurant dans ce Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 29. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu des éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc aucun sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR. La section qui traite du bénéfice net ajusté renferme également des détails sur les ajustements.

Certains éléments d'ajustement ont trait à des charges qui découlent d'acquisitions, notamment l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et qui sont désignés comme des éléments d'ajustement puisque l'amortissement de telles immobilisations peut ne pas avoir été considéré comme des charges pertinentes au moment de la décision d'achat. Certains autres éléments ont également été désignés comme des éléments d'ajustement compte tenu du fait qu'ils peuvent influencer sur l'analyse des tendances. Ils comprennent les variations de la provision générale, des montants liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, les coûts d'intégration de M&I, les activités de crédit structuré en voie de liquidation et les coûts de restructuration. Tous les éléments d'ajustement indiqués ci-dessus sont constatés par les Services d'entreprise, sauf pour ce qui est de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, est imputé aux groupes d'exploitation comme il est précisé ci-après.

Le profit économique net équivaut au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et est considéré comme une mesure appropriée de la valeur économique ajoutée.

Le bénéfice avant dotation et impôts est jugé une mesure du rendement utile puisqu'il ne tient pas compte de l'incidence des pertes sur créances et des impôts sur le résultat, laquelle peut parfois masquer le rendement en raison de l'importance et de la variabilité de ces éléments.

Au troisième trimestre de 2013, les éléments d'ajustement ont accru le bénéfice net comptable de 1 million de dollars après impôts et ont compris un avantage net après impôts de 68 millions découlant d'éléments liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (dont des revenus nets d'intérêts de 154 millions, après déduction d'une dotation de 44 millions à la provision spécifique pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat connexes de 42 millions), des coûts de 49 millions (30 millions après impôts) en lien avec l'intégration de M&I, une hausse de 20 millions (15 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances relativement à des prêts autres que ceux du portefeuille de prêts acquis de M&I, une charge de 32 millions (23 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions et

un avantage de 1 million avant et après impôts découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation et essentiellement pris en compte dans les revenus de négociation. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions, avant et après impôts, à PE Canada; 19 millions (12 millions après impôts) à PE États-Unis; 9 millions (7 millions après impôts) au groupe GP; et 1 million, avant et après impôts, à BMO Marchés des capitaux.

Au deuxième trimestre de 2013, les éléments d'ajustement ont réduit le bénéfice net comptable de 22 millions de dollars après impôts, montant représentant un avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 73 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (y compris des revenus nets d'intérêts de 176 millions, après déduction d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 57 millions et des impôts sur le résultat connexes de 46 millions), des coûts de 50 millions (31 millions après impôts) en lien avec l'intégration de M&I, une charge de restructuration de 82 millions (59 millions après impôts) visant à harmoniser notre structure de coûts et le contexte commercial actuel et futur, une diminution de 22 millions (11 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances relativement à des prêts autres que ceux du portefeuille de prêts acquis de M&I, une charge de 31 millions (22 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions, et un avantage de 6 millions avant et après impôts découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation. La dotation de 57 millions constatée dans les éléments liés au crédit décrits ci-dessus tient compte de dotations à la provision spécifique de 65 millions et d'une baisse de 8 millions de la provision générale pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis de M&I. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 2 millions (1 million après impôts) à PE Canada; 19 millions (13 millions après impôts) à PE États-Unis; 9 millions (7 millions après impôts) au groupe GP; et 1 million, avant et après impôts, à BMO Marchés des capitaux.

Au troisième trimestre de 2012, les éléments d'ajustement ont réduit le bénéfice net comptable de 43 millions de dollars après impôts et ont compris un avantage net de 47 millions après impôts au titre d'éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (y compris des revenus nets d'intérêts de 212 millions, après déduction d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 136 millions et d'impôts sur le résultat connexes de 29 millions), des coûts de 105 millions (65 millions après impôts) en lien avec l'intégration de M&I, une baisse de 15 millions (14 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances relativement à des prêts autres que ceux du portefeuille de prêts acquis de M&I, une charge de 33 millions (24 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions et une perte de 15 millions, avant et après impôts, attribuable aux activités de crédit structuré en voie de liquidation. La dotation à la provision de 136 millions de dollars comprise dans les éléments liés au crédit ci-dessus reflète les dotations à la provision spécifique de 113 millions ainsi que la hausse de 23 millions de la provision générale pour pertes sur créances liée au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions, avant et après impôts, à PE Canada; 23 millions (16 millions après impôts) à PE États-Unis; et 7 millions (5 millions après impôts) au groupe GP.

Notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2013, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2013, est disponible dans son intégralité sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi que sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

# État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le		
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>							
Prêts	2 688 \$	2 621 \$	2 741 \$	2 786 \$	2 807 \$	8 050 \$	8 355 \$
Valeurs mobilières	542	515	576	570	568	1 633	1 695
Dépôts à d'autres banques	63	61	61	58	72	185	181
	3 293	3 197	3 378	3 414	3 447	9 868	10 231
<b>Charges d'intérêts</b>							
Dépôts	661	619	666	700	680	1 946	1 878
Dette subordonnée	36	36	35	32	37	107	133
Titres de fiducie de capital (note 11)	12	11	12	12	12	35	39
Autres passifs	438	433	449	525	493	1 320	1 518
	1 147	1 099	1 162	1 269	1 222	3 408	3 568
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	2 146	2 098	2 216	2 145	2 225	6 460	6 663
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>							
Commissions et droits sur titres	302	295	280	282	276	877	864
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	232	222	225	230	232	679	699
Revenus de négociation	208	230	223	312	140	661	713
Commissions sur prêts	174	169	188	175	169	531	466
Frais de services de cartes	193	178	177	181	186	548	527
Frais de gestion de placements et de garde de titres	187	179	172	186	188	538	539
Revenus tirés de fonds d'investissement	208	193	187	168	161	588	479
Commissions de prise ferme et de consultation	107	102	166	111	123	375	331
Profits sur titres, autres que de négociation	–	49	26	56	14	75	96
Revenus de change, autres que de négociation	39	58	37	35	28	134	118
Revenus d'assurance	147	66	107	144	40	320	191
Autres	107	105	77	151	96	289	268
	1 904	1 846	1 865	2 031	1 653	5 615	5 291
<b>Total des revenus</b>	4 050	3 944	4 081	4 176	3 878	12 075	11 954
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b> (note 3)	77	145	178	192	237	400	573
<b>Charges autres que d'intérêts</b>							
Rémunération du personnel (note 14)	1 445	1 472	1 475	1 454	1 337	4 392	4 174
Bureaux et matériel	466	454	455	527	473	1 375	1 389
Amortissement des immobilisations incorporelles	90	85	87	88	86	262	251
Déplacements et expansion des affaires	128	121	123	129	116	372	362
Communications	73	76	72	78	79	221	223
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	9	10	10	13	10	29	33
Honoraires	124	135	126	168	161	385	425
Autres	207	215	242	244	222	664	680
	2 542	2 568	2 590	2 701	2 484	7 700	7 537
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	1 431	1 231	1 313	1 283	1 157	3 975	3 844
Charge d'impôts sur le résultat	294	256	265	201	187	815	737
<b>Bénéfice net</b>	1 137 \$	975 \$	1 048 \$	1 082 \$	970 \$	3 160 \$	3 107 \$
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	1 121	957	1 030	1 064	951	3 108	3 051
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	16	18	18	18	19	52	56
<b>Bénéfice net</b>	1 137 \$	975 \$	1 048 \$	1 082 \$	970 \$	3 160 \$	3 107 \$
<b>Bénéfice par action</b> (en dollars canadiens) (note 15)							
De base	1,69 \$	1,43 \$	1,53 \$	1,59 \$	1,42 \$	4,64 \$	4,59 \$
Dilué	1,68	1,42	1,53	1,59	1,42	4,63	4,56

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le		
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 137 \$</b>	975 \$	1 048 \$	1 082 \$	970 \$	<b>3 160 \$</b>	3 107 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente							
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	(48)	(11)	(18)	22	26	(77)	2
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 2)	(2)	(28)	(15)	(39)	14	(45)	(42)
	(50)	(39)	(33)	(17)	40	(122)	(40)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie							
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(231)	127	(58)	15	177	(162)	(77)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	(31)	(37)	(34)	(40)	(29)	(102)	(67)
	(262)	90	(92)	(25)	148	(264)	(144)
Profit net (perte) provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger							
Profit (perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	316	198	(34)	(63)	260	480	138
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(140)	(179)	19	17	(70)	(300)	(52)
	176	19	(15)	(46)	190	180	86
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	(136)	70	(140)	(88)	378	(206)	(98)
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 001 \$</b>	1 045 \$	908 \$	994 \$	1 348 \$	<b>2 954 \$</b>	3 009 \$
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	985	1 027	890	976	1 329	2 902	2 953
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	16	18	18	18	19	52	56
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 001 \$</b>	1 045 \$	908 \$	994 \$	1 348 \$	<b>2 954 \$</b>	3 009 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 24 \$, de 6 \$, de 6 \$, de (12)\$ et de (9)\$ pour les trimestres ainsi que de 36 \$ et de (1)\$ pour les périodes de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 1 \$, de 13 \$, de 5 \$, de 14 \$ et de 14 \$ pour les trimestres ainsi que de 19 \$ et de 25 \$ pour les périodes de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 82 \$, de (42)\$, de 21 \$, de (7)\$ et de (63)\$ pour les trimestres ainsi que de 61 \$ et de 17 \$ pour les périodes de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 14 \$, de 12 \$, de 12 \$, de 14 \$ et de 9 \$ pour les trimestres ainsi que de 38 \$ et de 24 \$ pour les périodes de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 50 \$, de 64 \$, de (7)\$, de (5)\$ et de 24 \$ pour les trimestres ainsi que de 107 \$ et de 18 \$ pour les périodes de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012
<b>Actifs</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>33 079 \$</b>	38 446 \$	31 519 \$	19 941 \$	33 592 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>7 531</b>	6 230	6 149	6 341	5 995
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	72 491	73 246	73 580	70 109	70 045
Titres disponibles à la vente (note 2)	50 679	45 920	52 541	56 382	59 297
Titres détenus jusqu'à l'échéance	4 846	2 476	1 280	875	–
Titres divers	831	814	961	958	877
	128 847	122 456	128 362	128 324	130 219
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>53 749</b>	59 478	52 957	47 011	47 453
<b>Prêts</b> (notes 3 et 6)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	96 211	91 439	89 025	87 870	85 595
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	63 230	62 308	61 531	61 436	60 792
Prêts sur cartes de crédit	7 801	7 642	7 683	7 814	7 837
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	97 744	95 382	93 965	90 402	90 952
	264 986	256 771	252 204	247 522	245 176
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 029	8 514	8 626	8 019	8 013
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 658)	(1 725)	(1 672)	(1 706)	(1 755)
	272 357	263 560	259 158	253 835	251 434
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	31 638	43 063	42 548	48 071	52 263
Bureaux et matériel	2 132	2 149	2 165	2 120	2 059
Écart d'acquisition (note 9)	3 840	3 778	3 728	3 717	3 732
Immobilisations incorporelles	1 524	1 535	1 534	1 552	1 572
Actifs d'impôt exigible	1 304	1 527	1 391	1 293	1 141
Actifs d'impôt différé	2 855	2 873	2 792	2 906	3 000
Actifs divers	10 475	10 163	9 962	10 338	9 788
	53 768	65 088	64 120	69 997	73 555
<b>Total des actifs</b>	<b>549 331 \$</b>	555 258 \$	542 265 \$	525 449 \$	542 248 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts</b> (note 10)					
Banques	21 362 \$	22 615 \$	22 586 \$	18 102 \$	23 314 \$
Entreprises et administrations publiques	213 213	213 134	207 058	186 570	183 698
Particuliers	123 596	122 587	121 281	119 030	121 956
	358 171	358 336	350 925	323 702	328 968
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	32 959	44 011	43 516	48 736	53 132
Acceptations	9 029	8 514	8 626	8 019	8 013
Titres vendus à découvert	21 041	23 897	21 439	23 439	22 523
Titres mis en pension ou prêtés	47 596	39 005	37 709	39 737	47 145
Passifs d'impôt exigible	374	551	304	404	294
Passifs d'impôt différé	131	149	163	171	191
Passifs divers	44 868	45 846	44 535	46 596	48 029
	155 998	161 973	156 292	167 102	179 327
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>4 014</b>	4 071	4 064	4 093	4 107
<b>Titres de fiducie de capital</b> (note 11)	<b>451</b>	462	451	462	450
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social (note 12)	14 264	14 279	14 492	14 422	14 213
Surplus d'apport	321	320	214	213	216
Résultats non distribués	14 780	14 336	14 068	13 540	12 977
Cumul des autres éléments du résultat global	274	410	340	480	568
	29 639	29 345	29 114	28 655	27 974
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 058	1 071	1 419	1 435	1 422
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>30 697</b>	30 416	30 533	30 090	29 396
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>549 331 \$</b>	555 258 \$	542 265 \$	525 449 \$	542 248 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
<b>Actions privilégiées</b>				
Solde au début de la période	2 265 \$	2 465 \$	2 465 \$	2 861 \$
Rachetées au cours de la période	–	–	(200)	(396)
Solde à la fin de la période	2 265	2 465	2 265	2 465
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde au début de la période	12 014	11 568	11 957	11 332
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	47	169	129	367
Émises à l'échange d'actions d'une filiale	–	2	–	2
Rachetées à des fins d'annulation (note 12)	(75)	–	(149)	–
Émises en vertu du régime d'options sur actions	13	9	62	47
Solde à la fin de la période	11 999	11 748	11 999	11 748
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde au début de la période	320	215	213	113
Charges liées aux options sur actions/options exercées	1	1	1	7
Écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées	–	–	107	96
Solde à la fin de la période	321	216	321	216
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde au début de la période	14 336	12 512	13 540	11 381
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 121	951	3 108	3 051
Dividendes – Actions privilégiées	(30)	(32)	(91)	(103)
– Actions ordinaires	(478)	(454)	(1 428)	(1 352)
Actions ordinaires rachetées à des fins d'annulation (note 12)	(169)	–	(349)	–
Solde à la fin de la période	14 780	12 977	14 780	12 977
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente</b>				
Solde au début de la période	193	242	265	322
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenant au cours de la période 1)	(48)	26	(77)	2
Reclassement dans le résultat des (profits) pertes de la période 2)	(2)	14	(45)	(42)
Solde à la fin de la période	143	282	143	282
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>				
Solde au début de la période	140	19	142	311
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenant au cours de la période 3)	(231)	177	(162)	(77)
Reclassement dans le résultat des (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	(31)	(29)	(102)	(67)
Solde à la fin de la période	(122)	167	(122)	167
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>				
Solde au début de la période	77	(71)	73	33
Profit latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	316	260	480	138
Incidence de la couverture (de la perte) latente provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(140)	(70)	(300)	(52)
Solde à la fin de la période	253	119	253	119
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	274	568	274	568
<b>Total des capitaux propres</b>	29 639 \$	27 974 \$	29 639 \$	27 974 \$
<b>Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>				
Solde au début de la période	1 071	1 441	1 435	1 483
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	16	19	52	56
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(32)	(32)	(68)	(68)
Rachat d'actions privilégiées	–	–	(359)	–
Autres	3	(6)	(2)	(49)
Solde à la fin de la période	1 058	1 422	1 058	1 422
<b>Total des capitaux propres</b>	30 697 \$	29 396 \$	30 697 \$	29 396 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 24 \$, de (9)\$, de 36 \$ et de (1)\$ pour les trimestres et les périodes de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 1 \$, de 14 \$, de 19 \$ et de 25 \$ pour les trimestres et les périodes de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 82 \$, de (63)\$, de 61 \$ et de 17 \$ pour les trimestres et les périodes de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 14 \$, de 9 \$, de 38 \$ et de 24 \$ pour les trimestres et les périodes de neuf mois, respectivement.

5) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 50 \$, de 24 \$, de 107 \$ et de 18 \$ pour les trimestres et les périodes de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>				
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 137 \$</b>	970 \$	<b>3 160 \$</b>	3 107 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	<b>10</b>	2	<b>19</b>	5
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	<b>(10)</b>	(16)	<b>(94)</b>	(101)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	<b>1 016</b>	1 645	<b>(1 924)</b>	(123)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	<b>77</b>	237	<b>400</b>	573
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	<b>12 462</b>	(5 769)	<b>18 059</b>	2 161
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	<b>(12 149)</b>	6 769	<b>(17 345)</b>	2 743
Amortissement des bureaux et du matériel	<b>88</b>	90	<b>267</b>	269
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>90</b>	86	<b>262</b>	251
(Augmentation) diminution de l'actif d'impôt différé	<b>65</b>	(115)	<b>118</b>	401
(Diminution) du passif d'impôt différé	<b>(18)</b>	(16)	<b>(41)</b>	(123)
Diminution de l'actif d'impôt exigible	<b>287</b>	1 077	<b>110</b>	199
(Diminution) du passif d'impôt exigible	<b>(191)</b>	(725)	<b>(44)</b>	(296)
Variation des intérêts courus – diminution des intérêts à recevoir	<b>60</b>	182	<b>200</b>	89
– (diminution) des intérêts à payer	<b>(89)</b>	(107)	<b>(222)</b>	(186)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	<b>(859)</b>	(1 230)	<b>(110)</b>	(4 761)
Augmentation (diminution) nette des dépôts	<b>(3 601)</b>	10 667	<b>29 891</b>	24 220
(Augmentation) nette des prêts	<b>(4 106)</b>	(5 685)	<b>(12 423)</b>	(12 109)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	<b>(2 991)</b>	(1 412)	<b>(2 550)</b>	2 299
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	<b>8 024</b>	931	<b>7 000</b>	15 411
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	<b>3 662</b>	(3 991)	<b>(8 515)</b>	(9 710)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>2 964</b>	3 590	<b>16 218</b>	24 319
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Augmentation (diminution) nette de passifs de filiales, autres que des dépôts	<b>19</b>	24	<b>(176)</b>	(281)
Produit de l'émission (l'échéance) d'obligations couvertes (note 10)	<b>-</b>	-	<b>(1 354)</b>	2 000
Remboursements sur la dette subordonnée	<b>-</b>	(1 200)	<b>-</b>	(1 200)
Rachat de titres d'une filiale (note 12)	<b>-</b>	-	<b>(359)</b>	-
Rachat d'actions privilégiées (note 12)	<b>-</b>	-	<b>(200)</b>	(396)
Rachat de titres d'une fiducie de capital (note 11)	<b>-</b>	-	<b>-</b>	(400)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	<b>15</b>	12	<b>67</b>	53
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 12)	<b>(244)</b>	-	<b>(498)</b>	-
Dividendes versés en trésorerie	<b>(456)</b>	(318)	<b>(1 388)</b>	(1 092)
Dividendes versés aux actionnaires ne détenant pas le contrôle	<b>(32)</b>	(32)	<b>(68)</b>	(68)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	<b>(698)</b>	(1 514)	<b>(3 976)</b>	(1 384)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	<b>(1 199)</b>	1 063	<b>(1 052)</b>	(11)
Achats de titres, autres que de négociation	<b>(12 105)</b>	(9 978)	<b>(24 602)</b>	(29 590)
Échéances de titres, autres que de négociation	<b>3 969</b>	3 291	<b>10 780</b>	9 272
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	<b>1 125</b>	2 815	<b>15 074</b>	12 268
Bureaux et matériel – achats nets	<b>(58)</b>	(105)	<b>(243)</b>	(260)
Logiciels achetés et développés – achats nets	<b>(61)</b>	(93)	<b>(182)</b>	(245)
Acquisitions (note 8)	<b>-</b>	(20)	<b>140</b>	(20)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	<b>(8 329)</b>	(3 027)	<b>(85)</b>	(8 586)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	<b>696</b>	426	<b>981</b>	(433)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<b>(5 367)</b>	(525)	<b>13 138</b>	13 916
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<b>38 446</b>	34 117	<b>19 941</b>	19 676
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>33 079 \$</b>	33 592 \$	<b>33 079 \$</b>	33 592 \$
<b>Composition :</b>				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	<b>31 557 \$</b>	32 498 \$	<b>31 557 \$</b>	32 498 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	<b>1 522</b>	1 094	<b>1 522</b>	1 094
	<b>33 079 \$</b>	33 592 \$	<b>33 079 \$</b>	33 592 \$
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie :</b>				
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	<b>1 233 \$</b>	1 328 \$	<b>3 623 \$</b>	3 758 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés (reçus) au cours de la période	<b>29 \$</b>	(10) \$	<b>505 \$</b>	449 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	<b>3 324 \$</b>	3 601 \$	<b>9 991 \$</b>	10 245 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.



# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2013 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada et dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés et offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre

organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2012 qui figurent aux pages 124 à 181 de notre Rapport annuel 2012.

Il n'y a pas eu de changement de nos méthodes comptables aux termes des IFRS au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par notre Conseil d'administration le 27 août 2013.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2013				31 octobre 2012			
	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	12 648	113	6	12 755	17 050	265	38	17 277
des administrations provinciales et municipales canadiennes	3 332	15	34	3 313	2 642	39	1	2 680
l'administration fédérale américaine	5 275	5	–	5 280	10 010	89	–	10 099
des municipalités, agences et États américains	4 958	41	22	4 977	4 390	83	11	4 462
d'autres administrations publiques	6 272	5	19	6 258	6 591	10	5	6 596
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)	1 699	–	–	1 699	432	3	–	435
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis	5 880	29	28	5 881	5 705	78	10	5 773
Titres de créance d'entreprises	9 275	97	18	9 354	7 724	169	18	7 875
Titres de participation d'entreprises	1 092	71	1	1 162	1 129	59	3	1 185
<b>Total</b>	<b>50 431</b>	<b>376</b>	<b>128</b>	<b>50 679</b>	<b>55 673</b>	<b>795</b>	<b>86</b>	<b>56 382</b>

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

2) Les profits et les pertes latents peuvent être contrebalancés par les pertes (profits) latents connexes sur des passifs ou des contrats de couverture.

## Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres

instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Au 31 juillet 2013, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les passifs divers totalisait 261 millions de dollars (218 millions au 31 juillet 2012).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision spécifique au début de la période	<b>81</b>	60	<b>68</b>	59	<b>387</b>	419	–	–	<b>536</b>	538
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>30</b>	43	<b>141</b>	169	<b>(114)</b>	17	–	–	<b>57</b>	229
Recouvrements	<b>7</b>	4	<b>39</b>	39	<b>183</b>	153	–	–	<b>229</b>	196
Montants sortis du bilan	<b>(24)</b>	(36)	<b>(174)</b>	(209)	<b>(112)</b>	(164)	–	–	<b>(310)</b>	(409)
Change et autres	<b>(6)</b>	6	<b>(4)</b>	6	<b>(57)</b>	(78)	–	–	<b>(67)</b>	(66)
Provision spécifique à la fin de la période	<b>88</b>	77	<b>70</b>	64	<b>287</b>	347	–	–	<b>445</b>	488
Provision générale au début de la période	<b>50</b>	42	<b>613</b>	633	<b>751</b>	764	<b>23</b>	26	<b>1 437</b>	1 465
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	<b>47</b>	(2)	<b>15</b>	(23)	<b>(44)</b>	35	<b>2</b>	(2)	<b>20</b>	8
Change et autres	–	–	–	–	<b>17</b>	12	–	–	<b>17</b>	12
Provision générale à la fin de la période	<b>97</b>	40	<b>628</b>	610	<b>724</b>	811	<b>25</b>	24	<b>1 474</b>	1 485
Total de la provision	<b>185</b>	117	<b>698</b>	674	<b>1 011</b>	1 158	<b>25</b>	24	<b>1 919</b>	1 973
Composition : Prêts	<b>167</b>	110	<b>698</b>	674	<b>768</b>	947	<b>25</b>	24	<b>1 658</b>	1 755
Autres instruments de crédit	<b>18</b>	7	–	–	<b>243</b>	211	–	–	<b>261</b>	218

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012	<b>31 juillet 2013</b>	31 juillet 2012
Pour les périodes de neuf mois closes le										
Provision spécifique au début de la période	<b>76</b>	74	<b>62</b>	59	<b>338</b>	426	–	–	<b>476</b>	559
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>94</b>	85	<b>462</b>	513	<b>(146)</b>	(52)	–	–	<b>410</b>	546
Recouvrements	<b>15</b>	54	<b>111</b>	118	<b>444</b>	444	–	–	<b>570</b>	616
Montants sortis du bilan	<b>(79)</b>	(126)	<b>(558)</b>	(620)	<b>(307)</b>	(438)	–	–	<b>(944)</b>	(1 184)
Change et autres	<b>(18)</b>	(10)	<b>(7)</b>	(6)	<b>(42)</b>	(33)	–	–	<b>(67)</b>	(49)
Provision spécifique à la fin de la période	<b>88</b>	77	<b>70</b>	64	<b>287</b>	347	–	–	<b>445</b>	488
Provision générale au début de la période	<b>47</b>	36	<b>624</b>	565	<b>759</b>	817	<b>30</b>	34	<b>1 460</b>	1 452
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	<b>50</b>	4	<b>4</b>	45	<b>(59)</b>	(12)	<b>(5)</b>	(10)	<b>(10)</b>	27
Change et autres	–	–	–	–	<b>24</b>	6	–	–	<b>24</b>	6
Provision générale à la fin de la période	<b>97</b>	40	<b>628</b>	610	<b>724</b>	811	<b>25</b>	24	<b>1 474</b>	1 485
Total de la provision	<b>185</b>	117	<b>698</b>	674	<b>1 011</b>	1 158	<b>25</b>	24	<b>1 919</b>	1 973
Composition : Prêts	<b>167</b>	110	<b>698</b>	674	<b>768</b>	947	<b>25</b>	24	<b>1 658</b>	1 755
Autres instruments de crédit	<b>18</b>	7	–	–	<b>243</b>	211	–	–	<b>261</b>	218

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 35 millions de dollars et 104 millions, respectivement, ont été inscrits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (39 millions et 112 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

### **Prêts couverts par FDIC**

Certains prêts acquis dans le cadre de notre acquisition d'AMCORE Bank sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013, nous avons inscrit des recouvrements nets de 14 millions de dollars et de 23 millions, respectivement, relativement aux prêts d'AMCORE (des dotations nettes à la provision pour pertes sur créances de 1 million et de 2 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

### **Prêts productifs acquis**

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 10 millions de dollars et à 40 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (22 millions et 83 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée dans la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées dans la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts. L'incidence de la réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe s'est chiffrée pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 à néant et néant à l'égard de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à 35 millions et 140 millions de dollars à l'égard des revenus nets d'intérêts, respectivement (néant et néant à l'égard de la dotation à la provision pour pertes sur créances et 6 millions et 64 millions à l'égard des revenus nets d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement des prêts productifs renouvelables sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 30 millions de dollars et à 100 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (42 millions et 142 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements en espèces sont reçus. L'incidence des remboursements sur les revenus nets

d'intérêts s'est chiffrée à 55 millions de dollars et à 188 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (117 millions et 232 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances en lien avec ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode comptable que nous appliquons aux prêts que nous montons. L'incidence globale des prêts productifs acquis sur les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances s'est chiffrée à 44 millions de dollars et à 191 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (113 millions et à 188 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

Au 31 juillet 2013, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 17,9 milliards de dollars (21,1 milliards au 31 octobre 2012). Au 31 juillet 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 489 millions de dollars, à 185 millions et à 11 millions, respectivement (à 849 millions, à 301 millions et à 23 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 685 millions de dollars, une tranche de 382 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances futures qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. La tranche restante de 303 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

### **Prêts douteux acquis**

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 140 millions de dollars et de 306 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (reprise de 118 millions et 377 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

Au 31 juillet 2013, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 0,8 milliard de dollars (1,2 milliard au 31 octobre 2012). Au 31 juillet 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 237 millions de dollars (445 millions au 31 octobre 2012).

## **Engagements et lettres de crédit non financés repris**

En lien avec notre acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), nous avons constaté un passif lié aux engagements et lettres de crédit non financés.

## **Note 4 : Gestion des risques**

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### **Risque de crédit et de contrepartie**

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux titres de créance, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

### **Risque de marché**

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance.

## **Note 5 : Garanties**

Dans le cadre normal des activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

### **Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires**

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou de respecter ses autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 12 853 millions de dollars au 31 juillet 2013 (11 851 millions au 31 octobre 2012). La majorité de ces engagements ont une échéance d'au plus un an. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis en lien avec ces engagements.

Au 31 juillet 2013, un montant de 41 millions de dollars (29 millions au 31 octobre 2012) était inclus dans les autres passifs relativement à des parties qui étaient visées par un cautionnement bancaire et qui n'étaient pas en mesure de satisfaire à leur obligation envers des tiers (voir la note 3).

Au 31 juillet 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux engagements et lettres de crédit non financés acquis se chiffrait à 32 millions de dollars (99 millions au 31 octobre 2012).

Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

### **Risque de liquidité et de financement**

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte dans le cas où nous ne serions pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsque ces engagements arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

Les principales mesures au 31 juillet 2013 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 12 à 19 de notre Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

### **Concours et autres facilités de trésorerie**

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution advenant que ces programmes ne puissent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 4 662 millions de dollars au 31 juillet 2013 (4 467 millions au 31 octobre 2012). Au 31 juillet 2013, une somme de 170 millions était en cours sur des facilités utilisées conformément aux modalités des concours de trésorerie (107 millions au 31 octobre 2012).

### **Rehaussements de crédit**

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des rehaussements partiels de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA que nous administrons ou qui le sont par des tiers. Les rehaussements de crédit sont compris dans les concours de trésorerie.

### Facilités de financement de premier rang

En plus de notre investissement dans les billets visés par l'Accord de Montréal, nous avons accordé une facilité de prêt de premier rang de 238 millions de dollars au 31 juillet 2013 (295 millions au 31 octobre 2012). Aucun montant n'y avait été prélevé au 31 juillet 2013 ou au 31 octobre 2012.

### Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsqu'ils obligent l'émetteur à faire des paiements afin de rembourser à leur porteur le montant d'une perte qu'il a subie parce qu'un débiteur a omis de faire les paiements au moment prévu par les modalités d'un instrument de créance. Afin de réduire les risques liés à ces dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Les swaps sur défaillance position vendeur exigent que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit lié à un engagement de référence précis, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, soit 14 768 millions de dollars au 31 juillet 2013 (24 126 millions au 31 octobre 2012). La durée de ces contrats varie de moins de un an à 10 ans. La juste valeur des passifs dérivés connexes incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 99 millions au 31 juillet 2013 (156 millions au 31 octobre 2012).

### Garanties fournies à des bourses et à des chambres de compensation

Nous sommes membre de plusieurs bourses de valeurs mobilières, de marchés à terme et de chambres de compensation. L'adhésion à certaines de ces organisations pourrait nous obliger à nous acquitter d'une quote-part des pertes de celles-ci si un autre membre manque à ses engagements. De telles obligations varient selon l'organisation

### Note 6 : Titrisation

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires (entités de titrisation) qui

et peuvent se limiter aux membres qui traitent avec celui qui est en situation de défaut, au montant relatif à notre apport au fonds de garantie du membre ou au montant stipulé dans le contrat d'adhésion. Il est difficile d'estimer notre risque maximal aux termes de tels contrats puisque cela exigerait d'évaluer les réclamations futures qui pourraient nous être faites par suite d'événements qui ne se sont pas encore produits. Nous estimons que, d'après les résultats passés, le risque de perte est minime.

### Conventions d'indemnisation

Dans le cadre normal des activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations générales. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec des ventes d'actifs, des placements de titres, des contrats de service, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur dérivés et des contrats de crédit-bail. Nous détenons également des activités de prêt de titres en vertu desquelles des titres appartenant à des clients sont prêtés à des emprunteurs dont le risque de crédit a été évalué selon le même processus d'évaluation du risque de crédit que celui employé pour des prêts et d'autres actifs de crédit. Dans le cadre de ces activités, nous procurons aux prêteurs des indemnisations contre les pertes découlant de l'incapacité des emprunteurs de remettre les titres prêtés à l'échéance. Tous les emprunts sont entièrement garantis par des liquidités ou des titres négociables. Lorsque des titres sont prêtés, nous exigeons que les emprunteurs maintiennent une garantie minimale correspondant à 100 % de la juste valeur des titres empruntés. La garantie est réévaluée quotidiennement. Le montant des titres prêtés faisant l'objet d'indemnisations s'établissait à 4 643 millions de dollars au 31 juillet 2013 (4 343 millions au 31 octobre 2012). Aucun montant ne figurait dans notre bilan consolidé au 31 juillet 2013 ou au 31 octobre 2012 au titre de ces indemnisations.

achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2013 1), 2)		31 octobre 2012	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Titres disponibles à la vente	–		428	
Prêts hypothécaires à l'habitation	9 425		9 020	
	9 425		9 448	
Autres actifs connexes	11 483		11 105	
Total	20 908	20 456	20 553	20 312

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 21 097 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 20 648 millions, pour une position nette de 449 millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013, nous avons vendu des prêts de 1 560 millions de dollars et de 5 509 millions à des programmes de titrisation de tiers (1 628 millions et 4 894 millions au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en

capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

## Note 7 : Entités ad hoc

Le total des actifs dans nos entités ad hoc non consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant.

	31 juillet 2013										31 octobre 2012	
	Risque de perte					Total des actifs					Risque de perte	Total des actifs
	Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Total	Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Total		
<b>Entités ad hoc non consolidées</b>												
Entités de titrisation canadiennes des clients 2)	3 897	–	133	2	4 032	2 949	3 691	–	118	–	3 809	2 697
Entités de gestion de placements structurés	s. o.	s. o.	12 018	–	12 018	32 879	s. o.	s. o.	10 324	–	10 324	26 500
<b>Total</b>	<b>3 897</b>	<b>–</b>	<b>12 151</b>	<b>2</b>	<b>16 050</b>	<b>35 828</b>	<b>3 691</b>	<b>–</b>	<b>10 442</b>	<b>–</b>	<b>14 133</b>	<b>29 197</b>

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. Aucun concours de trésorerie accordé à nos entités de titrisation canadiennes des clients ne visait un soutien de crédit au 31 juillet 2013 ni au 31 octobre 2012.

2) Les titres détenus qui sont émis par nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

s. o. – sans objet

Le total des actifs dans nos entités ad hoc consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant.

	31 juillet 2013										31 octobre 2012	
	Risque de perte					Total des actifs					Risque de perte	Total des actifs
	Facilités non utilisées	Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Total 1)	Facilités non utilisées	Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Total 1)		
<b>Entités ad hoc consolidées</b>												
Entités de titrisation canadiennes des clients	1	–	757	–	758	757	7	–	574	–	581	574
Entité de titrisation américaine des clients	4 176	29	–	1	4 206	2 802	4 144	58	–	2	4 204	3 378
Entités de titrisation de la Banque 2)	–	–	1 500	–	1 500	5 750	–	–	192	–	192	5 323
Entité de protection de crédit 3)	354	–	1 398	38	1 790	2 226	522	–	1 385	104	2 011	2 226
Entités de gestion de placements structurés 4)	–	–	–	–	–	209	40	1 440	–	1	1 481	1 597
Fiducies de capital et de financement	3 074	9 531	842	43	13 490	13 278	2 973	11 132	842	91	15 038	14 972
<b>Total</b>	<b>7 605</b>	<b>9 560</b>	<b>4 497</b>	<b>82</b>	<b>21 744</b>	<b>25 022</b>	<b>7 686</b>	<b>12 630</b>	<b>2 993</b>	<b>198</b>	<b>23 507</b>	<b>28 070</b>

1) Nous consolidons les entités ad hoc présentées dans le tableau; par conséquent, la totalité des opérations et soldes intersociétés entre nous et les entités ad hoc consolidées ont été éliminés au moment de la consolidation.

2) Les passifs divers comprennent des titres à terme adossés à des actifs de 4 291 millions de dollars (5 186 millions au 31 octobre 2012) qui financent les entités de titrisation de la Banque.

3) Le total des actifs comprend de la trésorerie et des dépôts portant intérêt de 2 226 millions de dollars et des titres de néant (2 069 millions et 157 millions au 31 octobre 2012, respectivement).

4) La facilité de trésorerie consentie à nos entités de gestion de placements structurés a été entièrement remboursée au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013.

## Note 8 : Acquisitions

Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie, ce qui englobe toute contrepartie conditionnelle. Les frais connexes à l'acquisition sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables repris et la contrepartie conditionnelle sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est évalué comme étant l'excédent du total de la contrepartie transférée sur le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les résultats opérationnels des entreprises acquises sont pris en compte dans nos états financiers consolidés à partir de la date d'acquisition.

### Aver Media LP (Aver)

Le 1<sup>er</sup> avril 2013, nous avons conclu l'acquisition des actifs d'Aver Media LP, une société privée canadienne spécialisée dans le financement des médias du cinéma et de la télévision, pour une contrepartie en trésorerie de 260 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur l'actif net, majorée d'une contrepartie conditionnelle d'environ 10 millions de dollars à verser au cours des 18 prochains mois. Des coûts de 1 million de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. Cette acquisition d'actifs vise principalement le portefeuille de prêts d'Aver qui nous offre de nouvelles possibilités d'intensification de nos activités liées aux prêts aux entreprises par l'affirmation de notre présence au sein du secteur de la production cinématographique et télévisuelle. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur 10 ans. Aver fait partie de l'unité d'exploitation PE Canada. L'acquisition a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises.

### Entreprise de gestion de patrimoine en Asie (EGPA)

Le 25 janvier 2013, la Banque a conclu l'acquisition d'une entreprise de gestion de patrimoine en Asie pour une contrepartie en trésorerie de 33 millions de dollars. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, le prix d'achat a augmenté,

passant de 33 millions à 34 millions de dollars, en raison d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. Des coûts de 4 millions de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'entreprise offre des services de banque privée à des clients fortunés de la région Asie-Pacifique et donne à BMO des occasions importantes d'élargir son offre de services aux clients à valeur nette élevée de cette région. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie selon le mode linéaire sur 15 ans, et des immobilisations incorporelles constituées de logiciels, qui sont amortis sur leur durée d'utilité résiduelle. L'entreprise de gestion de patrimoine en Asie fait partie de l'unité d'exploitation groupe Gestion privée.

### CTC Consulting, LLC (CTC)

Le 11 juin 2012, nous avons conclu l'acquisition de CTC Consulting, LLC., dont le siège social se trouve aux États-Unis, pour une contrepartie en trésorerie de 20 millions de dollars. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, nous avons augmenté de 1 million le prix d'acquisition, ce qui l'a porté à 21 millions de dollars, en fonction d'une réévaluation des capitaux propres. Les coûts d'acquisition de moins de 1 million de dollars ont été passés en charges dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'acquisition de CTC nous permettra d'élargir et d'améliorer nos capacités en matière de recherche de gestionnaires et de services-conseils ainsi que notre offre de produits et de services de placement aux clients très fortunés et à certains bureaux diversifiés et conseillers en gestion de patrimoine. Nous renforcerons et étendrons ainsi notre présence aux États-Unis. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur 15 ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible aux fins fiscales. CTC fait partie de notre groupe d'exploitation groupe Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)	2013		2012
	Aver	EGPA	CTC
Ressources en trésorerie	–	434	2
Prêts	232	311	–
Bureaux et matériel	–	1	1
Écart d'acquisition	20	16	7
Immobilisations incorporelles	16	17	11
Autres actifs	3	2	2
Total des actifs	271	781	23
Dépôts	–	746	–
Autres passifs	1	1	2
Total des passifs	1	747	2
Prix d'achat	270	34	21

La ventilation du prix d'achat d'Aver et de l'EGPA pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

## COFCO Trust Co. (COFCO)

Le 1<sup>er</sup> août 2012, nous avons acquis une participation de 19,99 % dans COFCO Trust Co., qui est une filiale de COFCO Group, l'une des plus grandes sociétés d'État chinoises, dont les activités s'étendent à plusieurs secteurs, y compris l'agriculture et les services financiers. Nous avons comptabilisé notre investissement dans COFCO au coût et l'avons ajusté pour

tenir compte de notre quote-part du bénéfice net ou de la perte nette, des autres éléments du résultat global ou de la perte globale et des dividendes. Cet investissement nous donne une occasion importante d'élargir notre gamme de services aux clients à valeur nette élevée ainsi qu'aux clients institutionnels en Chine. COFCO Trust Co. fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

## Note 9 : Écart d'acquisition

Lorsque nous procédons à une acquisition, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles identifiables, et aux passifs repris. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas amorti.

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition, par unité génératrice de trésorerie, pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 et l'exercice clos le 31 octobre 2012.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée					BMO Marchés des capitaux	Total
	PE Canada	PE États-Unis	Total	Services de placement	Gestion mondiale d'actifs *	Gestion bancaire privée	Assurance	Total	Total	
Écart d'acquisition au 31 octobre 2011	122	2 545	2 667	68	377	344	2	791	191	3 649
Acquisitions durant l'exercice	-	-	-	-	-	7	-	7	-	7
Autres 1)	-	48	48	-	4	6	-	10	3	61
Écart d'acquisition au 31 octobre 2012	122	2 593	2 715	68	381	357	2	808	194	3 717
Acquisitions durant la période	20	-	20	-	-	16	-	16	-	36
Autres 1)	-	70	70	-	3	11	-	14	3	87
Écart d'acquisition au 31 juillet 2013	142 2)	2 663 3)	2 805	68 4)	384 5)	384 6)	2 7)	838	197 8)	3 840

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement Corporation Solutions Moneris, bcpbank Canada, Diners Club et Aver Media LP.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., AMCORE et M&I.

4) Concerne BMO Nesbitt Burns Inc.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, LGM et M&I.

6) Concerne essentiellement Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., M&I, CTC Consulting, LLC et l'EGPA.

7) Concerne AIG.

8) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

\*Auparavant, Produits de placement



## Note 10 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	31 juillet 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2013	31 octobre 2012
Catégories de déposants :										
Banques	890	2 116	901	611	3 582	2 653	15 989	12 722	21 362	18 102
Entreprises et administrations publiques	12 565	12 205	23 611	21 431	51 572	49 208	125 465	103 726	213 213	186 570
Particuliers	2 781	2 545	11 091	10 388	69 414	63 770	40 310	42 327	123 596	119 030
Total 1), 2)	16 236	16 866	35 603	32 430	124 568	115 631	181 764	158 775	358 171	323 702
Domiciliation :										
Canada	14 805	16 011	24 764	24 280	74 646	65 810	102 231	97 243	216 446	203 344
États-Unis	872	596	10 719	8 007	49 273	48 968	64 326	49 614	125 190	107 185
Autres pays	559	259	120	143	649	853	15 207	11 918	16 535	13 173
Total	16 236	16 866	35 603	32 430	124 568	115 631	181 764	158 775	358 171	323 702

- 1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.  
 2) Au 31 juillet 2013 et au 31 octobre 2012, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 20 707 millions de dollars et 17 613 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 juillet 2013 et au 31 octobre 2012, les dépôts comprenaient des dépôts de 176 274 millions de dollars et de 146 003 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 3 075 millions et de 4 777 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

- 3) Comprend des dépôts de 158 358 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 84 099 millions étaient domiciliés au Canada, 59 053 millions, aux États-Unis et 15 206 millions, dans d'autres pays (134 146 millions, 79 223 millions, 43 005 millions et 11 918 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Des dépôts de 84 099 millions domiciliés au Canada, 34 455 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 2 767 millions, dans trois à six mois, 6 062 millions, dans six à douze mois et 40 815 millions, dans plus de douze mois (79 223 millions, 35 023 millions, 5 250 millions, 7 979 millions et 30 971 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Nous détenons des actifs liquides de 178 002 millions pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments du passif-dépôts (163 740 millions au 31 octobre 2012). Une partie de ces actifs liquides ont été cédés en garantie.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, le dépôt constitué d'obligations couvertes de série 1 à 4,25 % de 1 000 000 d'euros est arrivé à échéance.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons émis des obligations couvertes - série 5 d'un montant de 2,0 milliards de dollars américains. Ce dépôt porte intérêt au taux de 1,95 % et arrive à échéance le 30 janvier 2017.

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 juillet 2013, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 637 millions de dollars (1 674 millions au 31 octobre 2012).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 4 761 millions de dollars au 31 juillet 2013 (4 513 millions au 31 octobre 2012).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 7 856 millions de dollars au 31 juillet 2013 (9 053 millions au 31 octobre 2012).

## Note 11 : Titres d'une fiducie de capital

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2013 et 2012, nous n'avons ni émis ni remboursé de titres d'une fiducie de capital.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons racheté la totalité de nos titres d'une fiducie de capital BMO – série C (appelés BOaTS BMO – série C) pour un montant équivalant à 1 000 \$, soit un rachat totalisant 400 millions de dollars, majoré des distributions impayées qui ont été déclarées.

## Note 12 : Capital social

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2013 et 2012, nous n'avons ni émis ni racheté d'actions privilégiées.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 5 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées échangeables à dividende non cumulatif à 7 3/8 % – série A émises par l'une de nos filiales et en circulation au prix de rachat de 25 \$ US par action, pour un prix d'achat total de 250 millions de dollars américains, majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Avant le rachat, ces actions privilégiées étaient inscrites au bilan consolidé à titre de participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales. Nous avons constaté un profit de 107 millions de dollars dans le surplus d'apport relativement à l'écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées.

Le 1<sup>er</sup> février 2013, nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur pour un an. Aux termes de cette offre, nous pouvons racheter jusqu'à 15 000 000 d'actions ordinaires.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté 4 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 0,62 % de

nos actions ordinaires alors en circulation, à un coût moyen de 63,59 \$ par action, pour un total de 254 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013, nous avons racheté 4 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 0,62 % de nos actions ordinaires alors en circulation, à un coût moyen de 61,07 \$ par action, pour un total de 244 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, nous n'avons racheté aucune action aux termes de notre ancienne offre publique de rachat dans le cadre normal des activités.

Le 22 juillet 2013, la Banque a annoncé qu'elle n'avait pas l'intention d'exercer, le 25 août 2013, son droit de rachat des actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 16 (les actions privilégiées de série 16) en circulation. Par conséquent, sous réserve de certaines conditions, les porteurs des actions privilégiées de série 16 avaient le droit, avant le 12 août 2013, de choisir à leur gré de convertir la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées de série 16, à raison de une contre une, en actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif à taux variable, série 17 (les actions privilégiées de série 17), avec prise d'effet le 26 août 2013. Environ 6,3 millions d'actions privilégiées de série 16 et environ 5,7 millions d'actions privilégiées de série 17 seront donc en circulation au cours de la période de 5 ans commençant le 26 août 2013 et se terminant le 25 août 2018.

### Capital social en circulation 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2013		31 octobre 2012		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 5	–	–	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	–
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	12 000 000	300	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 18	6 000 000	150	6 000 000	150	actions privilégiées – catégorie B – Série 19 2)
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	11 000 000	275	actions privilégiées – catégorie B – Série 22 2)
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 2)
		2 265		2 465	
Actions ordinaires 3)	645 938 545	11 999	650 729 644	11 957	
Capital social		14 264		14 422	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2012, aux pages 156 à 160 de notre Rapport annuel 2012.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 16 278 284 actions ordinaires au 31 juillet 2013 (15 801 966 actions ordinaires au 31 octobre 2012).

## Note 13 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2013, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital à cette date est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 22 à 24 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

## Note 14 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, nous avons attribué un total de 2 003 446 options sur actions (2 526 345 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant la période de neuf mois close le

31 juillet 2013 a été de 5,29 \$ l'option (5,54 \$ l'option durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2012).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche de 25 % qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées durant les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Taux de dividende attendu	6,0 % - 6,2 %	6,8 % - 7,2 %
Volatilité attendue du cours des actions	18,1 % - 18,6 %	21,3 % - 22,3 %
Taux de rendement sans risque	1,7 % - 1,9 %	1,5 % - 1,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	5,5 - 7,0	5,5 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Pour les périodes de trois mois closes le				
Prestations constituées des employés	60	50	7	5
Coût financier de l'obligation au titre des prestations constituées	65	67	12	13
Perte actuarielle comptabilisée dans les charges	5	-	-	-
Rendement attendu des actifs des régimes	(82)	(79)	(2)	(2)
Charge au titre des prestations	48	38	17	16
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	16	16	-	-
Charge au titre des cotisations définies	2	2	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel	66	56	17	16

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Prestations constituées des employés	172	142	20	14
Coût financier de l'obligation au titre des prestations constituées	194	199	38	39
Perte actuarielle comptabilisée dans les charges	13	1	-	-
Coûts des modifications des régimes constatés dans la charge	-	-	(2)	(2)
Rendement attendu des actifs des régimes	(246)	(236)	(5)	(4)
Charge au titre des prestations	133	106	51	47
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	57	56	-	-
Charge au titre des cotisations définies	7	7	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel	197	169	51	47

## Note 15 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

### Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 121	951	3 108	3 051
Dividendes sur les actions privilégiées	(30)	(32)	(91)	(103)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 091	919	3 017	2 948
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	647 045	645 715	649 913	642 748
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,69	1,42	4,64	4,59

### Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 091	919	3 017	2 957
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	647 045	645 715	649 913	642 748
Actions convertibles	-	75	-	4 054
Options sur actions pouvant être exercées 1)	10 655	5 161	10 731	6 781
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(9 363)	(4 111)	(9 412)	(5 550)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	648 337	646 840	651 232	648 033
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,68	1,42	4,63	4,56

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 3 172 149 et 3 238 414 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 180,69 \$ et de 180,29 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (9 143 126 et 6 328 013 options d'un prix moyen pondéré de 107,49 \$ et de 132,92 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

#### Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

#### Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

#### Actions convertibles

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires les dividendes versés sur les actions privilégiées convertibles et les intérêts sur les titres d'une fiducie de capital puisque ces distributions n'auraient pas été versées si ces instruments

avaient été convertis au début de l'exercice. De même, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice ou à la date d'émission des instruments si elle y est ultérieure.

#### Options sur actions des membres du personnel

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. Si les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour la période. Notre ajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre bénéfice par action plutôt que de le diluer.

## **Note 16 : Segmentation opérationnelle et géographique**

### **Groupes d'exploitation**

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

#### *Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada*

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une vaste gamme de produits et services à deux segments de clientèle, soit les particuliers et les entreprises, notamment des solutions financières en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit, de même qu'un large éventail de produits aux entreprises et de services-conseils financiers. Nous fournissons nos services grâce à notre réseau de succursales BMO Banque de Montréal, à des services bancaires par téléphone, en ligne et par téléphonie mobile, à des guichets automatiques de même qu'à un personnel de vente hautement compétent qui inclut des spécialistes en prêts hypothécaires, des planificateurs financiers, des banquiers pour les petites entreprises et des spécialistes d'entreprises.

#### *Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis*

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Nous offrons nos services par l'intermédiaire de notre réseau de succursales BMO Harris Bank, de centres contact clientèle, de plates-formes de services bancaires en ligne et par téléphonie mobile et de guichets automatiques dans huit États. Nous partageons notre expertise financière avec nos clients des services bancaires aux entreprises par voie d'une vaste gamme de produits et services de prêts et de gestion de trésorerie, les faisant profiter de nos connaissances approfondies de leur secteur et leur proposant des solutions stratégiques relevant des marchés financiers.

### **Groupe Gestion privée**

Le groupe Gestion privée (groupe GP), soit notre groupe qui offre des services de gestion de patrimoine, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée et aux clients institutionnels, et propose un large éventail de produits et solutions de gestion de patrimoine, y compris des produits d'assurance. Le groupe GP exerce ses activités au Canada, aux États-Unis ainsi qu'en Asie et en Europe.

### **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) est un prestataire nord-américain de services qui offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres de créance et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils en fusions et acquisitions, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres de créance et titres de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels. BMO MC mène ses activités en Amérique du Nord ainsi que dans divers emplacements partout dans le monde.

### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations.

Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, le marketing, les communications et les ressources humaines.

Technologie et opérations (T&O) fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition à BMO Groupe financier.

Les coûts des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (PE, groupe GP et BMO MC) et seuls des montants relativement peu élevés sont conservés dans les résultats des Services d'entreprise. Par conséquent, les résultats opérationnels des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, de l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, des résultats de certains portefeuilles d'actifs douteux, du recouvrement des provisions pour pertes sur créances relatives au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I, des éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, des activités de crédit structuré en voie de liquidation, des coûts d'intégration de M&I, des coûts liés à l'acquisition de M&I, des ajustements apportés à la provision générale pour pertes sur créances et des coûts de restructuration.

### **Base de présentation**

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-dessous.

#### *Base d'imposition comparable*

Nous analysons les revenus nets d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus présentés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat présentée selon les PCGR d'un montant portant sur les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. Les ajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés au niveau des Services d'entreprise.

#### *Répartitions intergroupes*

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière des groupes d'exploitation. Nous attribuons les charges directement liées à la génération de revenus aux groupes qui ont gagné ceux-ci. Les charges qui ne sont pas directement liées à la génération de revenus, comme les frais généraux, sont réparties entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation reflètent les débits et les crédits liés au financement interne à l'égard des actifs, des passifs et du

capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des modalités et des monnaies étrangères appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces débits et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons changé la façon dont nous évaluons nos unités d'exploitation afin de refléter la provision pour pertes sur créances selon les pertes réelles. Ce changement de méthode de ventilation rehausse la comparaison de notre rendement et de celui de notre groupe de référence. Auparavant, les provisions pour pertes sur créances étaient ventilées à chaque groupe en fonction de ses pertes attendues, et la différence entre les pertes attendues et les pertes réelles était comptabilisée dans les Services d'entreprise. Les résultats des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

#### *Information géographique*

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons peaufiné notre méthode de répartition des revenus par région géographique au sein des Services d'entreprise. Par conséquent, nous avons réaffecté certains revenus de périodes précédentes pour les faire passer du Canada aux États-Unis.

## Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>31 juillet 2013</b> 1)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Revenus nets d'intérêts	<b>1 125</b>	<b>593</b>	<b>146</b>	<b>354</b>	<b>(72)</b>	<b>2 146</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>495</b>	<b>140</b>	<b>723</b>	<b>515</b>	<b>31</b>	<b>1 904</b>
Total des revenus	<b>1 620</b>	<b>733</b>	<b>869</b>	<b>869</b>	<b>(41)</b>	<b>4 050</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>126</b>	<b>40</b>	<b>(1)</b>	<b>2</b>	<b>(90)</b>	<b>77</b>
Amortissement	<b>42</b>	<b>41</b>	<b>19</b>	<b>14</b>	<b>62</b>	<b>178</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>779</b>	<b>425</b>	<b>566</b>	<b>500</b>	<b>94</b>	<b>2 364</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>673</b>	<b>227</b>	<b>285</b>	<b>353</b>	<b>(107)</b>	<b>1 431</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>176</b>	<b>74</b>	<b>67</b>	<b>73</b>	<b>(96)</b>	<b>294</b>
Bénéfice net comptable	<b>497</b>	<b>153</b>	<b>218</b>	<b>280</b>	<b>(11)</b>	<b>1 137</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>16</b>	<b>16</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>497</b>	<b>153</b>	<b>218</b>	<b>280</b>	<b>(27)</b>	<b>1 121</b>
Actifs moyens	<b>179 730</b>	<b>65 254</b>	<b>22 472</b>	<b>246 402</b>	<b>41 860</b>	<b>555 718</b>
Écart d'acquisition (au)	<b>142</b>	<b>2 663</b>	<b>838</b>	<b>197</b>	-	<b>3 840</b>

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2012 1)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 093	618	133	319	62	2 225
Revenus autres que d'intérêts	469	139	546	489	10	1 653
Total des revenus	1 562	757	679	808	72	3 878
Dotation à la provision pour pertes sur créances	147	76	5	-	9	237
Amortissement	38	49	17	10	62	176
Charges autres que d'intérêts	752	428	529	472	127	2 308
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	625	204	128	326	(126)	1 157
Charge d'impôts sur le résultat	166	65	19	76	(139)	187
Bénéfice net comptable	459	139	109	250	13	970
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	459	139	109	250	(6)	951
Actifs moyens	163 648	61 987	20 719	259 055	48 813	554 222
Écart d'acquisition (au)	123	2 606	809	194	-	3 732

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le <b>31 juillet 2013</b> 1)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Revenus nets d'intérêts	<b>3 286</b>	<b>1 787</b>	<b>418</b>	<b>951</b>	<b>18</b>	<b>6 460</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>1 429</b>	<b>428</b>	<b>1 995</b>	<b>1 672</b>	<b>91</b>	<b>5 615</b>
Total des revenus	<b>4 715</b>	<b>2 215</b>	<b>2 413</b>	<b>2 623</b>	<b>109</b>	<b>12 075</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>408</b>	<b>127</b>	<b>2</b>	<b>(19)</b>	<b>(118)</b>	<b>400</b>
Amortissement	<b>123</b>	<b>128</b>	<b>60</b>	<b>34</b>	<b>184</b>	<b>529</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>2 305</b>	<b>1 242</b>	<b>1 680</b>	<b>1 498</b>	<b>446</b>	<b>7 171</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>1 879</b>	<b>718</b>	<b>671</b>	<b>1 110</b>	<b>(403)</b>	<b>3 975</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>494</b>	<b>228</b>	<b>149</b>	<b>245</b>	<b>(301)</b>	<b>815</b>
Bénéfice net comptable	<b>1 385</b>	<b>490</b>	<b>522</b>	<b>865</b>	<b>(102)</b>	<b>3 160</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>52</b>	<b>52</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>1 385</b>	<b>490</b>	<b>522</b>	<b>865</b>	<b>(154)</b>	<b>3 108</b>
Actifs moyens	<b>175 209</b>	<b>63 738</b>	<b>21 939</b>	<b>250 083</b>	<b>44 085</b>	<b>555 054</b>
Écart d'acquisition (au)	<b>142</b>	<b>2 663</b>	<b>838</b>	<b>197</b>	-	<b>3 840</b>

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 1)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Revenus nets d'intérêts	3 277	1 860	428	920	178	6 663
Revenus autres que d'intérêts	1 377	422	1 692	1 455	345	5 291
Total des revenus	4 654	2 282	2 120	2 375	523	11 954
Dotation à la provision pour pertes sur créances	469	199	11	10	(116)	573
Amortissement	115	142	49	29	185	520
Charges autres que d'intérêts	2 258	1 297	1 608	1 406	448	7 017
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 812	644	452	930	6	3 844
Charge d'impôts sur le résultat	479	204	92	223	(261)	737
Bénéfice net comptable	1 333	440	360	707	267	3 107
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	56	56
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 333	440	360	707	211	3 051
Actifs moyens	160 108	61 782	20 104	252 048	49 531	543 573
Écart d'acquisition (au)	123	2 606	809	194	-	3 732

1) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Base de présentation.

2) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>31 juillet 2013</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	<b>1 331</b>	<b>789</b>	<b>26</b>	<b>2 146</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>1 337</b>	<b>480</b>	<b>87</b>	<b>1 904</b>
Total des revenus	<b>2 668</b>	<b>1 269</b>	<b>113</b>	<b>4 050</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>144</b>	<b>(67)</b>	<b>-</b>	<b>77</b>
Amortissement	<b>107</b>	<b>66</b>	<b>5</b>	<b>178</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>1 422</b>	<b>874</b>	<b>68</b>	<b>2 364</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>995</b>	<b>396</b>	<b>40</b>	<b>1 431</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>173</b>	<b>122</b>	<b>(1)</b>	<b>294</b>
Bénéfice net comptable	<b>822</b>	<b>274</b>	<b>41</b>	<b>1 137</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>16</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>808</b>	<b>272</b>	<b>41</b>	<b>1 121</b>
Actifs moyens	<b>342 370</b>	<b>193 142</b>	<b>20 206</b>	<b>555 718</b>
Écart d'acquisition (au)	<b>466</b>	<b>3 280</b>	<b>94</b>	<b>3 840</b>

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2012	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 338	869	18	2 225
Revenus autres que d'intérêts	1 075	494	84	1 653
Total des revenus	2 413	1 363	102	3 878
Dotation à la provision pour pertes sur créances	105	134	(2)	237
Amortissement	100	73	3	176
Charges autres que d'intérêts	1 358	887	63	2 308
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	850	269	38	1 157
Charge d'impôts sur le résultat	141	54	(8)	187
Bénéfice net comptable	709	215	46	970
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	695	210	46	951
Actifs moyens	338 213	195 293	20 716	554 222
Écart d'acquisition (au)	447	3 192	93	3 732

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le <b>31 juillet 2013</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	<b>3 902</b>	<b>2 503</b>	<b>55</b>	<b>6 460</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>3 944</b>	<b>1 383</b>	<b>288</b>	<b>5 615</b>
Total des revenus	<b>7 846</b>	<b>3 886</b>	<b>343</b>	<b>12 075</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>448</b>	<b>(47)</b>	<b>(1)</b>	<b>400</b>
Amortissement	<b>319</b>	<b>200</b>	<b>10</b>	<b>529</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>4 349</b>	<b>2 625</b>	<b>197</b>	<b>7 171</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>2 730</b>	<b>1 108</b>	<b>137</b>	<b>3 975</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>516</b>	<b>303</b>	<b>(4)</b>	<b>815</b>
Bénéfice net comptable	<b>2 214</b>	<b>805</b>	<b>141</b>	<b>3 160</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>41</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>52</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>2 173</b>	<b>794</b>	<b>141</b>	<b>3 108</b>
Actifs moyens	<b>343 183</b>	<b>191 409</b>	<b>20 462</b>	<b>555 054</b>
Écart d'acquisition (au)	<b>466</b>	<b>3 280</b>	<b>94</b>	<b>3 840</b>

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	3 944	2 676	43	6 663
Revenus autres que d'intérêts	3 530	1 413	348	5 291
Total des revenus	7 474	4 089	391	11 954
Dotation à la provision pour pertes sur créances	456	119	(2)	573
Amortissement	297	217	6	520
Charges autres que d'intérêts	4 200	2 655	162	7 017
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 521	1 098	225	3 844
Charge d'impôts sur le résultat	448	295	(6)	737
Bénéfice net comptable	2 073	803	231	3 107
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	41	15	-	56
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	2 032	788	231	3 051
Actifs moyens	329 923	193 183	20 467	543 573
Écart d'acquisition (au)	447	3 192	93	3 732

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.



## Note 17 : Instruments financiers

### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, aux pages 170 à 176 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)			31 juillet 2013		31 octobre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 079	33 079	–	19 941	19 941	–
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 531	7 531	–	6 341	6 341	–
Valeurs mobilières	128 847	129 160	313	128 324	128 492	168
Titres pris en pension ou empruntés	53 749	53 749	–	47 011	47 011	–
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	96 211	96 742	531	87 870	88 554	684
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	63 230	62 036	(1 194)	61 436	61 014	(422)
Prêts sur cartes de crédit	7 801	7 545	(256)	7 814	7 573	(241)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	97 744	96 592	(1 152)	90 402	88 939	(1 463)
	264 986	262 915	(2 071)	247 522	246 080	(1 442)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 029	8 977	(52)	8 019	7 966	(53)
Provision pour pertes sur créances 1)	(1 658)	–	1 658	(1 706)	–	1 706
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	272 357	271 892	(465)	253 835	254 046	211
Instruments dérivés	31 638	31 638	–	48 071	48 071	–
Bureaux et matériel	2 132	2 132	–	2 120	2 120	–
Écart d'acquisition	3 840	3 840	–	3 717	3 717	–
Immobilisations incorporelles	1 524	1 524	–	1 552	1 552	–
Actifs d'impôt exigible	1 304	1 304	–	1 293	1 293	–
Actifs d'impôt différé	2 855	2 855	–	2 906	2 906	–
Actifs divers	10 475	10 475	–	10 338	10 338	–
	549 331	549 179	(152)	525 449	525 828	379
<b>Passifs</b>						
Dépôts	358 171	358 299	128	323 702	323 949	247
Instruments dérivés	32 959	32 959	–	48 736	48 736	–
Acceptations	9 029	9 029	–	8 019	8 019	–
Titres vendus à découvert	21 041	21 041	–	23 439	23 439	–
Titres mis en pension ou prêtés	47 596	47 596	–	39 737	39 737	–
Passifs d'impôt exigible	374	374	–	404	404	–
Passifs d'impôt différé	131	131	–	171	171	–
Passifs divers	44 868	45 109	241	46 596	47 111	515
Dettes subordonnée	4 014	4 216	202	4 093	4 297	204
Titres d'une fiducie de capital	451	604	153	462	636	174
Total des capitaux propres	30 697	30 697	–	30 090	30 090	–
	549 331	550 055	724	525 449	526 589	1 140
Total des ajustements à la juste valeur			(572)			(761)

1) La provision pour pertes sur créances est exclue du calcul de la juste valeur des prêts étant donné que la juste valeur tient déjà compte d'un ajustement au titre des pertes futures prévues sur les prêts. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

### Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une hausse de 44 millions de dollars et de 5 millions, respectivement, des revenus de négociation pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (baisse de 4 millions de dollars et hausse de 32 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, respectivement). Ce montant tient compte d'une diminution de 3 millions et de 38 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 attribuable aux fluctuations de

nos écarts de taux (augmentation de 24 millions et diminution de 7 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, respectivement). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les dérivés et d'autres contrats sur instruments financiers qui sont détenus en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur, qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux et qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et le 31 juillet 2013, correspond à une perte latente de 38 millions de dollars. Nous pouvons prendre des positions pour gérer notre exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 31 juillet 2013, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 5 319 millions de dollars et de 5 504 millions (4 950 millions et 5 055 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur, et la variation de la juste valeur de ces éléments est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts. La juste valeur de ces investissements était de 5 831 millions de dollars au 31 juillet 2013 (5 561 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une diminution de 319 millions de dollars et de 209 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (augmentation de 119 millions et de 252 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012). Les variations des soldes des passifs d'assurance sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de rente à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des rentes et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des rentes, soit 333 millions de dollars au 31 juillet 2013 (317 millions au 31 octobre 2012), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs a donné lieu à une hausse de 22 millions de dollars et de 4 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (baisse de 10 millions et de 21 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons les investissements détenus par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La juste valeur de ces investissements était de 15 millions de dollars au 31 juillet 2013 (1 849 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 12 millions et de 43 millions de dollars des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013, respectivement (diminution de 13 millions et augmentation de 51 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 973 millions de dollars au 31 juillet 2013 (946 millions au 31 octobre 2012), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse de 10 millions de dollars et de 22 millions des revenus de négociation, respectivement, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (baisse de 24 millions et de 132 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 496 millions de dollars au 31 juillet 2013 (654 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 5 millions de dollars et de 20 millions des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 (diminution de 14 millions et de 40 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012).

## Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes

comportant des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous :

	31 juillet 2013			31 octobre 2012		
(en millions de dollars canadiens)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	9 167	988	-	9 675	1 232	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 813	3 142	-	2 615	2 827	73
l'administration fédérale américaine	5 249	-	-	7 052	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	604	77	204	165	78
d'autres administrations publiques	118	4	-	521	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	276	425	-	361	777	372
Titres de créance d'entreprises	3 343	7 704	953	3 871	9 117	1 331
Titres de participation d'entreprises	25 919	11 709	-	19 822	10 016	-
	46 885	24 576	1 030	44 121	24 134	1 854
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	12 755	-	-	17 277	-	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 422	891	-	2 080	600	-
l'administration fédérale américaine	5 280	-	-	10 099	-	-
des municipalités, agences et États américains	7	4 969	1	85	4 368	9
d'autres administrations publiques	4 068	2 190	-	5 388	1 208	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	2 026	5 554	-	3 140	3 068	-
Titres de créance d'entreprises	5 823	3 499	32	5 214	2 619	42
Titres de participation d'entreprises	91	152	919	106	137	942
	32 472	17 255	952	43 389	12 000	993
<b>Titres divers</b>	-	-	496	128	-	526
<b>Passifs à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	19 185	1 856	-	22 729	710	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	6 292	-	-	5 896	-
Passifs au titre des rentes	-	333	-	-	317	-
	19 185	8 481	-	22 729	6 923	-
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	9	22 223	-	7	38 180	3
Contrats de change	18	7 800	-	35	8 010	-
Contrats sur produits de base	809	111	-	1 132	100	-
Contrats sur titres de participation	29	454	-	20	342	5
Swaps sur défaillance	-	154	31	-	200	37
	865	30 742	31	1 194	46 832	45
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	11	22 302	19	7	37 037	20
Contrats de change	13	7 450	-	9	7 496	2
Contrats sur produits de base	725	148	-	1 463	278	-
Contrats sur titres de participation	40	2 152	-	78	2 146	44
Swaps sur défaillance	-	97	2	-	154	2
	789	32 149	21	1 557	47 111	68

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

### Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés actifs (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou se fondant sur des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

L'analyse de sensibilité au 31 juillet 2013 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 930 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur rendement total et des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. L'analyse de sensibilité des produits structurés est réalisée pour l'ensemble de ces produits et elle est décrite ci-après dans la section portant sur les dérivés.

Les titres disponibles à la vente de niveau 3 comprennent des titres de participation d'entreprises d'un montant de 550 millions de dollars se rapportant aux Federal Reserve Banks et aux Federal Home Loan Banks des États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation américains ainsi que d'un montant de 369 millions se rapportant à des placements en titres de participation de sociétés fermées. L'évaluation de ces placements exige que la direction exerce un jugement étant donné l'absence de prix cotés sur les marchés, le manque possible de liquidités et la nature à long terme de ces actifs. Chaque trimestre, l'évaluation de ces placements est réexaminée à la lumière de données pertinentes sur chaque société et sur le secteur en général, y compris le bénéfice net historique et le bénéfice net prévu, la situation du crédit et de trésorerie, ainsi que les récentes transactions, le cas échéant. Comme l'évaluation de ces placements n'est pas effectuée à partir de modèles, aucune analyse de sensibilité pour cette catégorie n'est effectuée.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 juillet 2013, des sommes de 31 millions de dollars et de 21 millions, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de prix externes obtenus de courtiers pour des produits structurés similaires. Lorsqu'aucune information externe sur les prix n'est disponible, nous avons recours à des modèles standards sur le marché pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction. Les écarts du marché pour chaque cote de crédit, le type de garantie et les autres modalités contractuelles pertinentes constituent les principales données du modèle. L'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base des écarts du marché consisterait en une variation de la juste valeur de (2) millions de dollars et de 2 millions, respectivement.

### Principaux transferts

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013, des passifs dérivés de 62 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données de marché sont maintenant disponibles pour certains contrats sur titres de participation hors cote.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres de négociation de 16 millions de dollars ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison de la disponibilité moindre de prix pour ces titres de la part de tiers vendeurs au cours du trimestre et de la période de neuf mois.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, des titres de négociation d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes de 28 millions de dollars, des titres de créance d'entreprises disponibles à la vente de 29 millions et des titres de participation d'entreprises disponibles à la vente de 3 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données observables sont maintenant disponibles.

### Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

	Variation de la juste valeur				Achats	Ventes	Échéances 1)	Transferts au/(depuis le) niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2013	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 30 avril 2013	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global							
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2013										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des provinces et municipalités canadiennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
des municipalités, agences et États américains	76	1	-	-	-	-	-	-	77	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires										
	192	6	-	-	(192)	(6)	-	-	-	-
Titres de créance d'entreprises	1 076	24	-	-	(62)	(85)	-	-	953	25
Total des titres de négociation	1 344	31	-	-	(254)	(91)	-	-	1 030	25
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	35	-	-	-	(3)	-	-	-	32	-
Titres de participation d'entreprises	899	(7)	23	49	(45)	-	-	-	919	24
Total des titres disponibles à la vente	935	(7)	23	49	(48)	-	-	-	952	24
<b>Titres divers</b>	488	4	-	47	(43)	-	-	-	496	5
<b>Actifs dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	1	(1)	-	-	-	-	-	-	-	(1)
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	36	(5)	-	-	-	-	-	-	31	(5)
Total des actifs dérivés	37	(6)	-	-	-	-	-	-	31	(6)
<b>Passifs dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	20	(1)	-	-	-	-	-	-	19	(1)
Contrats sur titres de participation	62	-	-	-	-	(62)	-	-	-	-
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	3	(1)	-	-	-	-	-	-	2	(1)
Total des passifs dérivés	85	(2)	-	-	-	(62)	-	(62)	21	(2)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2013 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 juillet 2013 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

	Variation de la juste valeur				Achats	Ventes	Échéances 1)	Transferts au/(depuis le) niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2013	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2012	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global							
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des provinces et municipalités canadiennes	73	1	-	-	(46)	-	(28)	-	-	
des municipalités, agences et États américains	78	(1)	-	-	-	-	-	77	(1)	
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires										
	372	28	-	-	(378)	(38)	16	-	-	
Titres de créance d'entreprises	1 331	53	-	-	(226)	(205)	-	953	40	
Total des titres de négociation	1 854	81	-	-	(650)	(243)	(12)	1 030	39	
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	9	-	-	-	(8)	-	-	1	-	
Titres de créance d'entreprises	42	-	1	27	(7)	(2)	(29)	32	-	
Titres de participation d'entreprises	942	(15)	30	90	(125)	-	(3)	919	29	
Total des titres disponibles à la vente	993	(15)	31	117	(140)	(2)	(32)	952	29	
<b>Titres divers</b>	526	6	-	74	(110)	-	-	496	8	
<b>Actifs dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	3	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)	
Contrats sur titres de participation	5	(1)	-	-	-	-	(4)	-	-	
Swaps sur défaillance	37	(6)	-	-	-	-	-	31	(6)	
Total des actifs dérivés	45	(10)	-	-	-	-	(4)	31	(9)	
<b>Passifs dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	20	(1)	-	-	-	-	-	19	1	
Contrats sur titres de participation	44	15	-	-	(3)	-	(56)	-	-	
Contrats de change	2	-	-	-	-	-	(2)	-	-	
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	2	-	
Total des passifs dérivés	68	14	-	-	(3)	-	(58)	21	1	

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2013 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 juillet 2013 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

## Note 18 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des

hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement à la page 86 du Rapport annuel 2012 de la Banque.

(en millions de dollars canadiens)									31 juillet 2013
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>									
<b>Actifs</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 287	-	-	-	-	-	-	792	33 079
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 531	-	-	-	-	-	-	-	7 531
Titres de négociation									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	1 020	398	369	1 682	3 612	850	2 224	-	10 155
des provinces et municipalités canadiennes	186	268	15	141	667	572	4 106	-	5 955
l'administration fédérale américaine	367	172	102	202	2 639	993	774	-	5 249
des municipalités, agences et États américains	10	4	-	-	291	90	286	-	681
d'autres administrations publiques	-	-	-	-	74	48	-	-	122
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	-	5	2	404	197	93	-	701
Titres de créance d'entreprises	1 006	305	83	207	1 884	2 029	6 486	-	12 000
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	37 628	37 628
Total des titres de négociation	2 589	1 147	574	2 234	9 571	4 779	13 969	37 628	72 491
Titres disponibles à la vente									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	978	2 184	948	407	4 243	3 850	145	-	12 755
des provinces et municipalités canadiennes	47	145	-	-	861	882	1 378	-	3 313
l'administration fédérale américaine	262	3	-	984	3 877	154	-	-	5 280
des municipalités, agences et États américains	1 133	332	39	37	1 031	303	2 102	-	4 977
d'autres administrations publiques	371	603	262	624	2 250	2 148	-	-	6 258
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada	-	-	-	35	920	744	-	-	1 699
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	-	-	-	1	5	11	5 864	-	5 881
Titres de créance d'entreprises	180	184	144	47	4 410	4 163	226	-	9 354
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	1 162	1 162
Total des titres disponibles à la vente	2 971	3 451	1 393	2 135	17 597	12 255	9 715	1 162	50 679
Titres détenus jusqu'à leur échéance									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	-	-	-	-	252	1 681	500	-	2 433
des provinces et municipalités canadiennes	-	-	-	-	361	1 193	542	-	2 096
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	-	-	-	289	28	-	-	317
Total des titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	902	2 902	1 042	-	4 846
Autres titres	-	-	17	-	26	11	17	760	831
Total des titres	5 560	4 598	1 984	4 369	28 096	19 947	24 743	39 550	128 847

(en millions de dollars canadiens)									31 juillet 2013
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>51 080</b>	<b>1 174</b>	<b>1 189</b>	<b>306</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>53 749</b>
<b>Prêts</b>									
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 115	2 178	2 997	5 017	37 584	37 634	8 686	-	96 211
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	540	417	569	915	12 841	15 706	8 966	23 276	63 230
Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	7 801	7 801
Entreprises et administrations publiques	12 674	4 855	3 288	9 523	15 513	20 497	4 958	26 436	97 744
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 029	-	-	-	-	-	-	-	9 029
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	(1 658)	(1 658)
<b>Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances 1)</b>	<b>24 358</b>	<b>7 450</b>	<b>6 854</b>	<b>15 455</b>	<b>65 938</b>	<b>73 837</b>	<b>22 610</b>	<b>55 855</b>	<b>272 357</b>
<b>Autres actifs</b>									
<b>Instruments dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	230	124	284	371	5 155	5 615	10 453	-	22 232
Contrats de change	2 027	379	312	434	2 264	930	1 472	-	7 818
Contrats sur produits de base	159	206	142	101	220	49	43	-	920
Contrats sur titres de participation	75	46	90	50	167	55	-	-	483
Contrats de crédit	1	2	3	90	5	84	-	-	185
<b>Total des actifs dérivés</b>	<b>2 492</b>	<b>757</b>	<b>831</b>	<b>1 046</b>	<b>7 811</b>	<b>6 733</b>	<b>11 968</b>	<b>-</b>	<b>31 638</b>
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	2 132	2 132
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	3 840	3 840
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	1 524	1 524
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	1 304	1 304
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	2 855	2 855
Autres	2 602	46	-	-	186	590	3 577	3 474	10 475
<b>Total des autres actifs</b>	<b>5 094</b>	<b>803</b>	<b>831</b>	<b>1 046</b>	<b>7 997</b>	<b>7 323</b>	<b>15 545</b>	<b>15 129</b>	<b>53 768</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>125 910</b>	<b>14 025</b>	<b>10 858</b>	<b>21 176</b>	<b>102 031</b>	<b>101 107</b>	<b>62 898</b>	<b>111 326</b>	<b>549 331</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
<b>Dépôts 2)</b>									
Banques	14 762	497	12	224	493	-	1	5 373	21 362
Entreprises et administrations publiques	61 280	8 109	3 505	7 928	23 227	16 986	4 430	87 748	213 213
Particuliers	5 648	5 791	5 435	5 058	13 042	3 651	1 685	83 286	123 596
<b>Total des dépôts</b>	<b>81 690</b>	<b>14 397</b>	<b>8 952</b>	<b>13 210</b>	<b>36 762</b>	<b>20 637</b>	<b>6 116</b>	<b>176 407</b>	<b>358 171</b>
<b>Autres passifs</b>									
<b>Instruments dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	279	131	376	396	5 131	5 954	10 065	-	22 332
Contrats de change	2 141	490	423	341	2 261	717	1 090	-	7 463
Contrats sur produits de base	78	165	94	90	357	54	35	-	873
Contrats sur titres de participation	110	67	118	52	993	243	609	-	2 192
Contrats de crédit	1	2	2	66	3	25	-	-	99
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>2 609</b>	<b>855</b>	<b>1 013</b>	<b>945</b>	<b>8 745</b>	<b>6 993</b>	<b>11 799</b>	<b>-</b>	<b>32 959</b>
Acceptations	9 029	-	-	-	-	-	-	-	9 029
Titres vendus à découvert	21 041	-	-	-	-	-	-	-	21 041
Titres mis en pension ou prêtés	46 772	824	-	-	-	-	-	-	47 596
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	374	374
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	131	131
Passifs liés à la titrisation et aux entités ad hoc	3 472	2 660	945	42	7 190	5 679	4 546	-	24 534
Autres	7 105	46	51	15	403	3 425	1 918	7 371	20 334
<b>Total des autres passifs</b>	<b>90 028</b>	<b>4 385</b>	<b>2 009</b>	<b>1 002</b>	<b>16 338</b>	<b>16 097</b>	<b>18 263</b>	<b>7 876</b>	<b>155 998</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>100</b>	<b>3 914</b>	<b>-</b>	<b>4 014</b>
<b>Titres des fiducies de capital</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>451</b>	<b>-</b>	<b>451</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 697</b>	<b>30 697</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>171 718</b>	<b>18 782</b>	<b>10 961</b>	<b>14 212</b>	<b>53 100</b>	<b>36 834</b>	<b>28 744</b>	<b>214 980</b>	<b>549 331</b>

1) Le total des prêts et des acceptations comprend des prêts de respectivement 200 102 millions de dollars, 67 728 millions et 6 185 millions montés au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)									31 juillet 2013
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements non inscrits au bilan</b>									
Crédits fermes 3)	3 460	2 102	2 103	5 244	26 686	24 009	3 663	-	67 267
Contrats de location simples	73	70	69	65	469	332	606	-	1 684
Contrats de garantie 3)	4 643	-	-	-	-	-	-	-	4 643
Obligations d'achat	237	242	242	241	1 509	556	117	-	3 144

3) La grande majorité de ces engagements viennent à échéance sans avoir fait l'objet de prélèvements. Par conséquent, les montants contractuels peuvent ne pas être représentatifs du financement qui sera probablement requis au titre de ces engagements.



(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2012

	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>									
<b>Actifs</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 162	-	-	-	-	-	-	779	19 941
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 341	-	-	-	-	-	-	-	6 341
Titres de négociation									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	1 624	1 247	146	774	2 465	1 598	3 053	-	10 907
des provinces et municipalités canadiennes	557	120	134	102	593	448	3 561	-	5 515
l'administration fédérale américaine	308	161	217	650	3 574	1 181	961	-	7 052
des municipalités, agences et États américains	-	-	-	-	139	89	219	-	447
d'autres administrations publiques	8	81	-	-	141	291	-	-	521
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	3	-	28	276	331	872	-	1 510
Titres de créance d'entreprises	1 175	383	340	584	1 791	2 833	7 213	-	14 319
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	29 838	29 838
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>3 672</b>	<b>1 995</b>	<b>837</b>	<b>2 138</b>	<b>8 979</b>	<b>6 771</b>	<b>15 879</b>	<b>29 838</b>	<b>70 109</b>
Titres disponibles à la vente									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	5	505	1 670	1 251	8 230	5 616	-	-	17 277
des provinces et municipalités canadiennes	44	250	56	16	509	856	949	-	2 680
l'administration fédérale américaine	1 021	-	3 024	-	3 725	2 329	-	-	10 099
des municipalités, agences et États américains	1 277	28	31	23	825	758	1 520	-	4 462
d'autres administrations publiques	1 203	1 864	650	289	1 758	832	-	-	6 596
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada	-	141	287	-	7	-	-	-	435
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	-	-	-	1	-	6	5 766	-	5 773
Titres de créance d'entreprises	204	63	64	20	3 344	3 714	466	-	7 875
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	1 185	1 185
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>3 754</b>	<b>2 851</b>	<b>5 782</b>	<b>1 600</b>	<b>18 398</b>	<b>14 111</b>	<b>8 701</b>	<b>1 185</b>	<b>56 382</b>
Titres détenus jusqu'à leur échéance									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	-	-	-	-	101	-	499	-	600
des provinces et municipalités canadiennes	-	-	-	-	-	275	-	-	275
<b>Total des titres détenus jusqu'à leur échéance</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>101</b>	<b>275</b>	<b>499</b>	<b>-</b>	<b>875</b>
<b>Autres titres</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>33</b>	<b>17</b>	<b>818</b>	<b>958</b>
<b>Total des titres</b>	<b>7 471</b>	<b>4 846</b>	<b>6 619</b>	<b>3 738</b>	<b>27 523</b>	<b>21 190</b>	<b>25 096</b>	<b>31 841</b>	<b>128 324</b>
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>44 107</b>	<b>2 282</b>	<b>622</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>47 011</b>
<b>Prêts</b>									
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 705	1 617	2 135	2 081	33 833	38 277	8 222	-	87 870
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	579	287	464	2 079	8 891	18 422	7 775	22 939	61 436
Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	7 814	7 814
Entreprises et administrations publiques	8 980	3 376	1 647	14 963	15 134	12 901	4 759	28 642	90 402
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 019	-	-	-	-	-	-	-	8 019
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	(1 706)	(1 706)
<b>Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances 1)</b>	<b>19 283</b>	<b>5 280</b>	<b>4 246</b>	<b>19 123</b>	<b>57 858</b>	<b>69 600</b>	<b>20 756</b>	<b>57 689</b>	<b>253 835</b>
<b>Autres actifs</b>									
<b>Instruments dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	489	305	545	480	6 078	9 028	21 265	-	38 190
Contrats de change	2 643	435	304	138	2 256	795	1 474	-	8 045
Contrats sur produits de base	560	91	65	68	346	50	52	-	1 232
Contrats sur titres de participation	141	17	44	11	122	32	-	-	367
Contrats de crédit	3	3	4	4	35	146	42	-	237
<b>Total des actifs dérivés</b>	<b>3 836</b>	<b>851</b>	<b>962</b>	<b>701</b>	<b>8 837</b>	<b>10 051</b>	<b>22 833</b>	<b>-</b>	<b>48 071</b>
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	2 120	2 120
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	3 717	3 717
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	1 552	1 552
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	1 293	1 293
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	2 906	2 906
Autres	1 508	33	-	-	-	-	3 190	5 607	10 338
<b>Total des autres actifs</b>	<b>5 344</b>	<b>884</b>	<b>962</b>	<b>701</b>	<b>8 837</b>	<b>10 051</b>	<b>26 023</b>	<b>17 195</b>	<b>69 997</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>101 708</b>	<b>13 292</b>	<b>12 449</b>	<b>23 562</b>	<b>94 218</b>	<b>100 841</b>	<b>71 875</b>	<b>107 504</b>	<b>525 449</b>

1) Le total des prêts et des acceptations comprend des prêts de respectivement 186 830 millions de dollars, 63 969 millions et 4 742 millions montés au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2012
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
Dépôts 1)									
Banques	12 667	48	7	-	-	-	-	5 380	18 102
Entreprises et administrations publiques	46 810	9 210	5 107	9 173	16 273	13 813	3 340	82 844	186 570
Particuliers	7 303	5 955	6 133	5 837	12 627	3 426	1 046	76 703	119 030
Total des dépôts	66 780	15 213	11 247	15 010	28 900	17 239	4 386	164 927	323 702
Autres passifs									
Instruments dérivés									
Contrats de taux d'intérêt	297	378	614	513	6 259	8 640	20 363	-	37 064
Contrats de change	2 029	546	362	211	2 279	874	1 206	-	7 507
Contrats sur produits de base	626	198	172	163	473	63	46	-	1 741
Contrats sur titres de participation	500	60	72	88	611	209	728	-	2 268
Contrats de crédit	52	4	3	2	38	51	6	-	156
Total des passifs dérivés	3 504	1 186	1 223	977	9 660	9 837	22 349	-	48 736
Acceptations	8 019	-	-	-	-	-	-	-	8 019
Titres vendus à découvert	23 439	-	-	-	-	-	-	-	23 439
Titres mis en pension ou prêtés	39 737	-	-	-	-	-	-	-	39 737
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	404	404
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	171	171
Passifs liés à la titrisation et aux entités ad hoc	2 340	11	1 712	3 423	7 147	6 806	4 004	39	25 482
Autres	8 923	28	11	200	308	1 211	3 279	7 154	21 114
Total des autres passifs	85 962	1 225	2 946	4 600	17 115	17 854	29 632	7 768	167 102
Dettes subordonnées	15	11	-	-	-	100	3 967	-	4 093
Titres des fiducies de capital	12	-	-	-	-	-	450	-	462
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	30 090	30 090
Total des passifs et des capitaux propres	152 769	16 449	14 193	19 610	46 015	35 193	38 435	202 785	525 449

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2012
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements non inscrits au bilan</b>									
Crédits fermes 2)	1 846	1 910	1 939	9 734	16 395	26 263	1 898	-	59 985
Contrats de location simples	68	69	69	68	469	359	700	-	1 802
Contrats de garantie 2)	4 343	-	-	-	-	-	-	-	4 343
Obligations d'achat	177	177	101	63	517	286	207	-	1 528

2) La grande majorité de ces engagements viennent à échéance sans avoir fait l'objet de prélèvements. Par conséquent, les montants contractuels peuvent ne pas être représentatifs du financement qui sera probablement requis au titre de ces engagements.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel de 2012, du présent communiqué trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 27 août 2013 à 13 h 30 (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 2 décembre 2013, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1254867).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, [ronald.monet@bmo.com](mailto:ronald.monet@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Sharon Haward-Laird, responsable, relations avec les investisseurs,

[sharon.hawardlaird@bmo.com](mailto:sharon.hawardlaird@bmo.com), 416-867-6656

Andrew Chin, directeur, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Tom Flynn, vice-président à la direction et chef des finances,

[tom.flynn@bmo.com](mailto:tom.flynn@bmo.com), 416-867-4689

### Secrétaire général

Barbara Muir, première vice-présidente, conseil général délégué,

Affaires générales et secrétaire général

[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6423

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2013 62,91 \$

Juin 2013 60,02 \$

Juillet 2013 65,32 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com). Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).**